gazette officielle du QUÉBEC

official gazette

109e ANNÉE
30 NOVEMBRE 1977
No 50

LOIS ET RÈGLEMENTS

PARTIE 2

LAWS AND REGULATIONS

PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de $30 et le prix d'un exemplaire de $1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is $30, and single issues $1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1N 2C9, P.Q.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1N 2C9, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

Décision, 7 septembre 1977
Règ. 77-546, 14 septembre 1977

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ
DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, c. 36)

Producteurs de bois — Bas Saint-Laurent — Fonds de roulement

Prenez avis qu'en vertu des articles 76 et 77 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et des dispositions du plan conjoint qu'il administre, le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent a adopté le règlement qui suit établissant un fonds de roulement. Tel qu'il est prévu aux articles 71 et 72 de ladite Loi, la Régie des marchés agricoles a approuvé ce règlement le 7 septembre 1977 et en a ordonné la présente publication.

Régie des marchés agricoles du Québec,

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

Decision, 7 September 1977
Reg. 77-546, 14 September 1977

FARM PRODUCTS
MARKETING ACT
(1974, c. 36)

Lower St. Lawrence — Wood Producers — Working fund

Notice is given that, pursuant to sections 76 and 77 of the Farm Products Marketing Act and the provisions of the Joint Plan administered thereby, the *Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent* made the following By-law respecting the establishment of a working fund. As provided in sections 71 and 72 of the said Act, the Québec Agricultural Marketing Board approved the said By-law on 7 September 1977 and ordered the present publication thereof.

Québec Agricultural Marketing Board,

ME GILLES LE BLANC,
Secretary.

Règlement no 3
établissant un fonds de roulement

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et le plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent, le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent décrète ce qui suit:

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte impose un sens différent, les expressions suivantes signifient ou désignent:

plan: le plan conjoint des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent;

prix brut: le prix du bois établi suivant le règlement relatif à l'agence de vente et à la mise en vente en commun du bois, tel qu'il est ou pourra être ultérieurement si des amendements y sont apportés;

producteur: le même sens qu'à la section III du plan;

produit visé: le bois visé par le règlement du Syndicat relatif à l'agence de vente et à la mise en vente en commun du bois;

By-law No. 3
establishment of a working fund

Pursuant to the powers conferred on it by the Farm Products Marketing Act and the Lower St. Lawrence Wood Producer's Joint Plan, the *Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent* decrees as follows:

1. In this By-law, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

plan: the Lower St. Lawrence Wood Producers' Joint Plan;

gross price: the price of wood established in accordance with the By-law respecting the sales agency and joint offer for sale of wood, presently in effect or as may be subsequently amended;

producer: the same meaning as in Division III of the plan;

contemplated product: the wood contemplated in the By-law *of* the *Syndicat* respecting the sales agency and joint offer for sale of wood;

syndicat: le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.

2. Afin d'établir un fonds de roulement pour le paiement des dépenses encourues dans l'application du plan conjoint ou d'un règlement qu'il a ou qu'il peut adopter relatif aux conditions de la mise en marché du produit visé, le Syndicat fixe, impose et perçoit de tout producteur, une contribution spéciale de un dollar ($1.00) la corde de cent vingt-huit (128) pieds cubes apparents ou sont équivalent pour les bois résineux mis en marché, et de soixante-dix sous ($0.70) la corde de cent vingt-huit (128) pieds cubes apparents ou son équivalent pour les bois feuillus mis en marché.

3. Le Syndicat doit utiliser cette contribution uniquement aux fins suivantes:

a) faire des versements anticipés d'argent aux producteurs sur le prix du bois mis en marché par l'entremise du Syndicat ou acheté par lui;

b) assurer le financement des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus dans l'application du règlement relatif à l'agence de vente et à la mise en vente en commun du bois, ainsi que celui relatif au contingentement.

c) permettre tout emprunt nécessaire au financement des dépenses encourues par le Syndicat dans l'application et l'administration du plan et des règlements et, s'il y a lieu, être donné en garantie à cette fin.

4. Tout producteur est tenu de payer au Syndicat la contribution ainsi fixée. Cette contribution est déduite en même temps et de la même façon que les autres contributions autorisées en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, selon les modalités prévues au Règlement du Syndicat concernant le paiement et la perception de la contribution tel qu'il est ou pourra être ultérieurement si des modifications y sont apportées.

5. **a)** Cette contribution spéciale est établie pour une période de quatre (4) ans ou jusqu'à ce que ce fonds de roulement ait atteint un million de dollars ($1,000,000.00).

b) Si ce fonds de roulement est transporté en garantie d'un emprunt et si le prêteur l'exige, cette contribution spéciale sera, nonobstant les dispositions du paragraphe *a* du présent article, établie jusqu'à ce que cet emprunt soit entièrement acquitté en capital, intérêts et accessoires et jusqu'à ce que la convention de prêt ait pris fin.

6. Les intérêts provenant de l'administration du fonds font partie du fonds.

Syndicat: the *Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent.*

2. For the purpose of establishing a working fund for the payment of expenses incurred in the implementation of the Joint Plan or of a By-law that it has made or may make respecting the marketing conditions of the contemplated product, the *Syndicat* shall fix, impose and collect from every producer a special contribution of one dollar ($1.00) per cord of one hundred and twenty-eight (128) apparent cubic feet or the equivalent thereof for all softwood marketed, and seventy cents ($0.70) per cord of one hundred and twenty-eight (128) apparent cubic feet or the equivalent thereof for all hardwood marketed.

3. The *Syndicat* must use such contribution solely for the following purposes:

(a) making advance payments to producers on the price of wood marketed or bought by the *Syndicat*;

(b) ensuring the financing of the implementation, supervision and control costs incurred in the application of the By-law respecting the sales agency and joint offer for sale of wood and the By-law respecting quotas.

(c) allowing any loans necessary to the financing of expenses incurred by the *Syndicat* in the application and administration of the Plan and the By-laws and, where applicable, as guarantees for such purpose.

4. Every producer is obligated to pay the contribution thus fixed to the *Syndicat*. Such contribution shall be deducted at the same time and in the same manner as the other contributions authorized under the Farm Products Marketing Act, in accordance with the terms and conditions prescribed in the By-law of the *Syndicat* respecting the payment and collection of the contribution, as presently in effect or as may be subsequently amended.

5. **(a)** Such special contribution is established for a period of four (4) years or until the working fund has reached one million dollars ($1,000,000.00).

(b) If the working fund is tranferred to guarantee a loan and if the lender so requires, such special contribution shall, notwithstanding the provisions of paragraph *a* of this section, be established until such loan has been completely paid off in capital, interest and accessory costs and until the loan contract is terminated.

6. The interest accruing from the administration of the fund is considered as part of the fund.

7. a) Le Syndicat doit rendre compte de l'administration et l'utilisation du fonds à l'assemblée générale annuelle des producteurs.

b) Le conseil d'administration est autorisé à transporter ce fonds de roulement à tout prêteur en garantie d'un emprunt contracté par le Syndicat et à consentir à toutes les conditions, clauses et obligations qu'il jugera appropriées pour donner son plein effet à tel transport en garantie, y compris celles permettant au prêteur de se l'approprier en pleine propriété et de l'appliquer au remboursement de l'emprunt lorsque le Syndicat est en défaut au terme de l'emprunt ou de actes constitutifs de garantie, tout solde étant remis au Syndicat ou ses ayants droit.

8. Le Syndicat doit établir et tenir une comptabilité distincte pour le fonds, de même qu'un registre des producteurs qui y contribuent, de façon à pouvoir en tout temps déterminer, pour chaque producteur, le montant de ses contributions au fonds.

9. Sauf dans les cas spécifiques prévus aux articles 10, 11 et 12, personne ne peut réclamer du Syndicat les contributions qui lui ont été versées en vertu du présent règlement.

10. Si l'assemblée générale décide d'abolir le fonds ou de diminuer la somme capitale du fonds, ce qui ne peut avoir lieu si le fonds est transporté en garantie d'un emprunt fait par le Syndicat, à moins que le prêteur n'y consente par écrit préalablement, le remboursement du fonds ou de la partie du fonds dont il est diminué, est alors effectué aux producteurs contribuants, proportionnellement au nombre de cordes de bois qu'ils ont mis en marché et pour lesquelles ils ont versé la contribution spéciale précitée.

Au cas d'impossibilité pour le Syndicat de retrouver un producteur qui a contribué au fonds, la somme qui devrait lui être remise doit être versée à l'actif du Syndicat et servir à l'administration du plan conjoint et des règlements. Le Syndicat doit tenter de retrouver le producteur au cours de l'année qui suit la décision d'effectuer un tel remboursement et lui adresser un avis sous pli recommandé à sa dernière adresse connue. Un rapport de la situation doit être fait à la Régie dans les 90 jours suivants.

11. Au cas du décès du producteur contribuant, ses héritiers peuvent exiger le remboursement des contributions versées.

12. Le producteur qui se départit de ses terrains boisés peut réclamer les contributions qu'il a versées. Dans ce cas, le conseil d'administration du Syndicat peut décider de la date du remboursement, laquelle ne peut être postérieure à douze (12) mois de la demande de remboursement. Toute-

7. (a) The *Syndicat* must give an accounting of its administration and use of the fund to the annual general meeting of the producers.

(b) The board of Directors is authorized to transfer the working fund to any guarantor of a loan contracted by the *Syndicat* and to agree to all conditions, clauses and obligations it deems appropriate to give full effect to such transfer including those allowing the lender to appropriate such fund and apply it to the repayment of the loan if the *Syndicat* is in default at the term of a loan or guarantee contract, any balance being returned to the *Syndicat or its beneficiaries.*

8. The *Syndicat* must establish and maintain a separate system of accounting for the fund as well as a record of the producers who contribute thereto, in such a way that at, any time, the amount each producer has contributed to the fund may be determined.

9. Except in the specific cases provided for in sections 10, 11 and 12, no one may claim from the *Syndicat* the contributions paid thereto pursuant to this By-law.

10. Where it is decided at the general meeting to abolish the fund or reduce the capital thereof, which may not be done without the prior written consent of the lender where the fund has been transferred as guarantee for a loan made by the *Syndicat*, the fund or the amount by which it is reduced shall be refunded to the contritubing producers in proportion to the number of cords of wood each has marketed and for which he has paid the abovementioned special contribution.

Where it is impossible for the *Syndicat* to locate a producer who has contributed to the fund, the sum which should be paid to such producer must be added to the *Syndicat's* assets and used for the administration of the Joint Plan and the By-laws. The *Syndicat* must try to locate the producer during one year following the decision to make such refund and send a notice by registered mail to his last known address. A report on the situation must be made to the Board within the following 90 days.

11. In the case of the death of a contributing producer, his heirs may demand refund of the contributions paid.

12. A producer who disposes of his woodlots may claim a refund of the contributions he has paid. In such case, the Board of Directors of the *Syndicat* may decide on the refund date, which may not be later than twelve (12) months after the request therefor. However, if the fund has been transfer-

fois, si le fonds est transporté à un prêteur en garantie d'un emprunt, le remboursement ne peut être fait sans l'autorisation écrite du prêteur.

Après avoir ainsi obtenu le remboursement de ses contributions au fonds, si le producteur décide, dans les cinq (5) ans qui suivent, d'acquérir un terrain boisé et de mettre de nouveau en marché le produit visé, il doit préalablement à la vente ou à la livraison du produit visé remettre au fonds la somme ainsi perçue, selon les conditions et les modalités qui seront déterminées entre le Syndicat et le producteur, ou, à défaut, par la Régie.

13. La somme accumulée au fonds dit de « répartition » du Syndicat entre 1974 et l'entrée en vigueur du présent règlement, doit être versée au fonds de roulement établi par les présentes. Toutes les dispositions de ce règlement s'y appliquent, sauf qu'en cas d'un remboursement dans les cas prévus aux articles 10, 11 et 12, la somme provenant du fonds de répartition précité doit être remise seulement aux producteurs qui ont livré ou vendu du bois par son entremise au cours des années 1974, 1975, 1976 ou 1977 au prorata, pour chacun, du nombre de cordes livrées.

14. Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

1645-o

red to a lender as guarantee for a loan, the refund may not be made without the written consent of the lender.

After having thus obtained a refund of his contributions to the fund, if a producer decides within the following five (5) years to acquire a woodlot and recommence marketing the contemplated product, he must, prior to the sale or delivery of the contemplated product, repay the fund the sum he has received therefrom, in accordance with the terms and conditions determided between the *Syndicat* and the producer, or failing this, by the Board.

13. The amount accumulated in the "redistribution fund" of the Syndicat between 1974 and the coming into force of this By-law must be paid into the working fund established thereby. All the provisions of this By-law apply thereto, except for a refund in the cases provided for in sections 10, 11 and 12, where the sum accruing from the abovementioned redistribution fund must be repaid only to those producers who delivered or sold wood through the *Syndicat* during the years 1974, 1975, 1976 or 1977, prorated for each producer according to the number of cords delivered.

14. This By-law shall come into force effective on its publication in the *Québec Official Gazette.*

1645-o

A.C. 3197-77, 28 septembre 1977
Règ. 77-578, 3 octobre 1977

LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE
(1970, c. 37)

Régie de l'assurance-maladie du Québec — Règlement no 1 — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement modifiant de nouveau le règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec relatif à la Loi de l'assurance-maladie

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de la Loi de l'assurance-maladie, la Régie de l'assurance-maladie du Québec peut, par règlement, prescrire la forme et la teneur des formules qui peuvent ou doivent être utilisées pour les fins de ladite loi par un professionnel de la santé ou une personne qui réside au Québec;

ATTENDU QUE ladite Régie a adopté le 14 juillet 1970 le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier de nouveau ledit Règlement no 1;

ATTENDU QU'en date du 16 août 1977, ladite Régie a adopté un règlement modifiant de nouveau ledit Règlement no 1;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de ladite loi, un tel règlement doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé et intitulé: « Règlement modifiant de nouveau le Règlement no 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3197-77, 28 September 1977
Reg. 77-578, 3 October 1977

HEALTH INSURANCE ACT
(1970, c. 37)

The Québec health Insurance Board — By-law No. 1, Amendments

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the By-law further amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act.

WHEREAS under section 57 of the Health Insurance Act, the Québec Health Insurance Board may, by by-law, prescribe the form and tenor of the forms which may or must be used for the purposes of the said act by a professional or a resident of the Province of Québec;

WHEREAS the Board made, on 14 July 1970, By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act;

WHEREAS it is expedient to further amend the said By-law No. 1;

WHEREAS on 16 August 1977, the Board made a By-law further amending the said By-law No. 1;

WHEREAS under section 57 of the said Act, such By-law must, before coming into force, be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the By-law entitled "By-law further amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act", a copy of which is annexed hereto, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant de nouveau le Règlement numéro 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie (1970, c. 37, a. 57)

1. La table des matières dudit règlement est modifiée en ajoutant au titre des Formules après l'intitulé de la formule 28, l'intitulé suivant de la formule 29:

29 — État de compte — Aides pour handicapés visuels

2. L'article 4.03 dudit règlement est modifié en ajoutant à la fin du paragraphe *c* les mots suivants : « ou, s'il s'agit d'un handicapé visuel, la formule 29 ».

3. L'article 7.01 dudit règlement est modifié en ajoutant à la fin les mots suivants :« sauf s'il s'agit d'un handicapé visuel ».

4. Ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

By-law further amending By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board under the Health Insurance Act (1970, c. 37, s. 57)

1. The table of contents of the said By-law is amended by adding under the heading "Forms", after the title of Form 28, the following heading of Form 29:

29 — Statement of account — Aid for visually handicapped persons

2. Section 4.03 of the said By-law is amended by adding at the end of subsection *c* the following words: "or, in the case of a visually handicapped person, Form 29".

3. Section 7.01 of the said By-law is amended by adding at the end the following words: "except in the case of a visually handicapped person".

4. This By-law shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

ÉTAT DE COMPTE -- AIDES POUR HANDICAPÉS VISUELS FORMULE 29

Régie de l'assurance-maladie du Québec
Case postale 6600
Québec
(Québec)
G1K 7T3

ÉTAT DE COMPTE

N'ÉCRIVEZ PAS DANS CETTE CASE

AIDES POUR HANDICAPÉS VISUELS

BÉNÉFICIAIRE

PRÉNOM ET NOM À LA NAISSANCE | NOM DU MARI

NUMÉRO D'ASSURANCE-MALADIE | DATE DE NAISSANCE (ANNÉE, MOIS, JOUR) | SEXE | PROFESSION

ADRESSE: NUMÉRO | RUE | APPARTEMENT

MUNICIPALITÉ | COMTÉ | CODE POSTAL | CODE RÉGIONAL

RENSEIGNEMENTS

LE BÉNÉFICIAIRE A-T-IL DROIT AUX SERVICES EN VERTU D'UNE AUTRE LOI? OUI ☐ NON ☐

EXEMPLE: Services fournis par la Commission des accidents du travail ou par le ministère des Anciens combattants.

LE BÉNÉFICIAIRE EST INAPTE À: LIRE, ÉCRIRE ET CIRCULER ☐ 1 LIRE ☐ 2 CIRCULER ☐ 3

ORIGINE DU HANDICAP PHYSIQUE: ACCIDENT ☐ 1 ANOMALIE CONGÉNITALE ☐ 2 MALADIE ☐ 3

PRÉCISION SUR L'ACUITÉ VISUELLE: ŒIL GAUCHE | ŒIL DROIT

S'IL S'AGIT D'UN ACCIDENT — DATE DE L'ACCIDENT: ANNÉE | MOIS | JOUR

LIEU DE L'ACCIDENT: TERRAIN DE JEUX ☐ 1 FERME ☐ 2 DOMICILE ☐ 3 ROUTE ☐ 4 TRAVAIL ☐ 5 AUTRE (SPÉCIFIEZ) 6

ÉTABLISSEMENT

NOM | NUMÉRO

NATURE ET DESCRIPTION

PRÊT INITIAL D'UNE AIDE ☐ 1 PRÊT D'UNE AIDE RÉCUPÉRÉE ☐ 2 RÉPARATION ☐ 3

RETOUR D'UNE AIDE PRÊTÉE ☐ 4 AIDE NON RÉUTILISABLE ☐ 5

	CODE	DESCRIPTION	MONTANT	À L'USAGE DE LA RÉGIE

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

DOCUMENT(S) ANNEXÉ(S) ☐ OUI

MATÉRIAUX | MAIN-D'ŒUVRE | MONTANT RÉCLAMÉ

À L'USAGE DE LA RÉGIE

SIGNATURE DU BÉNÉFICIAIRE OU DE LA PERSONNE RESPONSABLE | NO DE TÉLÉPHONE | ANNÉE, MOIS, JOUR

Je certifie avoir rendu les services décrits ci-dessus conformément à la loi sur l'assurance-maladie
SIGNATURE DU RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT | ANNÉE, MOIS, JOUR

Quiconque fait une fausse déclaration commet une infraction grave

1404 298 10/77

1641-o

STATEMENT OF ACCOUNT — AID FOR VISUALLY HANDICAPPED PERSONS FORM 29

Québec Health Insurance Board
Post Office Box 6600
Québec
(Québec)
G1K 7T3

STATEMENT OF ACCOUNT

DO NOT WRITE IN THIS SPACE

AID FOR VISUALLY HANDICAPPED PERSONS

BENEFICIARY

FIRST NAME AND SURNAME AT BIRTH | HUSBAND'S NAME

HEALTH INSURANCE NUMBER | DATE OF BIRTH (YEAR, MONTH, DAY) | SEX | OCCUPATION

ADDRESS: NUMBER | STREET | APARTMENT

MUNICIPALITY | COUNTY | POSTAL CODE | REGIONAL CODE

INFORMATION

IS THE BENEFICIARY ENTITLED TO SERVICES UNDER ANOTHER ACT?

EXAMPLE: Services provided by the Workmen's Compensation Commission or by the Veterans Affairs Department YES ☐ NO ☐

The beneficiary is unable to:
READ, WRITE AND TRAVEL ☐ 1 READ ☐ 2 TRAVEL ☐ 3

CAUSE OF DISABILITY
ACCIDENT ☐ 1 CONGENITAL MALFORMATION ☐ 2 DISEASE ☐ 3

SPECIFY VISUAL ACUITY
LEFT EYE | RIGHT EYE

IN THE CASE OF AN ACCIDENT
DATE OF ACCIDENT (YEAR, MONTH, DAY)

PLACE OF ACCIDENT
PLAY GROUND ☐ 1 FARM ☐ 2 HOME ☐ 3 ROAD ☐ 4 WORK ☐ 5 OTHER (SPECIFY) ☐ 6

ESTABLISHMENT

NAME | NUMBER

NATURE AND DESCRIPTION OF SERVICES

INITIAL AID LOAN ☐ 1 RECOVERED AID LOAN ☐ 2 REPAIR ☐ 3
RETURN OF LOANED AID ☐ 4 NON-REUSABLE AID ☐ 5

	CODE	DESCRIPTION	COST	FOR THE USE OF THE BOARD

ADDITIONAL INFORMATION

DOCUMENTS ATTACHED ☐ YES

MATERIALS
LABOUR
AMOUNT CLAIMED

FOR THE USE OF THE BOARD

SIGNATURE OF BENEFICIARY OR THE PERSON RESPONSIBLE

TELEPHONE NO: (YEAR, MONTH, DAY)

I certify that the services described above have been provided by me in accordance with the Health Insurance Act.

SIGNATURE OF PERSON RESPONSIBLE FOR THE ESTABLISHMENT (YEAR, MONTH, DAY)

Whoever makes a false statement is guilty of a serious offence.

1404 295 10/77

A.C. 3475-77, 19 octobre 1977
Règ. 77-619, 21 octobre 1977

LOI DE L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE
(1970, c. 17)

Contrats de services du gouvernement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement concernant les contrats de services du gouvernement.

ATTENDU QUE l'article 49 de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements touchant les conditions des contrats faits au nom du gouvernement et de déterminer en quels cas ces contrats sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor;

ATTENDU QUE le Règlement AF-1 concernant les contrats du gouvernement, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1041 du 19 mars 1971, comporte des dispositions ayant trait aux contrats de services du gouvernement;

ATTENDU QU'il est opportun de remplacer ces dispositions, en vue d'introduire des règles qui précisent davantage les modalités d'octroi de tels contrats, qui modifient les niveaux d'autorisation requis pour leur conclusion et qui introduisent la nécessité de recourir en certains cas à des appels d'offres ou à une procédure de concours entre les dispensateurs éventuels de services au gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu à cette fin d'adopter un règlement portant spécifiquement sur les contrats de services du gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du président du Conseil du trésor et ministre des Finances:

QUE le règlement concernant les contrats de services du gouvernement, ci-joint, soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3475-77, 19 October 1977
Reg. 77-619, 21 October 1977

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT
(1970, c. 17)

Government service contracts

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation respecting government service contracts.

WHEREAS under section 49 of the Financial Administration Act (1970, c. 17), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting the conditions of contracts made in the name of the government, and may determine in what cases such contracts shall be subject to approval either by the Lieutenant-Governor in Council or by the Treasury Board;

WHEREAS Regulation AF-1 concerning government contracts, approved under Order in Council 1041 dated 19 March 1971, includes provisions relating to government service contracts;

WHEREAS it is expedient to replace such provisions with a view to introducing rules that are more specific regarding the terms and conditions for awarding such contracts, that change the level of authorization required for their conclusion, and that introduce, in certain cases, the obligation to call for tenders, or establish a competitive procedure among the possible dispensers of services to the government;

WHEREAS it is expedient for that reason to make a Regulation dealing specifically with government service contracts;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Chairman of the Treasury Board and Minister of Finance:

THAT the Regulation respecting government service contracts, a copy of which is annexed hereto, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette.*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant les contrats de services du gouvernement

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Ce règlement est adopté en vertu de l'article 49 de la Loi de l'administration financière (1970, c. 17).

2. À moins de disposition contraire d'une loi ou d'un règlement, les dispositions de ce règlement s'appliquent à tout ministère ou organisme dont le budget est voté par l'Assemblée nationale.

3. Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « appel d'offres dans les journaux »: un avis publié dans des journaux invitant des soumissions pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service;

b) « appel d'offres sur invitation »: un avis adressé directement à des firmes les invitant à présenter des soumissions pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service;

c) « contrat »: le document contenant l'ensemble des clauses relatives aux droits, obligations et responsabilités des parties aux fins de l'exécution d'un mandat qui y est explicitement défni;

d) « contrat de services »: un contrat conclu pour la fourniture ou l'accomplissement d'un service, à l'exclusion d'un contrat de construction, d'un contrat pour la location, l'acquisition ou l'aliénation d'un bien meuble ou immeuble ou d'un contrat de concession;

e) « coût estimatif »: le montant probable du coût d'exécution d'un contrat;

f) « firme »: une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom ou faisant affaires sous une raison sociale, ou une société ou corporation signataire du contrat;

g) « gestion par programme »: un mode de gestion budgétaire en vertu duquel un ministère ou organisme est dispensé, relativement aux contrats payables à même les crédits d'un programme ou d'un élément de programme donné, d'obtenir les approbations habituellement requises du Conseil du trésor en vertu de ce règlement, moyennant la production des rapports d'exé-

Regulation respecting government service contracts

Division I

GENERAL PROVISIONS

1. This Regulation is made pursuant to section 49 of the Financial Administration Act (1970, c. 17).

2. Unless otherwise stipulated in an Act or Regulation, the provisions of this Regulation shall apply to every Department or body whose budget is voted by the National Assembly.

3. In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

(a) "call for tenders in newspapers": a notice published in the newspapers inviting the submission of tenders for the provision or carrying out of a service;

(b) "invitation of tenders": a notice directly addressed to firms inviting them to submit tenders for the provision or carrying out of a service;

(c) "contract": the document containing all the clauses relative to the rights, obligations and responsibilities of the parties regarding the carrying out of a mandate explicitly defined therein;

(d) "service contract": a contract concluded for the provision or carrying out of a service but not including a construction contract, a contract of the leasing, acquisition or disposal of a moveable or immoveable property or a concession contract;

(e) "estimated cost": the probable amount of the cost of fulfilling a contract;

(f) "firm": a natural person doing business alone under his own name or doing business under a corporate name, or a company or corporation that is signatory to a contract;

(g) "administration by programme": a method of budget administration whereby a department or body, in respect of contracts payable out of the appropriations for a given programme or an item in a programme, is exempted from obtaining the approval of the Treasury Board normally required under this Regulation, provided the execution reports required by the Treasury Board are

cution exigés par le Conseil du trésor et pourvu que de tels contrats soient conformes à la programmation budgétaire approuvée par le Conseil du trésor;

h) « mandat »: l'ensemble des services confiés à une firme et les modalités d'exécution de ces services;

i) « principale place d'affaires »: le principal établissement d'où les affaires d'une firme sont dirigées et où le personnel de maîtrise et l'équipement se trouvent ordinairement;

j) « programmation budgétaire »: un document approuvé par le Conseil du trésor répartissant par activité, par projet ou par tout autre mode, l'enveloppe budgétaire d'un programme ou d'un élément de programme.

Section II

PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES DANS LES JOURNAUX

4. L'appel d'offres dans les journaux est publié en français dans un quotidien des villes de Montréal et de Québec, ainsi que dans un quotidien ou dans un hebdomadaire régional circulant dans la région où les services doivent être rendus.

5. L'appel d'offres dans les journaux doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignement suivants:

a) le nom du ministère ou de l'organisme requérant;

b) la description sommaire des services requis;

c) l'endroit où l'on peut examiner ou obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la soumission;

d) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires à la préparation de la soumission;

e) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt et l'ouverture des soumissions;

f) la nature de la garantie de soumission exigée;

g) que seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions des firmes ayant leur principale place d'affaires au Québec; et

submitted and that such contracts conform to the budgetary programming approved by the Treasury Board;

(h) "mandate": all the services entrusted to a firm and the terms and conditions for the carrying out of these services;

(i) "principal place of business": the principal establishment from which a firm's business is directed and where the supervisory staff and equipment are ordinarily located;

(j) "budgetary programming": a document approved by the Treasury Board that divides the budgetary package of a programme or an item in a programme by activity, project or any other method.

Division II

PROCEDURE FOR CALLS FOR TENDERS IN NEWSPAPERS

4. Calls for tenders in newspapers shall be published in French in a Montreal daily newspaper and in a Québec City daily newspaper, and also in a daily or weekly regional newspaper that has a circulation in the region where the service is to be carried out.

5. Calls for tenders in newspapers must include the following provisions and information:

(a) the name of the Department or body that requires the service;

(b) a brief description of the services required;

(c) the place where the documents and information needed to prepare the tender may be examined or obtained;

(d) the prerequisites for obtaining the documents necessary to prepare the tender;

(e) the place as well as the date and time limits fixed for the submission and opening of tenders;

(f) the nature of the tender guarantee required;

(g) that only tenders from firms who have their principal places of business in Québec shall be considered for the issuance of the contract; and

h) que le ministère ou l'organisme ne s'engage à accepter ni la plus basse ni toute autre soumission.

6. Les documents suivants sont remis aux soumissionnaires:

a) la liste des documents fournis;

b) la copie du texte de l'appel d'offres;

c) les instructions aux soumissionnaires;

d) la formule de soumission;

e) la formule de renseignements concernant le soumissionnaire;

f) un spécimen du contrat visé par la soumission;

g) un spécimen de la formule prescrite de cautionnement de soumission; et

h) toutes autres conditions du mandat à intervenir.

7. Les instructions aux soumissionnaires doivent indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis à son appui ainsi que la procédure à suivre par le soumissionnaire.

De plus, elles doivent contenir des avis à l'effet que:

a) le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une garantie:

i) correspondant à un montant forfaitaire équivalant à 10% du coût estimatif des services, émise par une compagnie légalement habilitée à se porter caution si la garantie est sous forme de cautionnement; ou

ii) correspondant à un montant forfaitaire équivalant à 5% du coût estimatif des services jusqu'à concurrence d'un maximum de $100 000 si la garantie est sous forme d'un chèque visé à l'ordre du ministre des Finances ou de l'organisme, selon que l'appel d'offres est effectué par un ministère ou par un organisme;

b) le soumissionnaire, dans les cas particuliers où un ministère ou un organisme juge essentiel l'obtention d'une garantie pour la durée du contrat, doit fournir, avant la signature du contrat, la garantie exigée;

c) le soumissionnaire doit présenter sa soumission sur les formules fournies par le ministère ou l'organisme ou sur toute reproduction conforme de ces formules, lesquelles doivent être remplies avec clarté et exactitude et dûment signées aux endroits indiqués;

(h) that the Department or body does not bind itself to accept the lowest or any other tender.

6. The following documents shall be given to tenderers:

(a) a list of the documents supplied;

(b) a copy of the text of the call for tenders;

(c) the instructions to tenderers;

(d) the tender form;

(e) the form for information respecting the tenderer;

(f) a specimen of the contract contemplated by the tender;

(g) a specimen of the prescribed tender guarantee form; and

(h) all other conditions pertinent to the mandate.

7. The instructions to tenderers must indicate the manner of filling out the tender form and the accompanying documents required as well as the procedure to be followed by the tenderer.

Furthermore, they must include notices to the effect that:

(a) the tenderer must provide a guarantee with his tender:

(i) corresponding to a lump sum equal to 10% of the estimated cost of the services issued by a company legally constituted to become surety if the guarantee is in the form of surety; or

(ii) corresponding to a lump sum equal to 5% of the estimated cost of services up to a maximum of $100,000 if the guarantee is in the form of a certified cheque made to the order of the Minister of Finance or the body, according to whether the call for tenders is made by a Department or body;

(b) the tenderer, in the particular cases where a Department or body deems it essential to obtain a guarantee for the duration of the contract must furnish the required guarantee before the contract is signed;

(c) the tenderer must present his tender on the forms provided by the Department or body or on a true copy of these forms; such forms must be filled in clearly and accurately and duly signed in the required places;

d) le ministère ou l'organisme n'acceptera aucune soumission reçue après la date et l'heure limites fixées;

e) le ministère ou l'organisme n'acceptera aucune soumission qui ne satisfait pas aux conditions suivantes:

i) la garantie de soumission doit être fournie;

ii) sauf si le soumissionnaire est une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom et qui signe elle-même les documents de soumission, l'autorisation de signer les documents doit accompagner la soumission, laquelle autorisation doit être constatée:

— dans une copie certifiée de la résolution de la compagnie à cet effet si le soumissionnaire est une compagnie;

— dans une copie de la déclaration de société ou de raison sociale déposée au greffe de la Cour supérieure certifiée par le protonotaire lorsque le soumissionnaire est une société ou fait affaires sous une raison sociale; dans le cas où le soumissionnaire est une société, une procuration autorisant la signature doit aussi être fournie lorsque les documents de soumission ne sont pas signés par tous les associés; ou

— dans un mandat en la forme authentique désignant la personne autorisée à signer, s'il s'agit d'une personne physique faisant affaires seule sous son propre nom qui ne signe pas elle-même les documents de soumission;

iii) les documents doivent être signés aux endroits prévus à cette fin;

iv) le prix global doit être indiqué sur la formule de soumission ainsi que les prix unitaires et forfaitaires demandés sur le bordereau des prix; et

v) toute autre condition indiquée comme essentielle dans les instructions aux soumissionnaires;

f) le soumissionnaire, en cas de défaut de signer un contrat conforme à sa soumission, ou de fournir les garanties requises dans les 15 jours de la date d'acceptation, est tenu de payer au ministère ou à l'organisme une somme d'argent représentant la différence entre le montant de sa soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par le ministère ou l'organisme, laquelle somme étant toutefois limitée au montant de la garantie de soumission fixé dans l'appel d'offres; et

(d) the Department or body will not accept any tender received after the date and time limits fixed;

(e) the Department or body will not accept any tender that does not meet the following conditions:

(i) the tender guarantee must be provided;

(ii) unless the tenderer is a natural person doing business alone under his own name and himself signs the documents of tender, authorization to sign the documents must accompany the tender, such authorization to be established:

— by a certified copy of the company's resolution to that effect if the tenderer is a company;

— by a copy of the declaration of partnership or incorporation registered with the clerk of the Superior Court and certified by the prothonotary where the tenderer is a partnership or does business under a corporate name; where the tenderer is a partnership, a power of attorney authorizing the signature must also be submitted where the documents of tender are not signed by all the partners; or

— by an authentic power of attorney designating the person authorized to sign, in the case of a natural person doing business alone under his own name but who does not himself sign the documents of tender;

(iii) the documents must be signed at the places indicated therefor;

(iv) the total cost must be indicated on the tender form and also the unit and contract prices asked for on the price list; and

(v) any other condition mentioned as essential in the instructions to tenderers;

(f) the tenderer, in the event of his failing to sign a contract in conformity with his tender, or to provide the guarantees required within 15 days of the date of acceptance, shall be required to pay the Department or body a sum of money representing the difference between the amount of his accepted tender and that of the subsequent tender accepted by the Department or body, which sum being, however, limited to the amount of the tender guarantee fixed in the calls for tenders; and

g) le soumissionnaire a la responsabilité de se renseigner sur le lieu, sur la nature des services à fournir et sur les exigences liées au contrat et à l'exécution de son objet.

8. Le délai pour la réception des soumissions est calculé à compter de la première publication faite de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à deux semaines.

9. L'ouverture des soumissions doit suivre immédiatement l'heure limite fixée pour la réception des soumissions.

10. Si la réception et l'ouverture des soumissions ne peuvent avoir lieu à l'endroit ou à la date et l'heure limite mentionnés dans l'appel d'offres, elles ont lieu dans un autre endroit ou à un autre moment après avis donné avant le moment fixé pour la réception des soumissions aux personnes à qui ont été remis les documents relatifs à l'appel d'offres.

11. Toutes les soumissions reçues relativement à un même contrat doivent être ouvertes publiquement, en présence d'un témoin, par le représentant du ministère ou de l'organisme.

12. Lors de l'ouverture des soumissions, le représentant du ministère ou de l'organisme constate et lit à haute voix le nom de chaque soumissionnaire et le montant de sa soumission. Après cette lecture, sous réserve de vérifications ultérieures quant à la conformité des soumissions reçues, il donne le nom du plus bas soumissionnaire et le montant de sa soumission en déclarant si le soumissionnaire a fourni la garantie de soumission, si, lorsque nécessaire, il a une autorisation pour la signature des documents de soumission et s'ils sont dûment signés.

Ces constatations doivent être consignées à un procès-verbal mentionnant le nom du témoin.

13. Le ministère ou l'organisme retient la garantie de soumission du plus bas soumissionnaire conforme jusqu'au moment de la signature du contrat.

Il peut également retenir jusqu'à concurrence de 45 jours la garantie de soumission des deuxième et troisième plus bas soumissionnaires conformes jusqu'au moment de la signature du contrat par le soumissionnaire choisi.

14. L'analyse des soumissions ne peut avoir pour effet qu'un soumissionnaire autre que le plus bas soumissionnaire lors de l'ouverture des soumissions devienne le plus bas soumissionnaire en raison de la correction d'une erreur dans sa soumission dont l'effet tend à en réduire le prix global.

15. Le contrat doit être accordé au plus bas soumissionnaire conforme à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ou le Conseil du trésor, selon les niveaux d'autorisation

(g) it is the tenderer's responsibility to obtain information regarding the location, the nature of the services to be provided and the requirements related to the contract and the attainment of its aims.

8. The time limit for receipt of tenders shall be calculated starting from the first publication of calls for tenders and may not be shorter than two weeks.

9. The opening of tenders must immediately follow the latest hour fixed for the receipt of tenders.

10. If the receipt and opening of tenders cannot take place at the place or on the date and at the latest hour stipulated in the call for tenders, they shall take place in another place or at another time upon due notice given before the time fixed for the receipt of tenders to the persons to whom documents relating to the call for tenders have been forwarded.

11. All tenders received pertaining to the same contract must be opened publicly by the representative of the Department or body concerned in the presence of a witness.

12. At the opening of tenders, the representative of the Department or body shall verify and read aloud the name of each tenderer and the amount of his tender. Following such reading and, subject to subsequent verifications as to the conformity of the tenders received, he shall give the name of the lowest tenderer and the amount of his tender, stating whether or not the tenderer has submitted a tender guarantee, whether, where necessary, there is an authorization for the signing of documents of tender and if such documents have been duly signed. This information must ten be recorded, and must include the name of the witness.

13. The Department or body shall retain the tender guarantee of the lowest conformable tenderer until the time of the signing of the contract.

It may also retain, for a period of up to 45 days, the tender guarantees of the second and third lowest conformable tenderers until the contract is signed by the chosen tenderer.

14. A study of the tenders may not cause a tenderer other than the lowest tenderer at the time of opening the tenders to become the lowest tenderer due to the correction of an error in his tender, such correction resulting in a lowering of his total price.

15. The contract must be awarded to the lowest conformable tenderer unless the Lieutenant-Governor in Council or the Treasury Board, according to the level of authorization

prévus à ce règlement, n'en décide autrement pour des raisons d'intérêt public.

16. Une soumission est sans effet à l'expiration de la période de 45 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, sauf sur acceptation écrite des parties d'accorder un délai additionnel de validité.

17. Avant l'expiration du délai prévu à l'article 16, le ministère ou l'organisme donne au soumissionnaire choisi un avis de signer le contrat en indiquant les modalités de sa signature.

18. Si le ministère ou l'organisme ne donne pas cet avis dans le délai prescrit, il peut après ce délai inviter le soumissionnaire choisi à signer pour le montant de sa soumission en lui transmettant le projet de contrat; si le soumissionnaire ne signe pas le contrat et ne le retourne pas au ministère ou à l'organisme dans les 10 jours de la mise à la poste de l'invitation du ministère ou de l'organisme, cette invitation devient sans effet à moins que le ministère ou l'organisme n'en décide autrement.

provided for in this Regulation, decides otherwise in the public interest.

16. A tender becomes null and void at the expiry of the 45 day period following the opening of tenders, except where the parties agree in writing to grant a longer time period for its validity.

17. Before the expiry of the time limit provided for in section 16, the Department or body shall give the chosen tenderer a notice to sign the contract, giving the terms and conditions for its signature.

18. If the Department or body does not give such notice within the prescribed time limit, it may, after such limit, invite the chosen tenderer to sign for the amount of his tender by forwarding him the draft contract; if the tenderer does not sign the contract and return it to the Department or body within ten (10) days of the date of mailing of such invitation by the Department or body, the invitation becomes null and void unless the Department or body decides otherwise.

Section III

SERVICES PROFESSIONNELS RELIÉS À LA CONSTRUCTION ET AU GÉNIE GÉNÉRAL

19. Un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général comprend les études, la préparation de plans et devis, le contrôle des matériaux et la surveillance des travaux relatifs à la construction et au génie général.

20. Un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au

Division III

PROFESSIONAL SERVICES RELATED TO CONSTRUCTION AND GENERAL ENGINEERING

19. Professional service contracts related to construction and general engineering include contracts for studies, preparation of drafts and estimates, testing of materials and supervision of work related to construction and general engineering.

20. A contract for professional services related to construction and general engineering may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for professional services related to construction and general engineering may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to

projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

21. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivie intégralement.

22. Dans le cas de la construction d'un nouvel édifice dont le coût estimatif des travaux est de $5 000 000 ou plus, aucun contrat de services professionnels ne peut être accordé pour la préparation des plans et devis, à moins que le ministère ou l'organisme ne procède à la tenue d'un concours selon les règles suivantes:

a) le ministère ou l'organisme-requérant fait paraître en français dans un quotidien des villes de Montréal et de Québec ainsi que dans un quotidien ou dans un hebdomadaire régional circulant dans la région où les services doivent être rendus un avis invitant les architectes et les ingénieurs à se former en équipe et à faire une proposition d'offre de services; copie de cet avis est également transmise aux ordres et associations professionnelles concernés;

b) l'avis dans les journaux doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignements suivants:

i) la description sommaire des travaux projetés et le lieu où ils seront exécutés;

ii) l'endroit où l'on peut obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la proposition;

iii) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt des propositions;

which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

21. No additional payment shall be made for professional services related to construction and general engineering in excess of the amount stipulated in a contract without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and that the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

22. In the case of the construction of a new building, where the estimated cost of the work is $5,000,000 or over, no professional service contract may be awarded for the preparation of drafts and estimates unless the Department or body holds a competition in accordance with the following rules:

(a) the Department or body that requires the services shall publish in French in a Montreal daily newspaper and in a Québec City daily newspaper as well as in a daily or weekly regional newspaper that has a circulation in the region where the services are to be rendered, a notice inviting architects and engineers to form a team and offer their services; a copy of this notice shall also be forwarded to the professional Orders and Corporations concerned;

(b) the notice in the newspapers must include the following provisions and information;

(i) a brief description of the projected work and the place where it is to be carried out;

(ii) the place where the documents and information needed to prepare the offer may be examined or obtained;

(iii) the place as well as the date and latest hour fixed for the submission of offers;

iv) que seules seront considérés aux fins du concours les équipes dont chaque firme constituante a sa principale place d'affaires au Québec;

v) que pour être considérée complète une équipe doit comprendre au moins une firme en architecture et au moins une firme en structure et en mécanique-électricité;

vi) que les firmes reliées à l'architecture ne peuvent faire partie de plus d'une équipe pour un même projet;

vii) que les firmes reliés à la structure et à la mécanique-électricité ne peuvent faire partie de plus de deux équipes pour un même projet; et

viii) que le ministère ou l'organisme n'est tenu d'accepter aucune des propositions reçues;

c) un comité de trois représentants choisis par le sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement étudie les propositions reçues à l'aide d'une table de décision établie conformément aux directives du Conseil du trésor et retient de trois à cinq équipes jugées les plus aptes à réaliser le mandat;

d) les équipes choisies sont invitées à soumettre, à partir d'un programme technique de besoins clairement établi, une proposition exprimant le concept et le coût estimatif pour la réalisation du projet;

e) les équipes choisies sont compensés pour les dépenses encourues lors de la préparation de leur proposition, conformément aux directives du Conseil du trésor;

f) le sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement constitue à chaque année, après consultation des ministères et organismes, une liste de spécialistes pouvant être appelés à siéger sur des jurys de sélection des projets, laquelle liste doit compendre des professionnels du gouvernement et des professionnels de l'extérieur du gouvernement, à l'exception des firmes-conseils.

Le sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement désigne un fonctionnaire de son ministère pour agir en qualité de secrétaire permanent des jurys de sélection.

Le sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, dans chaque cas où un jury doit être constitué, nomme un président du jury et au moins quatre autres membres dont un doit provenir du ministère ou de l'organisme-client et un de l'extérieur du gouvernement;

(iv) that only teams made up of firms who all have their principal places of business in Québec shall be considered for the purpose of the competition;

(v) that to be considered complete, a team must include at least one firm of architects and at least one firm specializing in structural, mechanical and electrical engineering;

(vi) firms specializing in architecture may not be members of more than one team for the same project;

(vii) firms specializing in structural, mechanical and electrical engineering may not be members of more than two teams for the same project; and

(viii) the Department or body is not obliged to accept any of the offers received;

(c) a committee of three representatives chosen by the Deputy-Minister of Public Works and Supply shall study the offers received using a decision table established in conformity with the directives of the Treasury Board and retain from three to five teams deemed the most likely to fulfill the mandate;

(d) each team chosen shall be requested to submit an offer giving its concept of and estimated cost for the carrying out of the project;

(e) the teams chosen shall be reimbursed in accordance with the directive of the Treasury Board for expenses incurred during the preparation of their offers;

(f) the Deputy-Minister of Public Works and Supply shall, after consultation with the Departments and bodies, draw up each year a list of experts who may be called upon to sit on selection juries for projects; such list must include professionals both from inside and outside the government, not including consulting firms.

The Deputy-Minister of Public Works and Supply shall designate a functionary in his Department to Act as permanent secretary to the selection juries.

The Deputy-Minister of Public Works and Supply shall, in each case where a jury is required, appoint a chairman of the jury and at least four other members, of whom one must be from the client-Department or body and one from outside the government;

g) le jury procède à la sélection en fonction de la procédure établie dans les directives du Conseil du trésor et recommande au sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement la proposition jugée la meilleure;

h) les firmes auxquelles les contrats sont octroyés sont rémunérées selon la méthode du coût d'objectif prévue au règlement relatif aux tarifs d'honoraires autorisés pour des services professionnels rendus au gouvernement.

23. Les ministères et organismes peuvent recourir à la tenue de concours, selon l'article 22, pour la construction d'un nouvel édifice dont le coût estimatif est inférieur à $5 000 000 ou pour toute autre construction.

Lorsqu'on procède à la tenue de concours dans le cas d'une construction ne relevant pas de l'autorité du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, les responsabilités dévolues, en vertu de l'article 22, au sous-ministre du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement incombent au sous-ministre du ministère ou au dirigeant de l'organisme concerné.

24. Lorsqu'on ne procède pas à la tenue de concours et sous réserve de l'article 70, un contrat de services professionnels reliés à la construction et au génie général est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil au trésor.

(g) the jury shall make its selection following the procedure established in the directives of the Treasury Board and recommend to the Deputy-Minister of Public Works and Supply the offer it deems best;

(h) the firms to whom the contracts are awarded shall be remunerated in accordance with the cost-objective basis prescribed in the Regulation respecting the tariffs of fees authorized for professional services provided to the governement.

23. Departments and bodies may hold competitions in accordance with section 22 for the construction of a new building whose estimated cost is under $5,000,000 or for any other construction.

Where a competition is held for construction that does not come under the authority of the Department of Public Works and Supply, the responsibilities devolving therefrom under section 22 to the Deputy-Minister of Public Works and Supply shall fall to the Deputy-Minister of the Department or the Director of the body concerned.

24. Where no competition is held, and subject to section 70, a contract for professional services related to construction and general engineering shall be awarded to a firm chosen in accordance with the methods of selection prescribed in the directives of the Treasury Board.

Section IV

SERVICES PROFESSIONNELS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

25. Un contrat de services professionnels reliés à l'administration comprend les services de consultation, d'études et de recherches relatifs à l'organisation, à la direction, au contrôle et aux opérations d'un ministère ou d'un organisme.

26. Un contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

Division IV

PROFESSIONAL SERVICES RELATED TO ADMINISTRATION

25. Professional service contracts related to administration include consultation, study and research services related to the organization, management, control and operations of a Department or body.

26. A professional service contract related to administration may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a professional service contract related to administration may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapport le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

27. Nonobstant les dispositions des paragraphes *a* et *b* du deuxième alinéa de l'article 26 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services professionnels reliés à l'administration de plus de trois ans ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

28. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services professionnels reliés à l'administration en sus du montant qui y est stipulé dans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivie intégralement.

29. Sous réserve de l'article 70, un contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être conclu à moins que des soumisions n'aient été sollicitées, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $25 000; ou

b) losqu'il y a tenue de concours selon les règles prévues à l'article 32.

30. Les soumissions prévues à l'article 29 sont sollicitées sur invitation et la sélection des firmes est faite conformément aux directives du Conseil du trésor.

31. Dans le cas de services dont le coût estimatif est de moins de $25 000 et sous réserve de l'article 70, le contrat est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil du trésor.

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

27. Notwithstanding the provisions of subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 26 and subject to the first paragraph of the same section, no contract for more than three years may be concluded for professional services related to administration without the authorization of the Treasury Board.

28. No additional payment shall be made under a contract for professional services related to administration over and above the amount stipulated therein without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations for the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and that the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

29. Subject to section 70, a contract for professional services related to administration may not be concluded unless tenders have been called for except:

(a) where the amount payable under the contract is under $25,000; or

(b) where a competition is held in accordance with the rules prescribed in section 32.

30. The tenders prescribed in section 29 shall be called for by invitation and selection of the firms shall be made in accordance with the directives of the Treasury Board.

31. For services whose estimated cost is under $25,000, and subject to section 70, the contract shall be awarded to a firm chosen in accordance with the selection methods prescribed in the directives of the Treasury Board.

32. Dans le cas où le coût estimatif des services est de $100 000 ou plus, aucun contrat de services professionnels reliés à l'administration ne peut être accordé à moins que le ministère ou l'organisme ne procède à la tenue d'un concours selon les règles suivantes:

a) le ministère ou l'organisme-requérant fait paraître en français dans un quotidien des villes de Montréal et de Québec ainsi que dans un quotidien ou dans un hebdomadaire régional circulant dans la région où les services doivent être rendus un avis invitant les firmes à faire une proposition d'offre de services; copie de cet avis est également transmise aux ordres et associations professionnelles concernés;

b) l'avis dans les journaux doit contenir, au moins, les dispositions et les renseignements suivants:

i) la description sommaire des travaux projetés;

ii) l'endroit où l'on peut obtenir les documents et les renseignements nécessaires à la préparation de la proposition;

iii) le lieu ainsi que la date et l'heure limites fixés pour le dépôt des propositions;

iv) que seules peuvent être considérées aux fins du concours, les personnes physiques, sociétés ou corporations ayant leur principale place d'affaires au Québec; et

v) que le ministère ou l'organisme n'est tenu d'accepter aucune des propositions reçues;

c) un comité de trois représentants choisis par le sous-ministre ou dirigeant de l'organisme étudie les propositions reçues à l'aide d'une table de décision établie conformément aux directives du Conseil du trésor et retient les trois firmes jugées les plus aptes à réaliser le mandat;

d) les trois firmes choisies sont invitées à soumettre, à partir d'un mandat détaillé, une proposition exprimant le concept et le coût estimatif pour la réalisation du projet;

e) les trois firmes choisies sont compensées pour la dépenses encourues lors de la préparation de leur proposition, conformément aux directives émises à cette fin par le Conseil du trésor;

f) le sous-ministre ou dirigeant de l'organisme constitue à chaque année une liste de spécialistes pouvant être

32. For services whose estimated cost is $100,000 or over, no contract for professional services related to administration may be awarded unless the Department or body holds a competition in accordance with the following rules:

(a) the Department or body that requires the services shall publish in French in a Montreal daily newspaper and in a Québec City daily newspaper, as well as in a daily or weekly regional newspaper that has a circulation in the region where the services are to be rendered, a notice inviting firms to offer their services; a copy of such notice shall also be forwarded to the professional Orders and Corporations concerned;

(b) the notice in the newspapers must include the following provisions and information;

(i) a brief description of the projected work;

(ii) the place where the information needed to prepare the offer may be obtained;

(iii) the place as well as the date and latest hour fixed for the submission of offers;

(iv) that only natural persons, partnerships or corporations having their principal places of business in Québec shall be considered for the purpose of the competition; and

(v) that the Department or body is not obliged to accept any of the offers received;

(c) a committee of three representatives chosen by the Deputy-Minister or the Director of the body shall study the offers received using a decision table established in conformity with the directives of the Treasury Board and retain the three firms deemed most likely to fulfill the mandate;

(d) the three firms chosen shall each be invited to submit an offer based on a detailed mandate and giving their concept of and estimated cost for the carrying out of the project;

(e) the three firms chosen shall be reimbursed for expenses incurred during the preparation of their offers in accordances with the directives given by the Treasury Board for that purpose;

(f) the Deputy-Minister or the Director of the body shall draw up each year, a list of experts who may be called

appelés à siéger sur des jurys de sélection des projets, laquelle liste doit comprendre des professionnels du gouvernement et des professionnels de l'extérieur du gouvernement, à l'exception des firmes de conseillers en administration.

Le sous-ministre ou dirigeant de l'organisme désigne un fonctionnaire de son ministère ou organisme pour agir en qualité de secrétaire permanent des jurys de sélection.

Le sous-ministre ou dirigeant de l'organisme, dans chaque cas où un jury doit être constitué, nomme un président du jury et au moins quatre autres membres dont un doit provenir de l'extérieur du gouvernement.

g) le jury procède à la sélection en fonction de la procédure établie dans les directives du Conseil du trésor et recommande au sous-ministre ou dirigeant de l'organisme la proposition jugée la meilleure.

33. Les ministères et organismes peuvent recourir à la tenue de concours, en vertu de l'article 32, pour un projet dont le coût estimatif est inférieur à $100 000.

upon to sit on a selection jury for projects; such list must include professionals both from inside and outside the government, not including consulting firms.

The Deputy-Minister or the Director of the body shall designate a functionary in his Department or body to act as permanent secretary to the selection juries.

The Deputy-Minister or the Director of the body shall, in each case where a jury is required, appoint a chairman of the jury and at least four other members, of whom one must be from outside the government.

(g) the jury shall make its selection following the procedure established in the directives of the Treasury Board and recommend to the Deputy-Minister or the Director of the body the offer it deems best.

33. Departments and bodies may hold competitions under section 32 for a project whose estimated cost is under $100,000.

Section V

SERVICES RELIÉS À L'AUDIO-VISUEL ET AUX ARTS GRAPHIQUES

34. Un contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques comprend la photographie, le dessin, les films, les diaporamas, la production audio, la magnétoscopie, la production de maquettes et de modèles, le graphisme, la composition et le montage de prêts à photographier, le microfilm, le dessin cartographique et la photographie aérienne.

35. Un contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée,

Division V

SERVICES RELATED TO THE AUDIO-VISUAL FIELD AND THE GRAPHIC ARTS

34. Contracts for services related to the audio-visual field and the graphic arts include photography, drafting, films, diaporamas, audio production, video-tape recording, the production of mockups and models, graphics, the arrangement and setting up of material to be photographed, microfilm, cartography and aerial photography.

35. A contract for services related to the audio-visual field and the graphic arts may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for services related to the audio-visual field and the graphic arts may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in

dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

36. Nonobstant les paragraphes *a*) et *b*) du deuxième alinéa de l'article 35 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques de plus de 3 ans ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

37. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivie intégralement.

38. Un contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées conformément à ce règlement, sauf lorsqu'il s'agit de travaux dont le coût estimatif est inférieur à $5 000.

39. Les soumissions prévues à l'article 38 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif du contrat est de $50 000 ou plus; ou

b) appel d'offres sur invitation dans tous les autres cas.

40. Lorsqu'il y a appel d'offres dans les journaux, l'évaluation des soumissions et le choix de la firme à laquelle est octroyé le contrat sont faits conformément aux directives du Conseil du trésor.

41. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des firmes est faite conformément aux directives du Conseil du trésor.

the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

36. Notwithstanding subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 35 and subject to the first paragraph of the same section, no contract for more than 3 years may be concluded for services related to the audio-visual field and the graphic arts without the authorization of the Treasury Board.

37. No additional payment shall be made under a contract for services related to the audio-visual field and the graphic arts over and above the amount stipulated therein, without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

38. A contract for services relating to the audio-visual field and the graphic arts may not be concluded unless tenders have been called for in accordance with this Regulation, except for work whose estimated cost is under $5,000.

39. The tenders prescribed in section 38 shall be called for according to one of the following methods:

(a) calls for tenders in newspapers where the estimated cost of the contract is $50,000 or over; or

(b) invitations of tenders in all other cases.

40. Where there are calls for tenders in newspapers, evaluation of the tenders and the choice of the firm to which the contract is awarded shall be made in accordance with the directives of the Treasury Board.

41. Where invitations of tenders are made, the selection of the firms shall be carried out in accordance with the directives of the Treasury Board.

42. Dans le cas des contrats dont le coût estimatif est inférieur à $5 000, le contrat est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil du trésor.

43. Tout contrat de services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques doit comporter une clause de cession des droits d'auteur en faveur du gouvernement.

42. For contracts whose estimated cost is under $5,000, the contract shall be awarded to a firm chosen in accordance with the selection methods prescribed in the directives of the Treasury Board.

43. All contracts for services related to the audio-visual field and the graphic arts must include a copywright surrender clause in favour of the government.

Section VI

SERVICES RELIÉS À LA PUBLICITÉ

44. Un contrat de services reliés à la publicité comprend les services de promotion publicitaire, de conception et de rédaction de textes publicitaires, de relations publiques et de diffusion.

45. Un contrat de services reliés à la publicité ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services reliés à la publicité ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

46. Nonobstant les dispositions des paragraphes *a)* et *b)* du deuxième alinéa de l'article 45 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services reliés à la publicité de plus de trois ans ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

47. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services reliés à la publicité en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

Division VI

SERVICES RELATED TO ADVERTISING

44. Contracts for services related to advertising include advertising promotion services, writing and editing of advertising copy, public relations and broadcasting services.

45. A contract for services related to advertising may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for services related to adversiting may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

46. Notwithstanding the provisions of subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 45 and subject to the first paragraph of the same section, no contract for more than three years may be concluded for services related to advertising without the authorization of the Treasury Board.

47. No additional payment shall be made under a contract for services related to advertising over and above the amount stipulated therein without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été survies intégralement.

48. Un contrat de services reliés à la publicité est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil du trésor.

Section VII

SERVICES AUXILIAIRES

49. Un contrat de services auxiliaires comprend la saisie des données, le traitement des données par ordinateur, la fourniture de personnel spécialisé, les services de transports, l'entretien ménager, l'entretien paysager, l'entretien d'équipement d'édifices et tout autres service relié à l'entretien et à l'opération des immeubles.

50. Un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

51. Nonobstant les paragraphes *a* et *b* du deuxième alinéa de l'article 50 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services auxiliaires de plus de trois ans ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor; en outre et nonobstant l'article 50, aucun contrat de

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

48. A contract for services relating to advertising shall be awarded to a firm chosen in accordance with the selection methods prescribed in the directives of the Treasury Board.

Division VII

AUXILIARY SERVICES

49. Contracts for auxiliary services include data acquisition, processing of data by computer, furnishing of specialized personnel, transport services, cleaning services, grounds maintenance services, building equipment maintenance and all other services related to the maintenance and operation of buildings.

50. A contract for auxiliary services may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for auxiliary services may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

51. Notwithstanding subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 50 and subject to the first paragraph of the same section, no contract for more than three years may be concluded for auxiliary services without the authorization of the Treasury Board; furthermore, and notwithstanding

services relatifs à l'engagement de personnel par l'entremise de firmes spécialisées ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

52. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services auxiliaires en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivie intégralement.

53. Un contrat de services auxiliaires ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées conformément à ce règlement, sauf:

a) dans des cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'intérêt public de solliciter des soumissions, auquel cas l'autorisation du Conseil du trésor doit être obtenue avant tout paiement si le montant excède $1 000;

b) lorsqu'il s'agit de contrat relatif au transport de marchandises, à l'exception de contrat de déménagement et de messagerie;

c) lorsqu'il s'agit de contrat relatif à la fourniture de services téléphoniques, d'électricité ou de gaz dans le cas où l'approvisionnement est relié à un réseau de distribution; ou

d) dans tous les autres cas, lorsqu'il s'agit de travaux dont le coût estimatif est inférieur à $5 000.

54. Les soumissions prévues à l'article 53 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif du contrat est de $75 000 ou plus; ou

b) appel d'offres sur invitation dans tous les autres cas.

section 50, no contract for services related to the hiring of personnel by specialized firms may be concluded without the authorization of the Treasury Board.

52. No additional payment shall be made under a contract for auxiliary services over and above the amount stipulated therein without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

53. A contract for auxiliary services may not be concluded unless tenders are called for in accordance with this Regulation except:

(a) in emergencies where the safety of persons or property is at stake and where it would not be in the public interest to call for tenders, in which case the authorization of the Treasury Board must be obtained before any payment is made if the amount is over $1,000;

(b) for a contract related to the transport of merchandise, with the exception of contracts for moving and for messenger service;

(c) for a contract related to the providing of telephone, electricity or gas service, where the supply of such service is part of a distribution network; or

(d) in all other cases where the estimated cost of the work involved is under $5,000.

54. The tenders prescribed in section 53 shall be called for according to one of the following methods:

(a) calls for tenders in newspapers where the estimated cost of the contract is $75,000 or over; or

(b) invitations of tenders in all other cases.

55. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des firmes est faite conformément aux directives du Conseil du trésor.

56. Dans le cas des contrats dont le coût estimatif est inférieur à $5 000, le contrat est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil du trésor.

Section VIII

SERVICES RELIÉS À LA SÉCURITÉ

57. Un contrat de services reliés à la sécurité comprend le gardiennage et la surveillance de personnes ou d'édifices.

58. Un contrat de services reliés à la sécurité ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services reliés à la sécurité peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

59. Nonobstant les paragraphes *a*) et *b*) du deuxième alinéa de l'article 58 et sous réserve du premier alinéa du même article, aucun contrat de services reliés à la sécurité de plus de trois ans ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

60. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services reliés à la sécurité en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

55. Where invitations of tenders are made, the selection of firms shall be carried out in accordance with the directives of the Treasury Board.

56. For contracts whose estimated cost is under $5,000, the contract shall be awarded to a firm chosen in accordance with the selection methods prescribed in the directives of the Treasury Board.

Division VIII

SERVICES RELATED TO SECURITY

57. Contracts for services related to security include caretaking and the guarding or persons and buildings.

58. A contract for services related to security may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for services related to security may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

59. Notwithstanding subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 58 and subject to the first paragraph of the same section, no contract for more than three years may be concluded for services related to security without the authorization of the Treasury Board.

60. No additional payment shall be made under a contract for services related to security over and above the amount stipulated therein, without the authorization or the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivie intégralement.

61. Un contrat de services reliés à la sécurité ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées, sauf:

a) lorsque le coût estimatif du contrat est inférieur à $10 000; ou

b) lorsqu'il s'agit d'un contrat pour la surveillance de monuments historiques.

62. Les soumissions prévues à l'article 61 sont sollicitées selon l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

a) appel d'offres dans les journaux lorsque le coût estimatif du contrat est de $50 000 ou plus; ou

b) appel d'offres sur invitation dans les autres cas.

63. Dans le cas des appels d'offres sur invitation, la sélection des firmes est faite conformément aux directives du Conseil du trésor.

64. Dans le cas des contrats dont le coût estimatif est inférieur à $10 000, le contrat est octroyé à une firme choisie selon les modalités de sélection prévues aux directives du Conseil du trésor.

Section IX

SERVICES RELIÉS AU DÉNEIGEMENT DES ROUTES

65. Un contrat de services reliés au déneigement des routes comprend les travaux d'enlèvement de la neige et de déglaçage des routes.

66. Un contrat de services reliés au déneigement des routes ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services reliés au déneigement de routes ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

61. A contract for services related to security may not be concluded unless tenders are called for, except:

(a) where the estimated cost of the contract is under $10,000; or

(b) for contracts respecting the guarding of historic monuments.

62. The tenders prescribed in section 61 shall be called for according to one of the following methods:

(a) calls for tenders in newspapers where the estimated cost of the contract is $50,000 or over; or

(b) invitations of tenders in all other cases.

63. Where invitations of tenders are made, the selection of firms shall be carried out in accordance with the directives of the Treasury Board.

64. For contracts whose estimated cost is under $10,000, the contract shall be awarded to a firm chosen in accordance with the selection methods prescribed in the directives of the Treasury Board.

Division IX

SERVICES RELATED TO SNOW REMOVAL FROM ROADS

65. Contracts for services related to snow removal from roads include work involving the removal of snow and ice from roads.

66. A contract for services related to snow removal from roads may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for services related to snow removal from roads may not be concluded without the autorization of the Treasury Board unless:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $50 000; ou

b) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant payable annuellement en vertu du contrat à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

67. Nonobstant les paragraphes *a*) et *b*) du deuxième alinéa de l'article 66 et sous réserve du premier alinéa du même article, un contrat de services reliésau déneigement des routes de plus de trois ans non plus qu'un contrat de services reliés au déneigement des routes qui prévoit des taux de rémunération supérieurs aux taux normalisés approuvés par le Conseil du trésor ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor.

68. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat de services reliés au déneigement des routes en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $50 000;

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat; ou

c) lorsque, dans le cadre de la gestion par programme, le montant total payable annuellement en vertu du contrat et des suppléments à même les crédits affectés au programme concerné demeure à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire affectée, dans la programmation budgétaire, à l'activité ou au projet auquel se rapporte le contrat et que les procédures prévues à ce règlement aient été suivies intégralement.

Section X

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

69. Un contrat pour la fourniture de services autres que ceux prévus aux sections III à IX ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat pour la fourniture de services autres que ceux prévus aux sections III à IX ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) within the framework of administration by programme, the amount payable annually under the contract out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

67. Notwithstanding subparagraphs *a* and *b* of the second paragraph of section 66 and subject to the first paragraph of the same section, neither a service contract related to snow removal from roads for more thant three years nor a contract for services related to snow removal from roads that prescribes rates of payment higher than the standard rates prescribed by the Treasury Board may be concluded without the authorization of the Treasury Board.

68. No additional payment shall be made under a contract for services related to snow removal from roads over and above the amount stipulated therein without the authorization of the Treasury Board, unless:

(a) the total amount of the contract and additional payments is under $50,000;

(b) the total amount of the additional payments is under 10% of the contract; or

(c) within the framework of administration by programme, the total amount payable annually under the contract and additional payments out of the appropriations allocated to the programme in question remains within the budgetary package allocated in the budgetary programming to the activity or project to which the contract refers and the procedures prescribed in this Regulation have been fully complied with.

Division X

SPECIAL PROVISIONS

69. A contracts for the provision of services other than those provided for in Divisions III to IX may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for the provision of services other than those provided for in Divisions III to IX may not be concluded without the authorization of the Treasury Board unless:

a) lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $5,000; ou

b) lorsqu'il s'agit de services d'avocats ou de notaires, à condition que le contrat soit conclu par le ministre de la Justice ou avec son autorisation générale ou spéciale et qu'il ne s'agisse pas d'un contrat à forfait.

70. L'octroi d'un contrat à une personne physique pouvant fournir les services professionnels prévus aux sections III et IV, mais ne faisant pas partie à quelque titre d'un bureau de consultant et dont la rémunération ne provient pas habituellement d'honoraires, n'est pas assujetti aux dispositions des articles 25, 30 et 32.

Dans un tel cas toutefois, un contrat de services professionnels ne peut être conclu sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur recommandation du Conseil du trésor lorsque le montant payable en vertu du contrat est supérieur à $1 000 000.

Sous réserve de l'alinéa précédent, un contrat de services professionnels de ce genre ne peut être conclu sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf lorsque le montant payable en vertu du contrat est inférieur à $5 000.

71. Aucun supplément ne doit être payé en vertu d'un contrat pour la fourniture de services octroyés en vertu des règles prévues aux articles 69 et 70, en sus du montant qui y est stipulé, sans l'autorisation du Conseil du trésor, sauf:

a) lorsque le montant total du contrat et des suppléments demeure inférieur à $5 000; ou

b) lorsque la somme totale des suppléments est inférieure à 10% du montant du contrat.

Section XI

DISPOSITIONS FINALES

72. L'article 2 du règlement AF-1 concernant les contrats du gouvernement est modifié en y remplaçant, à la fin du premier alinéa, les mots « et des contrats de location d'immeuble ou de meuble » par ce qui suit: « , des contrats de location d'immeuble ou de meuble et des contrats de services ».

73. La section V dudit règlement est abrogée.

74. Ce règlement entre en vigueur le 1er mars 1978.

1648-o

(a) the amount payable under the contract is under $50,000; or

(b) the contract is for the services of lawyers or notaries, provided such contract be concluded by the Minister of Justice or with his general or special authorization and that it is not a contract at an agreed price.

70. The awarding of a contract to a natural person capable of supplying the professional services provided for in Divisions III and IV, but who is not associated in any way with a consulting office and whose salary does not generally come from fees, is not subject to the provisions of sections 25, 30 and 32.

In such case, however, a contract for professional services may not be concluded without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council given upon the recommendation of the Treasury Board where the amount payable under the contract is over $1,000,000.

Subject to the preceding paragraph, a contract for professional services of this nature may not be concluded without the authorization of the Treasury Board, except where the amount payable under the contract is under $5,000.

71. No additional payment may be made under a contract for the provision of services awarded under the rules prescribed in sections 69 and 70, over and above the amount stipulated therein, without the authorization of the Treasury Board unless:

(a) the total value of the contract and additional payments is under $5,000; or

(b) the total value of the additional payments is under 10% of the amount of the contract.

Division XI

FINAL PROVISIONS

72. Section 2 of Regulation AF-1 concerning government contracts is amended by replacing, at the end of the first paragraph, the words "and contracts for the leasing of immoveables or moveable property" by the following: ", contracts for the leasing of immoveables or moveable property and service contracts".

73. Division V of the said Regulation is revoked.

74. This Regulation shall come into force on 1 March 1978.

1648-o

A.C. 3669-77, 2 novembre 1977
Règ. 77-655, 4 novembre 1977

LOI DE L'AIDE SOCIALE
(1969, c. 63)

Règlement — Modification

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant le Règlement de l'aide sociale.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 48 de la Loi de l'aide sociale (1969, c. 63), le lieutenant-gouverneur en conseil possède un pouvoir de réglementation;

ATTENDU QU'aux termes de l'arrêté en conseil 5581-75 du 17 décembre 1975, un règlement a été adopté sous l'autorité de cette loi remplaçant les règlements 1 et 2 de l'aide sociale et leurs modifications;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier ce règlement.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE le règlement modifiant le Règlement de l'aide sociale, dont le texte est annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté.

Le greffier en Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Loi de l'Aide sociale
(1969, c. 63, a. 48)

Règlement modifiant le règlement de l'aide sociale

Loi de l'Aide sociale
(1969, c. 63, a. 48)

1. Le paragraphe *b* de l'article 1.06 du Règlement de l'aide sociale est remplacé par le suivant:

« **b)** l'enfant à charge, à compter du mois où il n'est plus à charge ou celui où il est placé en famille d'accueil ou en centre d'accueil. »

2. Le paragraphe *d* de l'article 6.03 de ce règlement est modifié en devenant le paragraphe *e*.

O.C. 3669-77, 2 November 1977
Reg. 77-655, 4 November 1977

SOCIAL AID ACT
(1969, c. 63)

Regulation — Amendment

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending the Regulation on social aid.

WHEREAS under section 48 of the Social Aid Act (1969, c. 63) the Lieutenant-Governor in Council has regulatory powers;

WHEREAS under Order in Council 5581-75 dated 17 December 1975 a Regulation was made pursuant to the said Act replacing Regulations 1 and 2 on Social Aid and the amendments thereto;

WHEREAS it is expedient to amend the said Regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation amending the Regulation on Social Aid, a copy of which is annexed hereto, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Social Aid Act
(1969, c. 63, s. 48)

Regulation amending the Regulation on Social Aid

Social Aid Act
(1969, c. 63, s. 48)

1. Paragraph *b* of section 1.06 of the Regulation on Social Aid is replaced by the following:

"**(b)** a dependent child, with effect from the month when he is no longer a dependent or the month in which he is placed with a foster family or in a reception centre."

2. Paragraph *d* of section 6.03 of the said Regulation is amended by becoming paragraph *e*.

3. L'article 6.03 de ce règlement est modifié en ajoutant le paragraphe *d* suivant:

« **d)** le capital provenant de la vente d'une résidence aux fins d'en acheter ou d'en faire construire une nouvelle:

i) s'il est déposé sans délai dans un compte de fiducie ou d'épargne et

ii) s'il est utilisé dans les six mois de la vente, pour le remplacement de cette résidence. »

4. Ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

1641-o

3. Section 6.03 of the said Regulation is amended by inserting the following paragraph *d*:

"**(d)** the capital resulting from the sale of a residence for the purpose of buying a new residence or having one built:

(i) if it is deposited without delay in a trust or savings account and

(ii) if it is used within six months of the sale for the replacement of the said residence."

4. This Regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

1641-o

A.C. 3715-77, 2 novembre 1977
Règ. 77-659, 4 novembre 1977

LOI DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
(S.R.Q. 1964, c. 206)

Développement de la pêche commerciale (subventions et paiements)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant le règlement concernant les subventions et les paiements à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale.

ATTENDU QUE le paragraphe 5 de l'article 2 de la Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce (S.R.Q. 1964, c. 206) dispose que le ministre de l'Industrie et du Commerce est notamment chargé de favoriser l'avancement et le développement des pêcheries maritimes dans la province;

ATTENDU QUE la pêche commerciale constitue une industrie importante dans l'Est du Québec;

ATTENDU QUE les pêcheurs et les producteurs peuvent difficilement, sans une aide gouvernementale, acquitter le coût d'achat de bateaux de pêche, d'engins et d'équipement de pêche;

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec a mis sur pied un programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi;

ATTENDU QUE le Gouvernement fédéral a diminué l'aide financière relative au programme de subvention de 35% pour la construction de bateaux de pêche;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement concernant les subventions et les paiements à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale afin d'autoriser le ministre à accorder des subventions d'un montant égal à 35% du coût de construction agréé d'un bateau d'un genre approuvé construit au Québec, d'une longueur de plus de trente-cinq pieds (35) et dont la mise en chantier débute entre le premier novembre 1977 et le 31 mars 1978.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE le règlement modifiant le règlement concernant les subventions et les paiements à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale dont le texte est ci-après annexé, soit adopté;

O.C. 3715-77, 2 November 1977
Reg. 77-659, 4 November 1977

INDUSTRY AND COMMERCE DEPARTMENT ACT
(R.S.Q., 1964, c. 206)

Development of Commercial Fishing (subsidies and payments)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending the Regulation respecting subsidies and payments to fishermen or producers to promote the development of commercial fiching.

WHEREAS subsection 5 of section 2 of the Industry and Commerce Department Act (R.S.Q., 1964, c. 206), provides that the Minister of Industry and Commerce shall, in particular, have charge of promoting the advancement and development of the maritime fisheries in the Province;

WHEREAS commercial fishing is an important industry in eastern Québec;

WHEREAS fishermen and producers have difficulty in meeting the purchase price of fishing boats, fishing gear and equipment without government assistance;

WHEREAS the Government of Québec has set up a programme to stimulate the economy and provide job support;

WHEREAS the Federal Government has reduced the financial assistance respecting the subsidy programme by 35% for the building of fishing boats;

WHEREAS it is expedient to amend the Regulation respectind subsidies and payments to fishermen or producers to promote the development of commercial fishing in order to authorize the Minister to grant subsidies of an amount equal to 35% of the cost of the licensed building of a boat of an approved type built in Québec, and which is more than thirty five (35) feet in length and the yard building of which commences between 1 November 1977 and 31 March 1978;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the Regulation amending the Regulation respecting subsidies and payments to fishermen and producers to promote the development of commercial fishing, a copy of which is annexed hereto, be made;

QUE ce règlement soit publié à la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant le règlement concernant les subventions et les paiements à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale

Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce (S.R.Q. 1964, c. 206, a. 2, par. 5)

1. Le règlement concernant les subventions et les paiements à des pêcheurs ou des producteurs pour promouvoir le développement de la pêche commerciale adopté par l'arrêté en conseil 2362-72 du 9 août 1972 est modifié par l'addition après l'article 2.1.4 de l'article suivant:

« **2.1.5** Le ministre peut accorder une subvention d'un montant égal à trente-cinq pour cent (35%) du coût de construction agréé d'un bateau d'un genre approuvé construit au Québec, d'une longueur de plus de trente-cinq pieds (35) et dont la mise en chantier débute entre le premier novembre 1977 et le 31 mars 1978 »;

2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec.*

1649-o

Regulation amending the Regulation respecting subsidies and payments to fishermen and producers to promote the development of commercial fishing

Industry and Commerce Department Act (R.S.Q. 1964, c. 206, s. 2, subsec. 5)

1. The Regulation concerning subsidies and payments to fishermen and producers to promote the development of commercial fishing made under Order in Council 2362-72 dated 9 August 1972 is amended by the addition, after section 2.1.4, of the following section:

"**2.1.5** The Minister may grant a subsidy of an amount equal to thirty five percent (35%) of the licensed building cost of a boat of an approved type built in Québec and which is more than thirty five (35) feet in length and the yard building of which commences between 1 November 1977 and 31 March 1978";

2. This Regulation shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

1649-o

A.C. 3723-77, 2 novembre 1977
Règ. 77-660, 4 novembre 1977

LOI DES MINES
(1965, 1re session, c. 34)

Soustraction au jalonnement — District de Bonaventure

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain située dans le district électoral de Bonaventure.

ATTENDU QUE le ministère des Richesses naturelles a accepté à la demande de la Conférence Administrative Régionale de l'Est du Québec de prendre charge du dossier scientifique de la grotte de St-Elzéar située dans le canton de Garin;

ATTENDU QUE cette grotte présente une valeur tant au point de vue scientifique, géologique, stratigraphique, paléontologique, que pour le tourisme;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans le territoire devant faire l'objet d'analyses approfondies par le ministère des Richesses naturelles;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 268, paragraphe *l* de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, c. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire par règlement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement d'ateliers de traitement, d'usines de fonte, d'affineries ou de voies de transport, ou à l'aménagement de forces hydrauliques ou à l'emmagasinement d'eau, ou à toutes autres fins.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE le règlement dont le texte est joint au présent arrêté en conseil et intitulé « Règlement concernant la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans le district électoral de Bonaventure, canton de Garin » soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3723-77, 2 November 1977
Reg. 77-660, 4 November 1977

MINING ACT
(1965, 1st session, c. 34)

Withdrawal from staking — District of Bonaventure

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of a tract of land situate in the electoral district of Bonaventure, Township of Garin.

WHEREAS the Department of Natural Resources has, at the request of the *Conférence Administrative Régionale de l'Est du Québec*, agreed to take charge of the scientific records of the St-Elzéar Grotto situate in the Township of Garin;

WHEREAS such grotto is valuable from a scientific, geological, stratigraphic and paleontological point of view and for tourism;

WHEREAS it is expedient to prevent any harmful staking in the territory which is to be thoroughly examined by the Department of Natural Resources:

WHEREAS under paragraph *l* of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II c. 34), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment of mills, smelters, refineries or means of transportation, or for the development of water power or water storage or for any other purpose.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the withdrawal from staking of a tract of land situate in the electoral district of Bonaventure, Township of Garin", a copy of which is annexed hereto, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant la soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans le district électoral de Bonaventure, canton de Garin

Loi des mines
(1965, c. 34, a. 268)

1. Le terrain indiqué sur la description est réservé et soustrait au jalonnement.

2. Le présent règlement a force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Description de l'étendue de terrain à réserver et à soustraire au jalonnement concernant la caverne de Saint-Elzéar située dans le canton de Garin, district électoral de Bonaventure

Une étendue de terrain située dans le canton de Garin, district, électoral de Bonaventure, ayant pour périmètre le quadrilatère formé par les lignes droites joignant successivement les points d'intersection des longitudes et latitudes suivantes:

Longitude Ouest	*Latitude Nord*
65°19′50″	48°15′33″
65°19′13″	48°14′46″
65°23′48″	48°13′08″
65°24′22″	48°13′53″
65°19′50″	48°15′33″

Le tout tel qu'indiqué en rouge sur une carte du canton de Garin portant le numéro C-5473/76 à l'échelle de 40 chaînes au pouce (1:31,680) publiée par le ministère des Richesses naturelles en date du 29 septembre 1977, laquelle carte est signée par le sous-ministre des Richesses naturelles et fait partie des archives de ce ministère.

La superficie approximative de cette étendue est de quatre (4) milles carrés.

Raymond Tanguay,
Cartographie.

Vérifié par: André Lehoux,
Directeur Cartographie.

Laurier Mathieu,
Titres miniers.

Québec, le 29 septembre 1977

1646-o

Regulation respecting the withdrawal from staking of a tract of land situate in the electoral district of Bonaventure, Township of Garin

Mining Act
(1965, c. 34, s. 268)

1. The land indicated in the description is reserved and withdrawn from staking.

2. This Regulation shall have force of law effective from its publication in the *Québec Official Gazette.*

Description of the tract of land to be reserved and withdrawn from staking respecting the St-Elzéar Grotto situate in the Township of Garin, electoral district of Bonaventure

A tract of land situate in the Township of Garin, electoral district of Bonaventure, whose perimeter is the quadrilaterial formed by the straight lines successively joining the points of intersection of the following longitudes and latitudes:

West longitude	*North latitude*
65°19′50″	48°15′33″
65°19′13″	48°14′46″
65°23′48″	48°13′08″
65°24′22″	48°13′53″
65°19′50″	48°15′33″

The whole as shown in red on a map of the Township of Garin numbered C-5473/76 on a scale of 40 chains to the inch (1:31,680) published by the Department of Natural Resources under date of 29 September 1977, which map is initialed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the Archives of that Department.

The tract of land contains four (4) square miles, more or less.

Raymond Tanguay,
Cartography,

Verified by: André Lehoux,
Cartography Director.

Laurier Mathieu,
Mining titles.

Québec, 29 September 1977

1646-o

A.C. 3730-77, 2 novembre 1977
Règ. 77-661, 4 novembre 1977

LOI DES TRANSPORTS
(1972, c. 55)

CODE DE LA ROUTE
(S.R.Q., 1964, c. 231)

Règ. 7.L — Motoneige — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 7.L modifiant le règlement 7 sur la motoneige.

ATTENDU QUE le Règlement 7 sur la motoneige a été adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972 et modifié par le Règlement 7.A adopté par l'arrêté en conseil 3646-72 du 6 décembre 1972, par les Règlements 7.B adoptés par les arrêtés en conseil 903-73 du 21 mars 1973 et 1488-73 du 27 avril 1973, par le Règlement 7.C adopté par l'arrêté en conseil 2039-73 du 6 juin 1973, par le Règlement 7.D adopté par l'arrêté en conseil 3118-73 du 29 août 1973, par le Règlement 7.E adopté par l'arrêté en conseil 3496-73 du 25 septembre 1973, par le Règlement 7.F adopté par l'arrêté en conseil 3908-73 du 22 octobre 1973, par le Règlement 7.G adopté par l'arrêté en conseil 4790-73 du 27 décembre 1973, par le Règlement 7.H adopté par l'arrêté en conseil 3355-74 du 19 septembre 1974, par le Règlement 7.I adopté par l'arrêté en conseil 193-76 du 21 janvier 1976, par le Règlement 7.J adopté par l'arrêté en conseil 1708-76 du 12 mai 1976 et par le Règlement 7.K. adopté par l'arrêté en conseil 383-77 du 2 février 1977;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7.95 du Règlement 7 sur la motoneige, l'immatriculation d'une motoneige est en vigueur chaque année, du 1er novembre au 31 octobre;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire de modifier pour l'année d'immatriculation 1977 la date de validité de la plaque de la motoneige;

ATTENDU QU'il est également nécessaire d'enlever toute ambiguïté qu'il pourrait y avoir d'inclure la Municipalité de la Baie James dans le territoire du Nouveau-Québec;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 7.L modifiant le règlement 7 sur la motoneige annexé au présent arrêté en conseil soit adopté, tel que rédigé.

Le greffier du conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3730-77, 2 November 1977
Reg. 77-661, 4 November 1977

TRANSPORT ACT
(1972, c. 55)

HIGHWAY CODE
(R.S.Q., 1964, c. 231)

Reg. 7.L — Snowmobiles — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 7.L amending Regulation 7 respecting snowmobiles.

WHEREAS Regulation 7 respecting snowmobiles was made under Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972 and amended by Regulation 7.A made under Order in Council 3646-72 dated 6 December 1972, Regulations 7.B made under Orders in Council 903-73 dated 21 March 1973 and 1488-73 dated 27 April 1973, Regulation 7.C made under Order in Council 2039-73 dated 6 June 1973, Regulation 7.D made under Order in Council 3118-73 dated 29 August 1973, Regulation 7.E made under Order in Council 3496-73 dated 25 Septembre 1973, Regulation 7.F made under Order in Council 3908-73 dated 22 October 1973, Regulation 7.G made under Order in Council 4790-73 dated 27 December 1973, Regulation 7.H made under Order in Council 3355-74 dated 19 September 1974, Regulation 7.I made under Order in Council 193-76 dated 21 January 1976, Regulation 7.J made under Order in Council 1708-76 dated 12 May 1976 and Regulation 7.K made under Order in Council 383-77 dated 2 February 1977,

WHEREAS under section 7.95 of Regulation 7 respecting snowmobiles the registration of snowmobiles shall be in force from 1 November to 31 October of each year;

WHEREAS it is expedient to amend, for the 1977 registration year, the validity date of snowmobile registration markers;

WHEREAS it is also expedient, to eliminate any ambiguity that may arise, to include the James Bay Municipality in the territory of New Québec;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 7.L amending Regulation 7 respecting snowmobiles, a copy of which is annexed hereto, be made as drafted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement 7.L modifiant le règlement 7 sur la motoneige

Code de la route
(S.R.Q., 1964, c. 231, a. 6 et 82)

Loi des transports
(1972, c. 55, a. 5, p. *a* et *dd*)

7.L.1 Le Règlement 7 sur la motoneige adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972, modifié par les Règlements 7.A, 7.B, 7.C, 7.D, 7.E, 7.F, 7.G, 7.H. 7.I, 7.J. et 7.K adoptés par les arrêtés en conseil 3646-72 du 6 décembre 1972, 903-73 du 21 mars 1973, 1488-73 du 27 avril 1973, 2039-73 du 6 juin 1973, 3118-73 du 29 août 1973, 3496-73 du 25 septembre 1973, 3908-73 du 22 octobre 1973, 4790-73 du 27 décembre 1973, 3355-74 du 19 septembre 1974, 193-76 du 21 janvier 1976, 1708-76 du 12 mai 1976 et 383-77 du 2 février 1977, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin de l'article 7.95 les mots « sauf pour l'année d'immatriculation 1977 où la plaque sera valide jusqu'au 31 décembre 1977. ».

7.L.2 L'article 7.144 dudit règlement est remplacé par le suivant:

« **7.144** Le présent règlement ne s'applique pas dans la Municipalité de la Côte-Nord du Golfe Saint-Laurent et dans les territoires du Nouveau-Québec sauf dans les municipalités de Fermont, de Schefferville et de la Baie-James et dans les sentiers de motoneige d'un club de motoneigistes ayant son siège social dans l'une de ces municipalités. ».

7.L.3 Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

1644-o

Regulation 7.L amending Regulation 7 respecting snowmobiles

Highway Code
(R.S.Q., 1964, c. 231, s. 6 and 82)

Transport Act
(1972, c. 55, s. 5, 1st par., subpars. *a* and *dd*)

7.L.1 Regulation 7 respecting snowmobiles, made under Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972, amended by Regulations 7.A, 7.B, 7.C, 7.D, 7.E, 7.F, 7.G, 7.H, 7.I, 7.J and 7.K, made under Orders in Council 3646-72 dated 6 December 1972, 903-73 dated 21 March 1973, 1488-73 dated 27 April 1973, 2039-73 dated 6 June 1973, 3118-73 dated 29 August 1973, 3496-73 dated 25 September 1973, 3908-73 dated 22 October 1973, 4790-73 dated 27 December 1973, 3355-74 dated 19 September 1974, 193-76 dated 21 January 1976, 1708-76 dated 12 May 1976 and 383-77 dated 2 February 1977, is further amended by adding, at the end of section 7.95 the words "except for the 1977 registration year, where the markers shall be valid until 31 December 1977.".

7.L.2 Section 7.144 of the said Regulation is replaced by the following:

"**7.144** This Regulation does not apply to the Municipality of *Côte Nord du Golfe Saint-Laurent* and to the territory of New Québec, with the exception of the municipalities of Fermont, Shefferville and James Bay and to the snowmobile trails of a snowmobile club whose head office is in one of these municipalities.".

7.L.3 This Regulation shall come into force effective from its publication in the *Québec Official Gazette.*

1644-o

A.C. 3815-77, 10 novembre 1977
Règ. 77-679, 15 novembre 1977

RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNNAIRES
(S.R.Q. 1964, c. 14)

Charges rémunérées à honoraires

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la détermination des charges pour lesquelles une personne au service de la province était rémunérée à honoraires.

Régime de retraite des fonctionnaires
(S.R.Q. 1964, c. 14, a. 71)

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 71 du Régime de retraite des fonctionnaires (R.S.Q. 1964, c. 14), tel qu'édicté par le paragraphe *a* de l'article 50 du projet de loi no 29, sanctionné le 10 août 1977, prévoit que « toute personne qui a occupé, au service de la province, une charge déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour laquelle elle était rémunérée à honoraires, et qui est devenue par la suite fonctionnaire sujet à l'application de la présente loi peut, pour les fins de sa pension, faire compter, en totalité ou en partie, à son gré, le temps pendant lequel elle était ainsi rémunérée à honoraires en donnant à la Commission un avis à cet effet au plus tard le 31 décembre 1978 »;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour les fins d'application dudit deuxième alinéa, que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine lesdites charges;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la recommandation du ministre de la Fonction publique:

QUE pour les fins d'application de l'article 71 du Régime de retraite des fonctionnaires (S.R.Q. 1964, c. 14), les charges pour lesquelles une personne au service de la province était rémunérée à honoraires soient les suivantes:

— protonotaire

— député-protonotaire

— protonotaire adjoint

— régistrateur

— député-régistrateur en chef

— assistant député-régistrateur en chef

— député-régistrateur

O.C. 3815-77, 10 November 1977
Reg. 77-679, 15 November 1977

CIVIL SERVICE SUPERANNUATION PLAN
(R.S.Q. 1964, c. 14)

Offices remunerated on a fees basis

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the determination of offices for which a person in the service of the Province was remunerated on a fees basis.

Civil Service Superannuation plan
(R.S.Q. 1964, c. 14 s. 71)

WHEREAS the second paragraph of section 71 of the Civil Service Superannuation Plan (R.S.Q. 1964, c. 14), as enacted by paragraph *a* of section 50 of Bill No. 29, assented to 10 August 1977, provides that "every person who has held, in the service of the Province, an office determined by the Lieutenant-Governor in Council for which he was remunerated on a fees basis and who, thereafter, became an officer subject to the application of this Act may, for the purposes of his pension, have counted, wholly or in part, as he wishes, the time during which he was so remunerated on a fees basis by giving to the Commission a notice to that effect not later than 31 December 1978";

WHEREAS it is expedient, for the purposes of application of the said second paragraph, that the Lieutenant-Governor in Council determine the said offices;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of the Civil Service:

THAT for the purposes of application of section 71 of the Civil Service Superannuation Plan (R.S.Q. 1964, c. 14), the offices for which a person in the service of the Province was remunerated on a fees basis be the following :

— prothonotary

— deputy prothonotary

— assistant prothonotary

— registrar

— deputy chief registrar

— assistant deputy chief registrar

— deputy registrar

— shérif

— shérif adjoint

— greffier

— assistant-greffier

— député-greffier

— greffier adjoint

— coroner

— huissier-audiencier

— sténographe judiciaire

— geôlier

— registraire de faillite

— registraire adjoint de faillite

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1650-o

— sheriff

— deputy sheriff

— court clerk

— assistant court clerk

— deputy court clerk

— associate court clerk

— coroner

— court bailiff

— court reporter

— jailer

— bankruptcy registrar

— assistant bankruptcy registrar

THAT the present Order in Council come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1650-o

A.C. 3838-77, 10 novembre 1977
Règ. 77-681, 15 novembre 1977

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

Employés de garages — Drummond — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garages dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Drummond, rendue obligatoire par le décret 2535 du 20 septembre 1967, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée à la *Gazette officielle du Québec* du 23 février 1977;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 2535 soit modifié de la façon suivante:

1. Les articles 3.01 à 3.07 sont remplacés par les suivants:

« **3.01 Compagnon, apprenti, commissionnaire:** La semaine normale de travail est de quarante (40) heures étalées du lundi au vendredi et la journée normale de travail est de huit (8) heures étalées de 8h à 17h.

3.02 Commis aux pièces: La semaine normale de travail est de quarante (40) heures et la journée normale de travail est de huit (8) heures.

Le salarié a droit à deux (2) jours de congé hebdomadaires.

3.03 Dans le cas des salariés visés aux articles 3.01 et 3.02, l'employeur peut organiser une deuxième équipe de salariés.

La durée normale quotidienne de travail de la deuxième équipe est égale à celle de la première. Les heures de travail des salariés de cette deuxième équipe doivent être étalées entre midi et 4h le lendemain et ce du lundi au samedi matin.

O.C. 3838-77, 10 November 1977
Reg. 77-681, 15 November 1977

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

Garage employees — Drummond — amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting Garage Employees in the Drummond Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting garage employees in the Drummond region, rendered obligatory by Decree No. 2535 of September 20, 1967, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of February 23, 1977;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered in accordance with the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 2535 be amended as follows:

1. Subsections 3.01 to 3.07 are replaced by the following:

"**3.01 Journeyman, Apprentice, Messenger:** The standard workweek is 40 hours scheduled from Monday to Friday and the standard workday is 8 hours scheduled from 8:00 to 5:00 p.m.

3.02 Parts Clerk: The standard workweek is 40 hours and the standard workday is 8 hours.

The employee is entitled to 2 days off each week.

3.03 In the case of employees mentioned in subsections 3.01 and 3.02, the employer may form a second shift of employees.

The standard daily work period of the second shift is equal to that of the first shift. The working hours of this second shift are scheduled between 12 noon and 4:00 a.m. the next day, from Monday through Saturday morning.

Le salarié affecté à la deuxième équipe doit toucher pour chaque heure normale une majoration de salaire de 10%.

3.04 Préposé au service et pompiste; la semaine normale de travail est de quarante-quatre (44) heures étalées sur cinq (5)jours.

Les heures de la journée normale ne peuvent être étalées sur une période de plus de dix (10) heures consécutives.

Pour chaque heure normale effectuée entre 18h et 7h, le salarié doit toucher une majoration de salaire de 10%.

Le salarié a droit à deux (2) jours de congé hebdomadaire.

3.05 Démonteur: La semaine normale de travail est de quarante- quatre (44) heures étalées du lundi au vendredi. La journée normale de travail est étalée entre 7h et 18h.

3.06 Spécialiste en pneus: La semaine normale de travail est de quarante-quatre (44) heures étalées du lundi au vendredi. La journée normale de travail est d'une durée maximum de dix (10) heures.

Les heures de la journée normale de la première équipe sont étalées entre 7h et 18h.

Les heures de la journée normale de la deuxième équipe doivent être étalées entre midi et 4h, le lendemain, et ce du lundi au samedi matin.

Le salarié affecté à la deuxième équipe doit toucher pour chaque heure normale une majoration de salaire de 10%.

3.07 Tout salarié peut exiger jusqu'à 1 heure de repos sans paie pour prendre son repas. Dans le cas d'un salarié faisant partie d'une deuxième équipe, la période de repas exigible est d'une demi-heure (1/2h).

L'employeur ne peut forcer un salarié à effectuer plus de quatre (4) heures de sa journée normale avant de lui accorder la période exigible pour le repas. Pour les préposés au service, pompiste, démonteur et spécialiste en pneus, l'employeur ne peut forcer un tel salarié à effectuer plus de cinq (5) heures de sa journée normale avant de lui accorder la période exigible pour le repas. »

2. Les articles 4.01 à 4.03 sont remplacés par les suivants:

« **4.01** Dans le décret, les heures effectuées en dehors ou en plus des heures normales sont désignées « heures supplémentaires » et elle entraînent une majoration de 50% du salaire, ou du salaire majoré de 10% pour le salarié qui fait partie de la deuxième équipe.

4.02 Sauf pour les heures supplémentaires visées à l'article 4.03, le salarié doit toucher pour chaque heure supplémentaire, à compter de la 5e heure supplémentaire effectuée au cours d'une periode de 24 heures, une majoration de 100% de son salaire, ou de son salaire majoré de 10% s'il fait partie de la deuxième équipe.

The employee working of the second shift shall receive a 10% increase in his wage rate.

3.04 Serviceman and Pump Attendant: The standard workweek is 44 hours sheduled over 5 days.

The standard hours of the workday cannot be extended over a period longer than 10 consecutive hours.

For each regular hour worked between 6:00 p.m. and 7:00 a.m. the employee shall receive a 10% increase in his wage rate.

The employee is entitled to 2 days off each week.

3.05 Dismantler: The standard workweek is 44 hours scheduled from Monday to Friday. The standard workday is scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m.

3.06 Tire Specialist: The standard workweek is 44 hours scheduled from Monday to Friday. The standard workday is a maximum duration of 10 hours.

The standard workday for the first shift extends from 7:00 a.m. to 6:00 p.m.

The standard workday for the second shift extends from 12 noon to 4:00 a.m. the next day, from Monday through Saturday morning.

The second shift employee shall receive a 10% shift differential for each hour of work.

3.07 Any employee may demand up to 1 hour off without wage to take his meal. In the case of an employee working on the second shift, the exigible meal period is half an hour.

The employer may not require an employee to work more than 4 hours of his standard workday before granting him his exigible meal period. For the serviceman, pump attendant may not require such employee to work than 5 hours of his standard workday before granting him his exigible meal period."

2. Subsection 4.01 to 4.03 are replaced by the following:

"**4.01** In the decree, the hour worked over and above standard working hours are called "overtime hours" and they shall be paid at time and a half the wage or the wage increased by 10% for the employee working in the second shift.

4.02 Except for overtime hours mentioned in subsection 4.03. the employee shall be paid for each overtime hour, as of the 5th overtime hour worked during a 24-hour period, double his wage or his wage increased by 10% if he works on the second shift.

4.03 Les heures supplémentaires effectuées le dimanche ou un jour férié, chômé et payé entraînent une majoration de 100% du salaire, ou du salaire majoré de 10% pour le salarié qui fait partie de la deuxième équipe. »

3. Le nouvel article 4.04 suivant est ajouté:

« **4.04** Toute majoration de salaire prévue dans la section 4.00 doit être calculée sur le taux stipulé à la section 9.00 ci-après ou, si l'employeur verse normalement au salarié un taux plus élevé, sur ce dernier taux. »

4. L'article 6.01 est remplacé par le suivant:

« **6.01** Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés, quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coincident: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, le jour de Noël et le 26 décembre

Lorsque la Saint-Jean-Baptiste tombe un samedi, le 23 juin devient également un jour férié, chômé et payé, et lorsqu'elle tombe un dimanche, le 25 juin devient alors un jour férié, chômé et payé. »

5. L'article 6.03 est remplacé par le suivant:

« **6.03** Le salarié reçoit, pour chaque jour férié, chômé et payé, une somme égale à sa rémunération pour une journée normale de travail, comprenant la prime d'équipe s'il y a lieu. »

6. Le nouvel article 6.04 suivant est ajouté:

« **6.04** Pour avoir droit à un jour férié, chômé et payé, le salarié doit avoir travaillé au moins sept (7) heures ou être en congé d'absence avec permission, le dernier jour ouvrable précédant le jour férié et le premier jour ouvrable suivant le jour férié; toutefois, le salarié qui n'est pas au travail depuis moins d'un mois, ceci pour cause de maladie, d'accident ou de mise à pied, a droit au jour férié, chômé et payé. »

7. L'article 7.04 est remplacé par le suivant :

« **7.04** Le salarié qui, au 1er mai, justifie de sept (7) ans de service continu pour le même employeur, doit recevoir un congé d'une durée minimale de trois (3) semaines. L'indemnité afférente à ce congé est de six pour cent (6%) de la rémunération du salarié durant la période de référence. »

8. Les mots « de l'article 6.03 » apparaissant à l'article 7.10 sont remplacés par les mots « des articles 6.03 et 6.04 ».

4.03 The overtime hours worked on Sundays or on a general holiday with pay shall be paid at double time, or the wage increased by 10% for the employee working on the second shift.''

3. The following new subsection 4.04 is added:

''**4.04** Any increase in wages provided for in subsection 4.00 shall be computed according to the rate mentioned in division 9.00 hereinafter or if the employer usually pays the employee a higher rate, this higher rate shall be used.''

4. Subsection 6.01 is replaced by the following:

''**6.01** The following days are general holidays with pay, regardless of the day on which they fall: New Year's Day, January 2, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

When St. John the Baptist Day falls on a Saturday, June 23 also becomes a general holiday with pay, and when it falls on a Sunday, June 25 then becomes a general holiday with pay.''

5. Subsection 6.03 is replaced by the following:

''**6.03** The employee receives for each general holiday with pay a sum equal to his wage for one standard including the shift differential if any.''

6. The following new subsection 6.04 is added:

''**6.04** To be entitled to a general holiday with pay, the employee shall have worked at least (7) hours or shall be on an authorized leave for the last working day preceding the general holiday and the first working day following the general holiday; however, the employee who is not at work for less than one month due to illness, accident or lay-off is entitled to the general holiday with pay.''

7. Subsection 7.04 is replaced by the following:

''**7.04** The employee who, on May 1, has 7 years of continuous service with the same employer, is entitled to a minimum of 3 weeks' vacation. The vacation pay is equal to 6% of the wages earned by the employee during the qualifying period.''

8. In subsection 7.10 the words ''of subsection 6.03'' are replaced by the words ''subsections 6.03 and 6.04''.

9. L'article 8.01 est remplacé par le suivant:

« **8.01** Lors du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou de son enfant, tout salarié a droit à un congé qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles; le salarié ne doit subir aucune perte de salaire pour tout jour ouvrable compris dans cette période jusqu'à concurrence de trois. Lors du décès de son beau-père ou de sa belle-mère, le salarié a droit à un congé d'un jour ouvrable sans diminution de salaire, le jour des funérailles pourvu qu'il y assiste. »

10. Le nouvel article 8.03 suivant est ajouté:

« **8.03** Tout salarié qui est absent de son travail parce qu'il agit comme juré reçoit, au cours de cette période d'absence, le salaire qui lui aurait été versé pour les heures normales de travail qu'il aurait normalement effectuées durant ladite période, diminué du montant d'argent qu'il touche comme juré pour la même période.

Pour avoir droit au bénéfice prévu ci-haut, le salarié doit avertir l'employeur aussitôt qu'il apprend sa convocation par la Cour, fournir une pièce justificative pour le montant qu'il reçoit en tant que juré et retourner au travail dès qu'il est libéré de ses devoirs de juré par la Cour. »

11. L'article 9.01 est remplacé par le suivant:

« **9.01** Les salariés de la zone 1 doivent toucher au moins les taux horaires suivants:

1. Compagnon « A »	$6.75
Compagnon « B »	6.45
Compagnon « C »	6.15
Apprenti:	
4e échelon	5.45
3e échelon	4.80
2e échelon	4.20
1er échelon	3.60
2. Préposé au service:	
3e échelon	$4.35
2e échelon	3.85
1er échelon	3.35
3. Pompiste	$3.20
4. Commis aux pièces:	
7e échelon	$5.75
6e échelon	5.40
5e échelon	5.10
4e échelon	4.40
3e échelon	4.10
2e échelon	3.80
1er échelon	3.45

9. Subsection 8.01 is replaced by the following:

"**8.01** On the death of his father, mother, spouse or child, any employee is entitled to a leave which extends from the day of death to the funeral day; the employee shall not suffer any loss in wages for any working day included within this period up to 3 days. On the death of his father-in-law or his mother-in-law, the employee is entitled to a leave of one working day without loss in wages, the funeral day, provided that he attends the funeral."

10. The following new subsection 8.03 is added:

"**8.03** Any employee who is absent from work because he acts as a juror shall receive, during his absence, the regular wage which he would have received for the standard working hours be would have performed during the said absence, less the sum of money that he receives as juror for the said absence.

To be entitled to the benefit provided above, the employee shall notify the employer as soon as he receives his summons from the Court, provide proof of the sum of money he is receiving as a juror and return to work as soon as he is freed from his jury duties by the Court."

11. Subsection 9.01 is replaced by the following:

"**9.01** Employees in Zone 1 shall receive at least the following hourly rates:

1. Journeyman "A"	$6.75
Journeyman "B"	6.45
Journeyman "C"	6.15
Apprentice:	
Class 4	$5.45
Class 3	4.80
Class 2	4.20
Class 1	3.60
2. Serviceman:	
Class 3	$4.35
Class 2	3.85
Class 1	3.35
3. Pump Attendant	$3.20
4. Parts Clerk:	
Class 7	$5.75
Class 6	5.40
Class 5	5.10
Class 4	4.40
Class 3	4.10
Class 2	3.80
Class 1	3.45

5. Spécialiste en pneus:

4e échelon	$5.10
3e échelon	4.85
2e échelon	4.45
1re échelon	4.25

6. Commissionnaire, démonteur ..... $3.40 »

12. Le nouvel article 9.09 suivant est ajouté:

« **9.09** Pour toute heure où il travaille sur un véhicule d'un poids brut excédant 11 339,809 Kg (25,000 livres), le compagnon doit toucher une prime de vingt-cinq sous ($0.25). »

13. L'alinéa *b* de l'article 10.02 est remplacé par le suivant:

« b) Les articles 3.07, 7.01, 7.02, 7.03, 7.05, à 7.08, 7.11, 9.01 à 9.04 et 9.06 à 9.09. »

14. L'article 11.01 est remplacé par le suivant:

« **11.01** Le décret entre en vigueur à compter de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* et le demeure jusqu'au 31 octobre 1978. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de septembre 1978 ou de toute année subséquente. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1640-o

5. Tire Specialist:

Class 4	$5.10
Class 3	4.85
Class 2	4.45
Class 1	4.25

6. Messenger, Dismantler ..... $3.40''

12. The following new subsection 9.09 is added:

''**9.09** For every hour during which he works on a vehicle having a gross weight exceeding II 339,809 Kg (245,000 pounds), the journeyman shall receive a $0.25 premium.''

13. Paragraph *b* of subsection 10.02 is replaced by the following:

''**(b)** Subsection 3.07, 7.01, 7.02, 7.03, 7.05 to 7.08, 7.11, 9.01 to 9.04 and 9.06 to 9.09.''

14. Subsection 11.01 is replaced by the following:

''**11.01** The decree comes into force as of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until October 31, 1978. It is then automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the contrary to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during September 1978 or of any subsequent year.''

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1640-o

A.C. 3839-77, 10 novembre 1977
Règ. 77-682, 15 novembre 1977

LOI DES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE
(S.R.Q. 1964, c. 143)

Employés de garage — Mauricie — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garages dans la région de la Mauricie.

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans la région de la Mauricie, rendue obligatoire par le décret 487-72 du 16 février 1972, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête à été publiée à la *Gazette officielle du Québec* du 27 juillet 1977;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le décret 487-72 soit modifié de la façon suivante:

1. Les articles 1.13 et 1.14 sont remplacés par les suivants:

« **1.13 Pompiste:** salarié dont le travail essentiel consiste à effectuer une ou plusieurs des tâches suivantes:

a) la vente d'essence ou de lubrifiants;

b) le lavage et la conduite de véhicules automobiles;

c) la surveillance de pompes distributrices ou de libres-services;

d) la fourniture de services courants tel que la vérification du niveau du liquide dans les accumulateurs;

e) le nettoyage du pare-brise;

f) tout autre travail du même genre que celui prévu au présent article.

O.C. 3839-77, 10 November 1977
Reg. 77-682, 15 November 1977

COLLECTIVE AGREEMENT DECREES ACT
(R.S.Q. 1964, c. 143)

Garage employees — Mauricie — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Amendments to the Decree respecting Garage Employees in the Mauricie Region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting garage employees in the Mauricie region, rendered obligatory by Decree 487-72 of February 16, 1972, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of July 27, 1977;

WHEREAS the objections brought forward have been duly considered in accordance with the act;

IT IS ORDERED, therefore upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree 487-72 be amended as follows:

1. Subsections 1.13 and 1.14 are replaced by the following:

"**1.13 Pump Attendant:** Employee whose usual duties consist in performing one or many of the following tasks:

(a) selling gasoline or lubricants;

(b) washing and driving motor vehicles;

(c) supervising fuel pumps or self service pumps;

(d) giving such current services as checking the level of liquid in batteries;

(e) cleaning windshields;

(f) any other work of the same type as provided for in this subsection.

1.14 Préposé au service: salarié dont le travail essentiel consiste à effectuer en plus de n'importe laquelle des tâches du pompiste, une ou plusieurs des tâches suivantes:

a) la vente la pose ou la réparation de pneus et l'équilibrage des roues;

b) la vente ou l'installation d'accumulateurs, courroies, boyaux, essuie-glace, phares, filtres, silencieux ou autres pièces et accessoires de même nature;

c) le graissage ou l'application d'un enduit antirouille;

d) le service de remorquage et de dépannage d'urgence;

e) le transport de la clientèle;

f) l'entretien de l'établissement de son employeur ainsi que du terrain où il est situé. »

2. Les articles 1.17 à 1.19 sont remplacés par les suivants:

« **1.17 Préposé aux pneux:** Salarié dont le travail essentiel consiste à faire les tâches suivantes ou une partie de ces tâches:

a) la pose, la dépose et la réparation de pneus de tous genres et de toutes grandeurs;

b) la vente et le classement de pneus;

c) le transport de la clientèle et la livraison;

d) le réglage du travail avant.

1.18 Préposé aux silencieux: Salarié dont le travail essentiel consiste à faire les tâches suivantes ou une partie de ces tâches:

a) la vente, le classement, la pose, la dépose et la réparation de silencieux et d'accessoires du système d'échappement d'automobile à l'exclusion de pièces faisant partie du moteur;

b) le transport de la clientèle et la livraison.

1.19 Service continu: période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation du contrat. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel et les absences autorisées pourvu que le travailleur n'ait pas occupé un autre emploi rémunéré durant ces journées.

1.14 Serviceman: Employee whose usual duties consist in performing any of the pump attendant's tasks, and one or many of the following tasks:

(a) selling, installing or repairing tires and balancing wheels;

(b) selling or installing batteries, belts, hoses, windshield wipers, headlights, filters, mufflers or other parts and accessories of the same type;

(c) greasing or applying undercoating compounds;

(d) towing and emergency breakdown services;

(e) transporting customers;

(f) cleaning the employer's establishment and the grounds."

2. Subsection 1.17 to 1.19 are replaced the following:

"**1.17 Tire Specialist:** Employee whose usual duties consists in performing part or all of the following tasks:

(a) installing, removing and repairing all types and sizes of tires;

(b) selling and classing of tires;

(c) transporting customers and making deliveries;

(d) balancing and aligning wheels.

1.18 Muffler Specialist: Employee whose usual duties consist in performing part or all of the following tasks:

(a) selling, classing, installing, removing and repairing of mufflers and exhaust system parts, save engine parts;

(b) transportation of customers and making deliveries.

1.19 Continuous Service: period during which an employee is bound to his employer by a work contract, even if the performance of the work ceased without cancellation of the work contract. The following should not be considered as interrupting the duration of continuous service: closing days, annual vacation periods and authorized absences, provided that the worker has not had another paid employment during such time.

1.20 Taux normal: Taux horaire minimal fixé à la section 9 du décret.

1.21 Véhicule automobile: Véhicule ainsi défini au Code de la route (S.R.Q. 1964, c. 231) à l'exception de la motoneige, de la motocyclette, du cyclomoteur et autre bicyclette motorisée. »

3. Les articles 3.02 à 3.05 sont remplacés par les suivants:

« **3.02** L'employeur peut étaler la semaine normale de travail d'une 2e ou d'une 3e équipe du lundi après-midi au samedi avant-midi, pourvu que la majorité des heures de la journée normale soient étalées entre 18h et 7h30. Le salarié doit alors toucher une majoration du taux normal de $0.20 pour chaque heure de sa journée normale. L'employeur lié par une convention collective au sens du Code du Travail peut étaler la semaine normale de travail d'une équipe sur 4 jours du lundi après-midi au vendredi matin, conformément à cette convention.

3.03 Pour le commis aux pièces et l'aide-commis, les heures de la journée normale de travail peuvent être effectuées à tout moment de la journée, mais il doit toucher une majoration de son taux normal de $0.20 pour chaque heure effectuée entre 18h et 7h.

3.04 Pour le pompiste, le proposé au service, le préposé aux pneus et le préposé aux silencieux la semaine normale de travail est de 45 heures étalées sur un maximum de 5 jours d'au plus 12 heures consécutives. Le salarié doit toucher une majoration de son taux normal de $0.20 pour chaque heure effectuée entre 18h et 7 h.

3.05 Pour le commissionnaire qui effectue habituellement la livraison son hors de la municipalité où se trouve l'établissement de son employeur, la semaine normale est de 42½ heures étalées sur un maximum de 5 jours. »

4. Les articles 4.01 et 4.02 sont remplacés par les suivants:

« **4.01** Pourvu que la durée du travail excède 15 minutes, les heures effectuées en dehors ou en plus des heures normales sont rémunérées à raison de 150% du taux normal (incluant la majoration de $0.20 lorsqu'elle s'applique).

4.02 Sauf pour le préposé au service et le pompiste, les heures effectuées le dimanche ou un jour férié son rémunérées à raison de 200% du taux normal (incluant la majoration de $0.20 lorsqu'elle s'applique). Cette rémunération s'ajoute à l'indemnité afférente payable en vertu de la section 6. »

1.20 Regular Rate: The minimum hourly rate as found in section 9 of the decree.

1.21 Motor Vehicle: Vehicle as defined in the Highway Code (R.S.Q., 1964, c. 231 and amendments), except for snowmobiles, motorcycles and other motorized cycles."

3. Subsection 3.02 to 3.05 are replaced by the following:

"**3.02** The employer may set up a 2nd or 3rd shift from Monday afternoon to Saturday forenoon provided the major part of standard daily hours are scheduled between 6:00 p.m. and 7:30 a.m. The employee shall receive an increase in his regular rate of $0.20 for each standard daily hour. The employer bound by a collective labour agreement as defined in the Labour Code may schedule the standard workweek of a shift over 4 days from Monday afternoon to Friday morning, subject to this agreement.

3.03 For the parts clerk and the clerk's helper, the hours of the standard workweek may be worked at any time of the day but he shall receive an increase in his regular rate of $0.20 for each hour worked between 6:00 p.m. and 7:00 a.m.

3.04 For the pump attendant, serviceman, and the tire and muffler specialists, the standard workweek is 45 hours scheduled over a maximum of 5 days not exceeding 12 consecutive hours. The employee shall receive an increase in his regular rate of $0.20 for each standard hour worked between 6:00 p.m. and 7:00 a.m.

3.05 For the messenger who usually delivers outside of the municipality where his employer's establishment is located, the standard workweek is 42½ hours scheduled over a maximum of 5 days."

4. Subsections 4.01 and 4.02 are replaced by the following:

"**4.01** Hours worked over and above standard hours are paid at time and a half the regular rate (including the $0.20 increase if applicable) provided the duration of work exceeds 15 minutes."

4.02 Except for the serviceman and the pump attendant, hours worked on Sunday or a paid general holiday are paid at double time the regular rate (including the $0.20 increase if applicable). This remuneration shall be added to the vacation pay payable under division 6."

5. L'article 6.01 est remplacé par le suivant:

« **6.01** Les jours suivants sont des jours fériés, chômés et payés, sauf si autrement sitipulé aux présentes, quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coincide: le 1er janvier, le 2 janvier, le lundi de Pâques, le 24 juin, le 1er juillet, le 1er lundi de september, le 2e lundi d'octobre, l'après-midi du 24 décembre, le 25 décembre, le 26 décembre et l'après-midi du 31 décembre.

Lorsque le 1er juillet tombe un mardi, un mercredi ou un jeudi, l'observance de ce jour férié peut, du consentement de l'employeur et de ses salariés, être reportée au lundi ou au vendredi qui précède ou qui suit immédiatement le jour férié.

Lorsque la Saint-Jean-Baptiste tombe un samedi, le 23 juin devient également un jour férié, chômé et payé, et lorsqu'elle tombe un dimanche, le 25 juin devient alors un jour férié, chômé et payé. »

6. Le paragraphe *b* de l'article 6.02 est remplacé par le suivant:

« **b)** ait travaillé ou ait été en congé autorisé par l'employeur, sa journée normale de travail qui précède et celle qui suit le jour férié.

Par exception, quant aux congés de l'après-midi du 24 décembre, du 25 décembre, du 26 décembre, de l'après-midi du 31 décembre, du 1er janvier et du 2 janvier, l'avant-midi du 24 décembre et l'avant-midi du 31 décembre, selon le cas, est considéré une journée normale de travail. »

7. L'article 7.04 est remplacé par le suivant:

« **7.04** Le salarié qui, au 1er mai, justifie de 7 ans de service continu ou à compter du 1er mai 1979, de 6 ans de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé d'une duré minimale de 3 semaines. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 6% de la rémunération du salarié durant la période de référence. »

8. Les articles 8.01 à 8.03 sont remplacés par les suivants:

« **8.01** Tout salarié qui justifie de 3 mois de service chez le même employeur, a droit à:

a) 3 jours de congé à l'occasion du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou de son enfant;

b) 2 jours de congé à l'occasion du décès d'un frère ou d'une soeur;

c) 1 jour de congé à l'occasion du décès de son beau-père, de sa belle-mère, d'un beau-frère ou d'une belle-soeur, ainsi qu'à l'occasion de la naissance d'un enfant.

5. Subsection 6.01 is replaced by the following:

"**6.01** The following days are paid general holidays, except if otherwise mentioned herein, whichever day of the week they fall: January 1, January 2, Easter Monday, June 24, July 1, the first Monday of September, the second Monday of October, the afternoon of December 24, December 25, December 26 and the afternoon of December 31.

When July 1 falls on a Tuesday, Wednesday and Thursday, the observance of the holiday, with the consent of the employer and his employees, may be changed to the Monday or the Friday immediately preceding or following the general holiday.

When St-John the Baptist Day falls on a Saturday, June 23 also becomes a general holiday with pay and when it falls on a Sunday, June 25 then becomes a general holiday with pay."

6. Paragraph *b* of subsection 6.02 is replced by the following:

"**b)** the employee worked or was absent with permission on the day immediately preceding or following the holiday.

Exceptionally, the afternoon of December 24, December 25, December 26, the afternoon of December 31, January 1, January 2, and the forenoon of December 24 and the forenoon of December 31, as the case may be, are considered as standard working days."

7. Subsection 7.04 is replaced by the following:

"**7.04** The employee who, on May 1, has 7 years of continuous service or as of May 1, 1979 has 6 years of continuous service with the same employer, shall receive a minimum vacation of at least 3 weeks. The vacation pay is 6% of the employee's remuneration during the qualifying period."

8. Subsection 8.01 to 8.03 are replaced by the following:

"**8.01** The employee with 3 months of service with the same employer is entitled to:

(a) 3 days' leave for the death of his father, mother, spouse or child;

(b) 2 days' leave for the death of a brother or sister;

(c) 1 day's leave for the death of his father-in-law, mother-in-law, or sister-in-law, and 1 day's leave for the birth of a child.

8.02 Ces jours de congé comprennent le jour des funérailles et le cas échéant, les jours qui précèdent immédiatement les funérailles.

8.03 Le salarié ne doit subir aucune perte de salaire pour ces jours de congé. »

8.02 These days of leave include the day of the funeral and if necessary the days immediately preceding the funeral.

8.03 The employee shall not suffer any loss in wages for such leave."

9. Les articles 9.01 à 9.06 sont remplacés par les suivants:

« **9.01** Les salariés doivent toucher au moins les taux horaires suivants pour chaque classe d'emploi prévue ci-dessous:

9. Subsections 9.01 to 9.06 are replaced by the following:

"**9.01** Employees shall receive at least the following hourly rates for each class of employment provided hereinafter:

Titre d'emploi	*À compter du 10 avril 1978*		*Title of Employment*	*As of April 10 1978*	
Compagnon:			**Journeyman:**		
A	$6.55	$6.70	A	$6.55	$6.70
B	6.10	6.23	B	6.10	6.23
C	5.79	5.92	C	5.79	5.92
Apprenti:			**Apprentice:**		
4e année	5.38	5.51	4th year	5.38	5.51
3e année	5.02	5.14	3rd year	5.02	5.14
2e année	4.68	4.78	2nd year	4.68	4.78
1re année	4.32	4.42	1st year	4.32	4.42
Commis aux pièces:			**Parts Clerk:**		
A	5.24	5.24	A	5.24	5.24
B	4.99	4.99	B	4.99	4.99
C	4.80	4.80	C	4.80	4.80
Préposé aux pièces ou aide-commis et expéditionnaire:			**Parts Clerk or Clerk's Helper and Receiver-Shipper:**		
4e année	4.62	4.62	4th year	4.62	4.62
3e année	4.43	4.43	3rd year	4.43	4.43
2e année	4.24	4.24	2nd year	4.24	4.24
1re année	3.99	3.99	1st year	3.99	3.99
Préposé aux pneus:	3.45	3.60	**Tire Specialist:**	3.45	3.60
Préposé au service:			**Serviceman:**		
3e année	3.60	3.75	3rd year	3.60	3.75
2e année	3.45	3.60	2nd year	3.45	3.60
1re année	3.30	3.45	1st year	3.30	3.45
Préposé aux silencieux:	3.45	3.60	**Muffler Specialist:**	3.45	3.60
Pompiste:	3.30	3.45	**Pump Attendant:**	3.30	3.45
Général:			**General:**		
Chasseur, commissionnaire, gardien ou autre fonction non autrement déterminée:	$3.30	$3.45	Car jockey, messenger, watchman and any other function otherwise specified:	$3.30	$3.45

Titre d'emploi	*À compter du 10 avril 1978*		*Title of Employment*	*As of April 10 1978*	
Conducteur de machines:			**Machine Operator:**		
Groupe 1: Rectifieuse d'arbre à cames et de vilebrequins:			*Group 1:* machine for aligning the camshaft and crankshaft:		
Après 1,000 heures d'expérience	4.80	4.80	After 1,000 hours' experience	4.80	4.80
Avant cette période	4.43	4.43	Before the said period	4.43	4.43
Groupe 2: alésage et polissage, finition de piston, axe et bieilles:			*Group 2:* cylinder reboring, grinding of pistons, rods and pins:		
Après 500 heures d'expérience	4.43	4.43	After 500 hours' experience	4.43	4.43
Avant cette période	4.18	4.18	Before the said period	4.18	4.18
Groupe 3: autres:			*Group 3:* others:		
Après 150 heures d'expérience	4.18	4.18	After 150 hours' experience	4.18	4.18
Avant cette période	3.99	3.99	Before the said period	3.99	3.99
Démonteur:			**Dismantler:**		
3e année	3.93	3.93	3rd year	3.93	3.93
2e année	3.78	3.78	2nd year	3.78	3.78
1re année	3.63	3.63	1st year	3.68	3.68

9.02 Devient commis A celui qui, dans les 4 années précédentes, a acquis 3 ans d'expérience comme commis B dans une même agence d'automobiles.

Devient commis C celui qui, dans les 4 années précédentes, a travaillé de façon continue et pour le même employeur, à titre de préposé aux pièces ou d'aide-commis.

9.02 The person who, in the 4 preceding years, has acquired 3 years of experience as a Clerk B in the same automobile agency, becomes a Clerk A.

The person who, in the 4 preceding years, has worked in a continuous manner and for the same employer as a part man or a clerk's helper becomes a Clerk C.

9.03 Paiement: La rémunération du salarié doit lui être versée en espèces ou par chèque, sous enveloppe scellée et à intervalles réguliers ne pouvant dépasser 16 jours. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe de paie ou sur un bulletin de paie distinct, soit:

9.03 Payment: The employee shall be paid in cash or by cheque in a sealed envelope and at regular intervals not exceeding 16 days. The following particulars shall appear on the pay envelope or separate earning statement:

— les nom et prénom du salarié;

— la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

— le nombre d'heures supplémentaires;

— le taux de salaire du salarié;

— la nature et le montant des retenues opérées;

— le montant du salaire brut et le montant du salaire net versé au salarié.

— the family name and first name of the employee;

— the pay date and the corresponding pay period;

— the overtime hours;

— the wage rate of the employee;

— the type and amount of deductions made;

— the gross wage and the net wage paid to the employee.

La paie peut être faite par dépôt au compte du salarié, ou autrement que prévu ci-dessus, si ces méthodes sont prévues dans une convention collective au sens du Code du travail.

9.04 Garantie de rémunération: Le salarié qui se présente au travail sans avoir été avisé qu'on n'avait pas besoin de ses services doit toucher une rémunération au moins égale au nombre d'heures de sa journée normale prévue, multiplié par son taux normal, y compris la majoration de $0.20 s'il y a lieu.

Le salarié qui quitte son travail trop tôt ou qui arrive en retard à son travail voit cette garantie de rémunération diminuée d'autant, sans égard à toute sanction disciplinaire imposée à cause de ce fait.

9.05 Travail d'une catégorie inférieure: L'employeur peut affecter tout salarié de son établissement à des fonctions qui entraînent une rémunération moins élevée que celle qu'il reçoit selon la classe d'emploi pour laquelle il a été engagé, à la condition de ne pas diminuer son salaire pour autant. Le présent article ne s'applique pas si l'affectation est faite à la demande du salarié ou en raison des dispositions d'une convention collective au sens du Code du travail.

9.06 Taux fixe: Le salarié peut être rémunéré selon un taux forfaitaire. Cependant, sa rémunération doit être au moins égale à la rémunération qu'il recevrait s'il était rémunéré selon les taux horaires minimaux du décret pendant les heures où il travaille à forfait. »

10. L'article 9.07 est ajouté:

« **9.07 Ordonnance numéro 4:** Malgré toute autre disposition du décret, la rémunération hebdomadaire du salarié ne peut être inférieure à celle qu'il recevrait s'il était rémunéré selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum avec ses modifications actuelles, ou selon toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

11. L'article 10.03 est ajouté:

« **10.03** Le présent décret s'applique, quant à la rémunération directe et indirecte (salaire et avantages), aux employeurs assujettis à une loi prescrivant un maximum d'augmentation de rémunération que dans la mesure permise par telle loi. »

Payment may be made by a deposit in the name of the employee, or otherwise than mentioned above, provided that such other means are mentioned in a collective agreement as defined in the Labour Code.

9.04 Wage Guarantee: Any employee who reports in to work without having been previously advised that his services would not be needed is entitled to his regular pay rate multiplied by the standard hours of the said day, including the $0.20 increase if applicable.

Any employee who leaves work early or who arrives late shall have his wage guarantee diminished accordingly, without consideration for any other disciplinary action taken as a result thereof.

9.05 Inferior Type of Work: The employer may give to any employee in his establishment duties which are paid at a wage lower than that which the employee receives according to his class of employment, on condition that his wage be not reduced accordingly. This subsection does not apply if the assignment is made at the employee's request or due to the provisions of a collective agreement as defined in the Labour Code.

9.06 Flat Rate: The employee may be paid a lump sum. However, his wage shall be at least equal to the wage which he would receive if he were paid according to the minimum hourly rates of the decree during the hours that he works on a contract basis."

10. Subsection 9.07 is added:

"**9.07 Ordinance No. 4:** Notwithstanding any other provision of this decree, the employee's weekly wage shall not be inferior to that which he would receive if the were paid according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission, or to any further ordinance which could amend or replace it."

11. Subsection 10.03 is added:

"**10.03** This decree applies, for the purposes of direct and indirect remuneration (wages and fringe benefits), to employers governed by an act providing for a maximum increase in remuneration, except inasmuch as such act allows."

12. L'article 11.01 est remplacé par le suivant:

« **11.01** Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 9 octobre 1979. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois d'août de l'année 1979 ou de toute année subséquente. »

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1640-o

12. Subsection 11.01 is replaced by the following:

"**11.01** This decree remains in force until October 9, 1979. It is then automatically renewed from to year thereafter, unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the contrary to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during August of 1979 of any subsequent year."

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1640-o

Règ. 77-690, 18 novembre 1977

RÈGLES DE PRATIQUE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU DISTRICT DE MONTRÉAL EN MATIÈRE CIVILE

A une assemblée générale des juges de la Cour supérieure du Québec nommés pour le district de Montréal qui s'est tenue à Québec le 5 novembre 1977 et à laquelle assistaient la majorité des juges concernés, il a été proposé, appuyé et résolu:

1. Que la règle de pratique générale numéro 12 *f* de la Cour supérieure soit modifiée pour le district de Montréal, de façon qu'elle s'y lise comme suit:

« **12 f)** Un journal des jugements finals contenant:

i) le numéro de la cause;

ii) les noms des parties avec indication de la raison sociale, le cas échéant. »;

2. Que les règles de pratique générales numéros 27 et 28 cessent de s'appliquer en Chambre de la famille dans le district de Montréal;

3. Que la règle de pratique numéro 21 du district de Montréal soit abrogée.

4. Que ces modifications entrent en vigueur en conformité de l'article 48 C.p..

Le juge en chef,
JULES DESCHÊNES.

1652-o

Reg. 77-690, 18 November 1977

RULES OF PRACTICE OF THE SUPERIOR COURT OF THE DISTRICT OF MONTREAL IN CIVIL MATTERS

At a general meeting of the judges of the Superior Court of the Province of Québec appointed for the district of Montréal which was held in Québec city on November 5th 1977 and at which a majority of the judges concerned attended, it was moved, seconded and resolved:

1. That general rule of practice number 12 *f* of the Superior Court be amended for the District of Montréal, so that it read therein as follows:

"**12 f)** a journal of final judgments containing:

i) the number of the case;

ii) the names of the parties indicating their firm names, if any.";

2. That general rules of practice number 27 and 28 cease to apply in the Family Division in the district of Montréal;

3. That rule of practice number 21 of the district of Montréal be abrogated;

4. That these amendments come into force in conformity with article 48 C.p..

JULES DESCHÊNES,
Chief Justice.

1652-o

Décision, 9 novembre 1977
Règ. 77-691, 21 novembre 1977

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES
(1974, c. 36)

Producteurs d'oeufs de consommation — Quotas — Modifications

Règlement modifiant le Règlement sur les quotas

Prenez avis que selon les dispositions des articles 71 à 73 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (1974, c. 36), la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé, par sa décision numéro 2237 du 9 novembre 1977, le règlement qui suit de la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec et qui modifie son règlement sur les quotas. L'article 1 de ce règlement entre en vigueur le 1er décembre 1977 et l'article 2 entre en vigueur le 1er janvier 1978.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le Règlement sur les quotas

Le règlement sur les quotas, publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 28 juillet 1976 et le 13 juillet 1977, est de nouveau modifié

1. en remplaçant le paragraphe *e* de l'article 1 par le suivant:

« **e)** « pondeuse »: une poule domestique de l'espèce « Gallus Domesticus » âgée de cent quarante et un jours et plus; »

2. en remplaçant l'article 16 règlement par le suivant:

« **16.** A compter du 1er janvier 1978, tous les quotas émis en vertu du présent règlement sont réduits de 5.905%. Le quota ainsi réduit devient le nouveau quota du producteur. La Fédération doit confirmer à chaque producteur son nouveau quota suivant un nouveau certificat émis en vertu de l'article 14. Dès que le quota global sera augmenté en vertu du plan national, tout producteur verra son quota augmenté d'un pourcentage équivalent jusqu'à concurrence du quota qu'il détenait le 1er janvier 1975, ou tel qu'il a ensuite été modifié conformément au règlement de quota en vigueur ».

1645-o

Decision, 9 November 1977
Reg. 77-691, 21 November 1977

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

(1974, c. 36)

Consumer egg producers — Quotas Amendment

By-law amending the Quota By-law

Notice is hereby given that, under the provisions of sections 71 to 73 of the Farm Products Marketing Act, (1974, c. 36) the Québec Agricultural Marketing Board, by its Decision 2237 dated 9 November 1977, approved the following By-law of the Québec Consumer Egg Producers' Federation amending its By-law respecting quotas. Section 1 of this By-law shall come into force on 1 December 1977 and section 2 shall come into force on 1 January 1978.

Québec Agricultural Marketing Board,
ME GILLES LE BLANC,
Secretary.

By-law amending the By-law respecting quotas

The By-law respecting quotas, published in the *Québec Official Gazette* on 28 July 1976 and 13 July 1977, is further amended:

1. by replacing paragraph *e* of section 1 by the following:

"**(e)** "laying hen": a domestic hen of the "Gallus Domesticus" type which is at least one hundred forty-one (141) days old;

2. by replacing section 16 of the By-law by the following:

"**16.** Effective 1 January 1978, all quotas issued under this By-law shall be reduced by 5.905%. This reduced quota becomes the producer's new quota. The Federation must confirm such new quota to each producer by issuing him a new certificate in accordance with section 14. As soon as the overall quota is increased under the national plan, each producer's quota will be increased by an equivalent percentage up to a maximum of the quota he held on 1 January 1975, or the level to which such quota has been subsequently amended under the quota By-law in force":

1645-o

A.C. 3991-77, 23 novembre 1977
Règ. 77-706, 23 novembre 1977

LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE
(1970, c. 37)

Règlements — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement modifiant les Règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 56 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, chapitre 37), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE, conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par arrêté en conseil numéro 2775 du 17 juillet 1970, des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier à nouveau lesdits règlements;

ATTENDU QUE la Régie a été consultée relativement auxdites modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE soit adopté le règlement ci-joint et intitulé: « Règlement modifiant les Règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie »;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2655-77 du 17 août 1977 soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

O.C. 3991-77, 23 November 1977
Reg. 77-706, 23 November 1977

HEALTH INSURANCE ACT
(1970, c. 37)

Regulations — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation amending the Regulation under the Health Insurance Act.

WHEREAS under section 56 of the Health Insurance Act (1970, c. 37), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the purposes of the said Act;

WHEREAS, in accordance with the said Act, the Lieutenant-Governor in Council made a regulation under the Health Insurance Act by Order in Council 2775 dated 17 July 1970;

WHEREAS it is expedient to further amend the said Regulation;

WHEREAS the Board has been consulted with respect to the said amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation annexed hereto and entitled "Regulation amending the Regulation under the Health Insurance Act" be made;

THAT Order in Council 2655-77 dated 17 August 1977 be revoked.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement modifiant les Règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie

(1970, c. 37, art. 56 par. c^5)

1. L'article 1.01 des Règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« **n)** « Handicapé visuel »:

Toute personne qui réside au Québec, qui après correction au moyen de lentilles ophtalmiques appropriées, à l'exclusion des systèmes optiques spéciaux et des additions supérieures à + 4.00 dioptries, a une acuité visuelle

Regulation amending the Regulation under the Health Insurance Act

(1970, c. 37, s. 56, subpar. c^5)

1. Section 1.01 of the Regulation under the Health Insurance Act is amended by adding, at the end, the following paragraphs:

"**(n)** "Visually handicapped person":

Any person who resides in Québec who, following correction by appropriate opthalmic lenses, excluding special systems and additions over + 4.00 dioptres, has a

de chaque oeil d'au plus 6/21, ou dont le champ de vision de chaque oeil est inférieur à 60° dans les méridiens 180° et 90°, et qui, dans l'un ou l'autre cas, est inapte à lire, à écrire ou à circuler dans un environnement non familier et qui est âgée de moins de 18 ans au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

o) « Établissement reconnu »:
Un établissement faisant l'objet d'un accord conformément à l'article 18*e* de la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

p) « Aides visuelles »:
Prothèses et appareils orthopédiques ou autres destinés à un handicapé visuel. ».

2. Lesdits règlements sont modifiés par l'addition, après le titre XVI, du titre XVII suivant:

« **TITRE XVII**

AIDES VISUELLES

17.01 Les aides visuelles mentionnées à l'annexe B sont considérés comme des services assurés aux fins du cinquième alinéa de l'article 3 de la loi.

17.02 Le prix d'achat, d'ajustement, de remplacement ou de réparation des aides visuelles prêtées à un handicapé visuel est fixé selon le tarif qui apparaît à l'Annexe B.

17.03 La Régie rembourse le coût d'achat, d'ajustement, de remplacement ou de réparation des aides visuelles, lorsqu'elles sont prêtées à un handicapé visuel conformément à l'Annexe B à la suite de la recommandation d'un établissement reconnu.

17.04 Dès qu'un établissement reconnu récupère une aide visuelle, il doit effectuer ou faire effectuer les réparations nécessaires.

ANNEXE B

AIDES VISUELLES QUI SONT CONSIDÉRÉES COMME ASSURÉES ET LEUR TARIF

Dans la présente annexe, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) aide: une aide visuelle telle que décrite dans la présente annexe et prêtée à un handicapé visuel par un établissement reconnu;

visual acuity in each eye of not more than 6/21, or whose field of vision in each eye is under 60° within meridians 180° and 90°, and who, in either case, is unable to read, write or travel in an unfamiliar environment and who is under 18 years of age at the time of the coming into force of this Regulation.

(o) "Recognized establishment":
An establishment which has concluded an agreement in accordance with section 18*e* of the Québec Health Insurance Board Act.

(p) "Visual aids":
prostheses and orthopedic or other devices intended for a visually handicapped person."

2. The said Regulation is amended by adding, after Title XVI, the following Title XVII:

"**TITLE XVII**

VISUAL AIDS

17.01 The visual aids referred to in Schedule B are deemed insured services for the purposes of the fifth paragraph of section 3 of the Act.

17.02 The cost of purchase, fitting, replacement or repair of the visual aids loaned to a visually handicapped person is fixed in accordance with the tariff in Schedule B.

17.03 The Board shall reimburse the cost of purchase, fitting, replacement or repair of visual aids, when they are loaned to a visually handicapped person in accordance with Schedule B upon the recommendation of a recognized establishment.

17.04 As soon as a recognized establishment recovers a visual aid, it must make or have the necessary repairs made.

SCHEDULE B

VISUAL AIDS DEEMED INSURED AND THEIR TARIFF

In this Schedule, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

(a) aid: a visual aid as described in this Schedule and loaned to a visually handicapped person by a recognized establishment;

b) complément: un accessoire nécessaire à l'amélioration de la fonction d'une aide.

(b) supplement: an accessory necessary for improving the function of an aid.

PARTIE I

RÈGLES GÉNÉRALES D'APPLICATION

Règle 1: Un établissement reconnu peut prêter à un handicapé visuel qui est inapte à lire, à écrire et à circuler les aides énumérées à la section 1 de la liste des aides et leur tarif.

Règle 2: Un établissement reconnu peut prêter à un handicapé visuel qui est inapte à lire les aides énumérées à la section 2 de la liste des aides et leur tarif.

Règle 3: Un établissement reconnu peut prêter à un handicapé visuel qui est inapte à circuler les aides énumérées à la section 3 de la liste des aides et leur tarif.

Règle 4: Un établissement reconnu doit, avant de prêter une aide à un handicapé visuel, s'assurer auprès de la Régie que cette dernière n'a pas déjà remboursé le coût de cette aide à un autre établissement reconnu.

Règle 5: L'aide est prêtée seulement lorsqu'un handicapé visuel a subi l'entraînement nécessaire à son utilisation.

Règle 6: La Régie ne rembourse pour un même handicapé visuel que le coût d'achat et de remplacement d'une seule aide du même type qui possède des fonctions identiques.

Règle 7: La Régie rembourse le coût de remplacement d'une aide dans les cas suivants:

À la suite d'une recommandation d'un établissement reconnu à l'effet que l'aide ne peut plus fonctionner dans des conditions d'utilisation normales ou que l'état physique de l'handicapé visuel a changé ou que l'handicapé visuel est privé de l'aide pour des raisons hors de son contrôle.

Règle 8: Le remboursement du coût de toute réparation ne peut excéder 70% du prix d'achat ou de remplacement d'une aide. Dans le cas, où l'évaluation du coût de réparation excède 70%, un établissement reconnu doit alors remplacer l'aide et la Régie rembourse seulement le coût de remplacement conformément au présent règlement.

PART I

GENERAL RULES OF APPLICATION

Rule 1: A recognized establishment may lend to a visually handicapped person who is unable to read, write or travel, the aids listed in Section 1 of the list of aids and their tariff.

Rule 2: A recognized establishment may lend to a visually handicapped person who is unable to read, the aids listed in Section 2 of the list of aids and their tariff.

Rule 3: A recognized establishment may lend to a visually handicapped person who is unable to travel, the aids listed in Section 3 of the list of aids and their tariff.

Rule 4: A recognized establishment must, before lending an aid to a visually handicapped person, confirm with the Board that the latter has not already reimbursed the cost of such aid to another recognized establishment.

Rule 5: The aid is loaned only when a visually handicapped person has undergone the training required for its utilization.

Rule 6: The Board shall reimburse, in respect of the same visually handicapped person the cost of purshase and replacement of only one aid of the same type which has identical functions.

Rule 7: The Board shall reimburse the cost of replacement of an aid in the following cases:

Following the recommendation of a recognized establishment to the effect that the aid can no longer function under normal conditions of use or that the physical condition of the visually handicapped person has changed or that the visually handicapped person is deprived of the aid for reasons beyond his control.

Rule 8: The reimbursement of the cost of any repair shall not exceed 70% of the cost of purchase or replacement of an aid. Where the evaluation of the cost of repair exceeds 70%, a recognized establishment shall then replace the aid and the Board shall only reimburse the cost of replacement in accordance with this Regulation.

Règle 9: Le remboursement du coût des réparations est déterminé de la façon suivante:

a) le coût de la main-d'oeuvre;

b) matériaux: au prix coûtant.

Il est nécessaire de transmettre à la Régie les renseignements concernant la durée de réparation et la liste des matériaux utilisés et leur prix.

Règle 10: Le coût d'un complément est remboursé seulement si ce complément est inscrit sous la description d'une aide ou d'une catégorie d'aides mentionnée à la présente annexe sous l'item complément.

Règle 11: Un établissement reconnu doit prêter en premier lieu, les aides qui ont déjà fait l'objet d'un remboursement par la Régie et produire un état de compte prescrit en vertu de l'article 57 de la loi.

Règle 12: Lorsque la mention C.S. (considération spéciale) remplace le prix d'achat ou de remplacement payable pour une aide ou pour un complément, la Régie assume le coût réel de l'aide ou du complément. Le coût de l'ensemble des compléments à un appareil ne peut excéder 25% du coût d'achat de cet appareil.

Rule 9: The reimbursement of the cost of repairs shall be determined in the following manner:

(a) the cost of labour;

(b) material: at cost price.

It is necesary to forward to the Board the information respecting the duration of the repair and the list of materials used and their price.

Rule 10: The cost of a supplement shall be reimbursed only if the supplement is entered under the description of an aid or a category of aids mentioned in this Schedule under the item "supplement".

Rule 11: A recognized establishment must first lend the aids which have already been reimbursed by the Board and produce a statement of account prescribed under section 57 of the Act.

Rule 12: When the mention S.C. (special consideration) replaces the price of purchase or replacement to be paid for an aid or for a supplement, the Board shall assume the actual cost of the aid or supplement. The total cost of all the supplements of a device shall not exceed 25% of the cost of purchase of such device.

PARTIE II

AIDES VISUELLES CONSIDÉRÉES COMME DES SERVICES ASSURÉS LORSQUE PRÊTÉES PAR UN ÉTABLISSEMENT RECONNU

	Prix maximum	Sections 1	2	3
AIDES À LA LECTURE				
— Appareil de conversion des impulsions optiques en tactiles	3,425	X		
Complément:				
— Lentille pour calculatrice	120	X		
— Lentille pour dactylo	260	X		
— Lentille à foyer ajustable	120	X		
— Réglette à guidage	65	X		

PART II

VISUAL AIDS ARE DEEMED INSURED SERVICES WHEN THEY ARE LOANED BY A RECOGNIZED ESTABLISHMENT

	Maximum price	Sections 1	2	3
READING AIDS				
— Optical to tactile pulse converter	3,425	X		
Supplement:				
— Adding machine lens	120	X		
— Typewriter lens	260	X		
— Lens with adjustable focus	120	X		
— Guide control	65	X		

	Prix maximum	Sections		
		1	2	3
— Appareil d'enregistrement et d'audition				
Magnétophone à contrôle électronique de débit ou à vitesse variable ou conventionnel (à bande ou à casset.e)	350	X	X	
— Magnétophone portatif	75	X	X	
Complément à l'un ou l'autre des différents types:				
— Écouteurs	50	X	X	
— Microphone	12	X	X	
— Indicateur de registre	C.S.	X	X	
— Indicateur de position de ruban	C.S.	X	X	
— Indicateur de cassette	C.S.	X	X	
— Commande à distance à pied	10	X	X	
— Adaptateur de raccordement	10	X	X	
— Télévisionneuse				
— Modèle de table comprenant le dispositif permettant le visionnement à distance, support pour écran, récepteur, marqueur de ligne électronique, étui pour transporter la caméra et housse légère pour caméra	2,400		X	
— Modèle portatif comprenant le marqueur de ligne électronique et la housse légère pour la caméra	1,825		X	
— Système complet adaptable sur une dactylo comprenant un marqueur de ligne électronique	4,665		X	
Complément à l'un ou l'autre de ces appareils:				
— Table de travail supplémentaire	45		X	
— Dispositif d'ajustement de hauteur	50		X	
— Housse légère avec poche extérieure pour la table mobile	30		X	
— Séparateur d'écran	145		X	

	Maximum price	Sections		
		1	2	3
— Recording and listening instrument				
— Sound recorder having electronic capacity control or variable or conventional speed (tape or cartridge)	350	X	X	
— Portable sound recorder	75	X	X	
Supplement to one or other of the different types:				
— Speakers	50	X	X	
— Microphone	12	X	X	
— Recording meter	S.C.	X	X	
— Tape position indicator	S.C.	X	X	
— Cartridge indicator	S.C.	X	X	
— Remote foot control	10	X	X	
— Linking up converter	10	X	X	
— Television set				
— Table model including the unit permitting distance viewing, screen support, receiver, light pen, carrying case for the camera and protective bag for the camera	2,400		X	
— Portable model including the light pen and the protective bag for the camera	1,825		X	
— Complete system adaptable to a typewriter including a light pen	4,665		X	
Supplement to one or other of these instruments:				
— Additional work table	45		X	
— Height adjustment device	50		X	
— Protective bag with outside pocket for the portable table	30		X	
— Screen separator	145		X	

	Prix maximum	Sections 1	2	3
— Aides non optiques				
— Filtre spécifique à l'infra rouge (NO-1-R)	15		X	
— Typoscope	10		X	
— Visière	20		X	
— Trou et sténopéïque	10		X	
— Oeillère	15		X	
— Aides non optiques (suite)				
— Obturateur	C.S.		X	
— Supports à la lecture	75		X	
— Aides optiques				
— Système télescopique				
— monoculaire	275		X	
— binoculaire	450		X	
— Système microscopique				
— monoculaire	175		X	
— binoculaire	275		X	
Complément à l'un ou l'autre des systèmes				
— lunette	125		X	
— lentilles de contact	120		X	
— Lentilles de contact à pupille artificielle	100		X	
— Loupes et verres grossissants	35		X	
Complément:				
support approprié	C.S.		X	
— Bilentilles avec additions supérieures à 4.00 dioptries	C.S.		X	
— Aides à calculer				
— Électronique sonore	550	X		
— Mécanique	25	X		
— Électronique Braille avec lecteur tactile	1,000	X		
— Dactylographe Braille avec lecteur tactile	250	X		

	Maximum price	Sections 1	2	3
— Non-optical aids				
— Filter designed specifically for infra-red (No.-1-R)	15		X	
— Typoscope	10		X	
— View-finder	20		X	
— Stenopeic disc	10		X	
Eye-bath	15		X	
— Non-optical aids (continued)				
— Obturator	S.C.		X	
— Reading support stands	75		X	
— Optical aids				
— Telescopic system				
— Monocular	275		X	
— Binocular	450		X	
— Miscroscopic system				
— Monocular	175		X	
— Binocular	275		X	
Supplement to one or other of the systems				
— Glasses	125		X	
— Contact lenses	120		X	
— Contact lenses with artificial pupilla	100		X	
— Magnifiers and magnifying glasses	35		X	
Supplement:				
Appropriate support	S.C.		X	
— Bifocals with summation greater than 4.00 dioptres				
— Calculators				
Electronic sound	550		X	
Digital	25		X	
— Electronic Braille with tactile reader	1,000		X	
— Braille typewriter with tactile reader	250		X	

	Prix maximum	Sections 1	2	3
AIDES À L'ÉCRITURE				
— Aide à l'écriture manuscrite	40	X		
— Dactylographe conventionnel manuel	150	X		
— Dactylographe conventionnel électronique	300	X		
— Aides à l'écriture Braille				
— dactylographe manuel	225	X		
— dactylographe électrique	775	X		
— cadres et poinçons pour écriture à la main	25	X		
— marqueur Braille à ruban	C.S.	X		
AIDES À LA MOBILITÉ				
— Canne	16	X		X
— Chien-guide				
— frais d'acquisition	160	X		X
— frais d'entretien	250/an			

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle du Québec.

1641-o

	Maximum price	Sections 1	2	3
WRITING AIDS				
— Handwriting aid	40	X		
— Conventional manual typewriter	150	X		
— Conventional electric typewriter	300	X		
— Braille writing aids				
— manual typewriter	225	X		
— electric typewriter	775	X		
— frames and point for hand-writing	25	X		
— Braille tape marker	S.C.	X		
AIDS TO MOBILITY				
— Cane	16	X		X
— Seeing-eye dog				
— cost of acquisition	160	X		X
— maintenance costs	250/year			

3. This Regulation shall come into force on the date of its publication in the Québec Official Gazette.

1641-o

A.C. 3967-77, 23 novembre 1977
Règ. 77-713, 23 novembre 1977

LOI APPROUVANT LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS
(1976, c. 46)

Émission d'obligations en paiement partiel de la considération due aux termes de la Convention de la Baie James

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Émission d'obligations de la Province en paiement partiel de la considération due aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

VU QUE la Province a conclu une convention concernant le territoire de la Baie James et du Nord québécois le 11 novembre 1975 avec le Grand Council of the Crees (of Québec), la Northern Québec Inuit Association, le gouvernement du Canada, la Société d'énergie de la Baie James, la Société de développement de la Baie James et la Commission hydroélectrique de Québec et que cette convention a été modifiée le 12 décembre 1975 (cette convention ainsi modifiée étant ci-après appelée « la convention »);

VU QUE la convention a été approuvée par la Province aux termes de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (c. 46 des lois du Québec, 1976);

VU QUE la convention a également été approuvée par le Parlement du Canada aux termes de la Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois entrée en vigueur le 31 octobre 1977;

VU QUE par suite de ces approbations, la convention est en vigueur depuis le 31 octobre 1977;

VU QUE l'article 25.2 de la convention comporte l'engagement par la Province d'émettre des obligations comportant certaines caractéristiques et de remettre ces obligations aux corporations visées à la convention en paiement partiel de la considération due par la Province aux termes de la convention;

VU la recommandation à cet effet du ministre des Richesses naturelles et du ministre des Finances;

O.C. 3967-77, 23 November 1977
Reg. 77-713, 23 November 1977

ACT APPROVING THE AGREEMENT CONCERNING JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC
(1976, c. 46)

Issue of Debentures as partial payment for the consideration payable under the Agreement concerning James Bay

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Issue of Debentures of the Province as partial payment for the consideration payable under the Agreement concerning James Bay Northern Québec

WHEREAS the Province has on 11 November 1975 entered into an Agreement relating to the territory of James Bay and Northern Québec with the Grand Council of the Crees (of Québec), the Northern Québec Inuit Association, the Government of Canada, the Société d'énergie de la Baie James, the Société de développement de la Baie James and the Commission hydroélectrique de Québec and where as the said agreement was amended on 12 December 1975 (the said agreement as amended being hereinafter referred to as "the Agreement");

WHEREAS the Agreement was approved by the Province pursuant to the act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (c. 46 of the Statutes of Québec, 1976);

WHEREAS the Agreement has also been approved by the Parliament of Canada pursuant to The James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act which came into force on October 31, 1977;

WHEREAS, pursuant to the said approvals, the Agreement came into force on 31 October 1977;

WHEREAS Section 25.2 of the Agreement requires the Province to issue Debentures having certain features and to deliver same to certain legal entities referred to in the Agreement as partial payment for the consideration payable by the Province under the Agreement;

WHEREAS the Minister of Natural Resources and the Minister of Finance have made a recommendation to this effect;

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL DECRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Province émettra immédiatement en faveur des entités légales auxquelles réfèrent les chapitres 26 et 27 de la convention, des obligations d'une valeur nominale globale de quarante-cinq millions de dollars ($45,000,000) comportant les caractéristiques ci-après énoncées.

2. Ces obligations seront composées de trois tranches d'une valeur nominale globale de quinze millions de dollars ($15,000,000) chacune.

3. a) Les obligations de la première tranche seront datées du 1er novembre 1975. Elles viendront à échéance le 1er novembre 1995 sous réserve du droit conféré à leurs détenteurs d'en exiger le remboursement par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er novembre 1985 ou le 1er novembre 1990 en les remettant au siège social du Trust Général du Canada, à Montréal, au plus tard douze mois et au plus tôt six mois avant l'une ou l'autre des dates précitées, accompagnées d'un avis écrit à cet effet de tels détenteurs.

b) Les obligations de cette tranche porteront intérêt au taux de 10.55% l'an payable par chèque, semestriellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Lors de la livraison des obligations de cette tranche, la Province émettra au bénéfice des détenteurs de ces obligations un chèque pour l'intérêt couru depuis le 1er novembre 1975 jusqu'au 1er novembre 1977 avec, en plus, l'intérêt couru au même taux sur l'intérêt passé dû depuis les dates d'échéance antérieures.

4. a) Les obligations de la deuxième tranche seront datées du 1er novembre 1976. Elles viendront à échéance le 1er novembre 1996 sous réserve du droit conféré à leurs détenteurs d'en exiger le remboursement par anticipation, en totalité ou en partie, le 1er novembre 1986 ou le 1er novembre 1991 en les remettant au siège social du Trust Général du Canada, à Montréal, au plus tard douze mois et au plus tôt six mois avant l'une ou l'autre des dates précitées, accompagnées d'un avis écrit à cet effet de tels détenteurs.

b) Les obligations de cette deuxième tranche porteront intérêt au taux de 10.15% l'an payable par chèque, semestriellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Lors de la livraison des obligations de cette deuxième tranche, la Province émettra au bénéfice des détenteurs de ces obligations un chèque pour l'intérêt couru depuis le 1er novembre 1976 jusqu'au 1er novembre 1977 avec, en plus, l'intérêt couru au même taux sur l'intérêt passé dû depuis les dates d'échéance antérieures.

THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL ORDERS AS FOLLOWS:

1. The Province shall issue forthwith Debentures for an aggregate principal amount of forty-five million dollars ($45,000,000) having the features hereinafter set forth, to the legal entities referred to in Sections 26 and 27 of the Agreement.

2. These Debentures shall consist of three series, each for an aggregate principal amount of fifteen million dollars ($15,000,000).

3. (a) The first series Debentures shall be dated 1 November 1975 and shall mature on 1 November 1995 subject to the right of their holders to elect that they be prepaid, in whole or in part, on 1 November 1985 or on 1 November 1990 by delivering them to the head office of General Trust of Canada, in Montreal, not more than twelve months nor less than six months prior to the applicable prepayment date, together with a written notice of election to that effect from the said holders.

(b) The said first series Debentures shall bear interest at the rate of 10.55% per annum payable by cheque, half-yearly on 1 May and 1 November in each year. Upon delivery of the said first series Debentures, the Province shall issue for the benefit of the holders of such Debentures a cheque for accrued interest from 1 November 1975 to 1 November 1977 together with interest, at the same rate, on any accrued interest from past maturity dates.

4. (a) The second series Debentures shall be dated as of 1 November 1976 and shall mature on November 1, 1996 subject to the right of their holders to elect that they be prepaid, in whole or in part, on 1 November 1986 or on 1 November 1991 by delivering them to the head office of General Trust of Canada, in Montreal, not more than twelve months nor less than six months prior to the applicable prepayment date together with a written notice of election to that effect from the said holders.

(b) The said second series Debentures shall bear interest at the rate of 10.15% per annum payable by cheque, halfyearly on 1 May and 1 November in each year. Upon delivery of the said series Debentures, the Province shall issue for the benefit of the holders of such Debentures a cheque for accrued interest from 1 November 1976 to 1 November 1977 together with interest at the same rate on any accrued interest from past maturity dates.

5. a) Les obligations de la troisième tranche seront datées du 1er novembre 1977. Elles viendront à échéance le 1er novembre 1997 sous réserve du droit conféré à leurs détenteurs d'en exiger le remboursement par anticipation en totalité ou en partie, le 1er novembre 1987 ou le 1er novembre 1992 en les remettant au siège social du Trust Général du Canada, à Montréal, au plus tard douze mois et au plus tôt six mois avant l'une ou l'autre des dates précitées, accompagnées d'un avis écrit à cet effet de tels détenteurs.

b) Les obligations de cette troisième tranche porteront intérêt aux taux de 9.80% l'an payable par chèque, semestriellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année et, pour la première fois, le 1er mai 1978.

6. Les obligations de ces trois tranches (ci-après appelées ensemble les « obligations »)

a) seront payables en capital et intérêt en monnaie ayant cours légal au Canada à toute succursale au Canada de toute banque régie par la Loi sur les banques, au choix du détenteur;

b) seront émises sous forme de titres entièrement nominatifs seulement en coupures de multiples de $1,000 non inférieures cependant à $5,000;

c) ne seront pas rachetables par anticipation au seul gré de la Province;

d) seront échangeables, sans frais pour leurs détenteurs, sur remise au Trust Général du Canada, à son siège social à Montréal, pour des obligations de toutes autres coupures autorisées, de même d'intérêt, de même échéance et de même valeur nominale globale;

e) ne seront pas cessibles sauf en faveur des entités légales auxquelles réfèrent les chapitres 26 et 27 de la convention ou en faveur des Cris de la Baie James et des Inuit du Québec visés par la convention, leurs détenteurs pouvant également céder le capital des obligations avant échéance conjointement en faveur de ces détenteurs et d'une compagnie de fiducie, banque à charte ou caisse populaire;

f) seront rédigées en français et en anglais et comporteront les dispositions que leurs signataires jugeront non substantiellement incompatibles avec les dispositions des présentes;

g) seront revêtues de la signature imprimée du ministre des finances en poste à la date des présentes et de la

5. (a) The third series Debentures shall be dated as of November 1, 1977 and shall mature on 1 November 1997 subject to the right of their holders to elect that they be prepaid, in whole or in part,on 1 November 1987 or on 1 November 1992 by delivering them to the head office of General Trust of Canada, in Montreal, not more than twelve months nor less than six months prior to the applicable prepayment date together with a written notice of election to that effect from the said holders.

(b) The said third series Debentures shall bear interest at the rate of 9.80% per annum payable by cheque, half-yearly on 1 May and 1 November in each year and, for the first time, on 1 May 1978.

6. The Debentures of the said three series (hereinafter collectively called the "Debentures")

(a) shall be payable as to principal and interest in the legal tender of Canada ay any branch in Canada of any bank governed by the Bank Act, at the holder's option;

(b) shall be issued in fully registered form only in denominations of multiples of $1,000 but of not less than $5,000;

(c) shall not be redeemable prior to maturity at the sole option of the Province;

(d) shall be exchangeable, free of charge for the holders thereof, for an equal aggregate principal amount of Debentures in any other authorized denomination, bearing the same interest rate and of the same maturity, by surrendering them at the head office of General Trust of Canada, in Montreal;

(e) shall not be transferable except as between the legal entities referred to in Sections 26 and 27 or the Agreement and as between the James Bay Crees and the Inuit of Québec referred to in said Agreement, the holders thereof having also the right to assign the principal on the Debentures prior to maturity jointly to said holders and to a trust company, chartered bank or caisse populaire;

(f) shall be drawn up in French and in English and shall have the other features that their signatories shall deem not substantially inconsistent with the provisions herewith;

(g) shall bear the printed signature of the Minister of Finance in office at the date hereof and the hand-written

signature manuscrite du sous-ministre des finances en poste à la date de la signature ou pour son compte, de celle de l'un ou l'autre des sous-ministres adjoints des finances, du directeur de la gestion de la dette, du directeur des nouveaux emprunts, du directeur du contrôle des émissions ou du directeur de la gestion de la caisse au ministère des finances en poste à la date de la signature. Cette signature imprimée aura le même effet qu'une signature manuscrite et les obligations auront le même effet que si le sceau de la Province y était apposé.

7. Conformément aux dispositions de l'article 31 de la Loi de l'administration financière (c. 17 des lois du Québec, 1970), le fonds consolidé du revenu est grevé du montant des obligations en capital et intérêts.

8. Le ministre des finances tiendra des registres pour l'immatriculation des obligations et y fera inscrire tous les renseignements pertinents relatifs aux obligations.

9. Le Trust Général du Canada agira comme registraire et agent de transfert des obligations conformément aux dispositions de la Convention relative aux emprunts de la Province de Québec sur le marché canadien des capitaux conclue avec effet du 1er avril 1974 entre la Province et le Trust Général du Canada.

10. Les obligations seront livrées et les paiements des intérêts échus visés par les articles 3*b* et 4*b* ci-dessus seront faits aux entités légales visées par les chapitres 26 et 27 de la convention et dans la proportion stipulée à l'article 25.4 de celle-ci.

11. La Province assumera tous les frais relatifs à l'émission des obligations et à leur livraison initiale.

12. N'importe lequel du ministre des finances, du sous-ministre des finances, des sous-ministres adjoints des finances, du directeur de la gestion de la dette, du directeur des nouveaux emprunts ou du directeur de la gestion de la caisse au ministère des finances est autorisé à encourir les dépenses nécessaires à l'émission et à la livraison des obligations, à livrer les obligations et à poser les actes et à signer les documents nécessaires ou utiles aux fins de donner plein effet aux présentes, y compris toute convention requise avec le Trust Général du Canada.

signature of the Deputy Minister of Finance in office on the date of signing or, on the latter's behalf, of any one of the Assistant Deputy Ministers of Finance, of the Director of the Debt Management Service, of the Director of the New Loans Section, of the Director — Control of outstanding issues and of the Director of the Cash Management Service of the Department of Finance in office on the date of signing. Such printed signature shall have the same effect as a hand-written signature and the Debentures shall have the same effect as if sealed with the seal of the Province.

7. In accordance with Section 31 of the Financial Administration Act (c. 17 of the Statutes of Québec, 1970), the Consolidated Revenue Fund shall be charged with the principal and interest on the Debentures.

8. The Minister of Finance shall maintain registers for the registration of the Debentures and shall record therein all relevant information relating to the Debentures.

9. General Trust of Canada shall act as Registrar and Transfer Agent for the Debentures in accordance with the Agreement relating to the loans made by the Province of Québec on the Canadian market entered into as of 1 April 1974 between the Province and General Trust of Canada.

10. The Debentures shall be delivered and the payments of matured interest provided for by Sections 3*b* and 4*b* hereinabove mentioned shall be made to the legal entities referred to in Sections 26 and 27 of the Agreement and in the proportion provided for in Section 25.4 of the Agreement.

11. The Province shall bear all costs relating to the issue and initial delivery of the Debentures.

12. Any one of the Minister of Finance, of the Deputy Minister of Finance, of the Assistant Deputy Ministers of Finance, of the Director of Debt Management Service, of the Director of the New Loans Section or of the Director of the Cash Management Service of the Department of finance is authorized to incur the expenses necessary for the issue and delivery of the Debentures, to deliver the Debentures and to do such things and to execute such documents as may be necessary or expedient to give full force and effect to the provisions herein set forth, including any required agreement with General Trust of Canada.

Avis

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

LOI SUR L'ASSURANCE RÉCOLTE
(1974, c. 31)

Avis est donné que, conformément à l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31), le « Règlement concernant l'assurance des fraisières et des framboisières » adopté par la Régie de l'assurance-récolte du Québec et publié à la partie 2 de la *Gazette officielle du Québec*, édition du 14 septembre 1977, aux pages 4693 à 4698, a été approuvé avec modifications, le 10 novembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil 3763-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Régie de l'assurance-récolte du Québec,

Le Président et directeur général,
ROBERT SAMSON.

Québec, le 15 novembre 1977.

A.C. 3763-77, 10 novembre 1977
Règ. 77-671, 15 novembre 1977

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(1974, c. 31)

Fraisières et framboisières

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le « Règlement concernant l'assurance des fraisières et des framboisières ».

ATTENDU QU'en vertu de l'article 74 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31), la Régie de l'assurance-récolte du Québec peut adopter des règlements concernant l'application de cette Loi;

ATTENDU QUE, lors d'une assemblée tenue le 20 juillet 1977, la Régie de l'assurance-récolte du Québec a adopté le Règlement concernant l'assurance des fraisières et des framboisières;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31), les règlement adoptés par la Régie de l'assurance-récolte du Québec doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* avec avis qu'à l'expira-

Notices

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

Notice is given that, in accordance with section 75 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31), the "Regulation respecting the insurance of strawberry fields and raspberry fields made by the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* and published in Part 2 of the *Québec official Gazette* of 14 September 1977, pages 4693 to 4698 was approved with amendments on 10 November 1977 under order in Council 3763-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

La Régie de l'assurance-récolte du Québec,

ROBERT SAMSON,
President and General Manager.

Québec, 15 November 1977.

O.C. 3763-77, 10 November 1977
Reg. 77-671, 15 November 1977

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

Srawberry fields and raspberry fields

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the "Regulation respecting the insurance of strawberry fields and raspberry fields".

WHEREAS under section 74 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31), the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* may make regulations respecting the application of this Act;

WHEREAS at a meeting held on 20 July 1977 the *Régie de l'assurance récolte du Québec* made the "Regulation respecting the insurance of strawberry fields and raspberry fields";

WHEREAS under section 75 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31) the regulations made by the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* must be published in the *Québec Official Gazette* with a notice that upon the expiry of fifteen

tion des quinze jours suivant cette publication, ils seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le Règlement concernant l'assurance des fraisières et des franboisières a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 14 septembre 1977, avec avis qu'à l'expiration des quinze jours suivant cette publication, il serait soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit Règlement tel qu'il apparaît, avec modifications, en annexe du présent arrêté.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture:

QUE soit approuvé le Règlement concernant l'assurance des fraisières et des framboisières suivant le texte du projet annexé au présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

days following such publication, they shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval;

WHEREAS the "Regulation respecting the insurance of strawberry fields and raspberry fields" was published in the *Québec Official Gazette* of 14 September 1977 with a notice that upon the expiry of fifteen days following such publication it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation be approved as it appears with amendments annexed hereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the "Regulation respecting the insurance of strawberry fields and raspberry fields" be approved as annexed hereto.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant l'assurance des fraisières et des framboisières

Loi sur l'assurance-récolte
(1974, c. 31, a. 74)

Section I

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement les expressions suivantes signifient:

a) fraisière: un terrain planté de fraisiers;

b) framboisière: un terrain planté de framboisiers;

c) Loi: la Loi sur l'assurance-récolte (1974, c. 31);

d) Régie: la Régie de l'assurance-récolte du Québec;

e) rendement moyen: le rendement déterminé par la Régie en vertu du troisième alinéa de l'article 47 de la Loi;

Regulation respection the insurance of strawberry fields and raspberry fields

Crop Insurance Act
(1974, c. 31, s. 74)

Division I

DEFINITIONS

1. In this Regulation the following words and expressions mean:

(a) strawberry field: a plot of land planted in strawberry plants;

(b) raspberry field: a plot of land planted in raspberry plants;

(c) Act: the Crop Insurance Act (1974, c. 31);

(d) Régie: the *Régie de l'assurance-récolte du Québec*;

(e) average yield: the yield determined by the Régie under the third paragraph of section 47 of the Act;

f) valeur assurable: la valeur établie conformément à la section IV du présent règlement;

g) valeur assurée: la valeur établie conformément à la section III du présent règlement.

Section II

ADMISSIBILITÉ

2. Sont assurables en vertu du présent programme les catégories de récoltes suivantes:

a) les fraisières de l'année d'implantation ainsi que celles de la première et deuxième année de production.

b) les framboisières des deux (2) années d'implantation ainsi que celles des première, deuxième et troisième années de production.

3. Le producteur doit assurer toute l'étendue cultivée et acceptée par la Régie.

4. Outre la condition prévue à l'article 3 du présent règlement, les fraisières et les framboisières sont admissibles à l'assurance si:

a) elles sont cultivées sur une superficie minimum d'une acre (0.4 hectare);

b) elles sont plantées de variétés recommandées par le Conseil des productions végétales du Québec (C.P.V.Q.);

c) elles sont cultivées selon les techniques et les normes recommandées par le C.P.V.Q.;

d) elles ont été préalablement inspectées par la Régie.

Section III

PROTECTION ET DURÉE DE LA PROTECTION

5. L'assurance est en vigueur à compter du premier novembre d'une année jusqu'au 31 octobre de l'année suivante.

6. L'assurance, pendant qu'elle est en vigueur, protège les fraisières et les framboisières comme suit:

a) contre l'action nuisible d'un élément naturel visé dans les paragraphes *a* à *j* de l'article 24 de la Loi, lorsqu'il s'agit des années d'implantation mentionnées à l'article 2 du présent règlement;

(f) insurable value: the value established in accordance with Division IV of this Regulation;

(g) insured value: the value established in accordance with Division III of this Regulation.

Division II

ELIGIBILITY

2. The following categories of crops are insurable under this programme:

(a) strawberry fields in the year of planting as well as those in their first and second year of production;

(b) raspberry fields in two (2) years of planting as well as those in their first, second and third year of production.

3. The producer must insure the whole of the cultivated area accepted by the Régie.

4. In addition to the provision in section 3 of this Regulation, strawberry fields and raspberry fields qualify for insurance if:

(a) they are cultivated on at least one acre of land (0.4 hectare);

(b) they are planted in varieties recommended by the Plant Production Council of Québec (P.P.C.Q.);

(c) they are cultivated in accordance with the techniques and standards recommended by the P.P.C.Q.;

(d) they are inspected beforehand by the Régie.

Division III

PROTECTION AND DURATION OF PROTECTION

5. The insurance is in force from 1 November of one year until 31 October of the following year.

6. While in force, the insurance protects the strawberry and raspberry fields as follows:

(a) against the harmful effects of one of the forces of nature contemplated in paragraphs *a* to *j* of section 24 of the Act for the planting years referred to in section 2 of this Regulation;

b) contre l'action nuisible de la sécheresse et de la formation de glace dans le sol et le gel au cours des mois de novembre à avril, visés aux paragraphes *e* et *j* de l'article 24 de la Loi, lorsqu'il s'agit des années de production mentionnées à l'article 2 du présent règlement.

7. Au cours des années d'implantation, la crue des eaux est admise comme cause de perte pourvu qu'elle survienne pendant que l'assurance est en vigueur et qu'elle constitue un événement exceptionnel provoqué par l'un des éléments naturels énumérés à l'article 24 de la Loi.

8. L'assurance protège 70% de la valeur assurable des fraisières et des framboisières.

Par exception, cependant, la valeur assurable des fraisières de deuxième année de production est établie à 50% de la valeur assurable de celles de première année et, au cours des années d'implantation des fraisières et des framboisières, la protection se limite aux dispositions de l'article 19 du présent règlement.

Section IV

VALEUR ASSURABLE

9. Le montant de la valeur assurable est le produit du rendement moyen par le prix unitaire et par la superficie de la plantation.

10. Le producteur désireux d'assurer sa fraisière ou sa framboisière doit, avant le 1er octobre, en faire la demande à la Régie et payer la cotisation exigible.

Section V

AVIS DE DOMMAGES

11. L'assuré, dès qu'il constate que l'un des éléments naturels visés à l'article 6 du présent règlement produit des dommages dans sa plantation, doit en aviser la Régie dans les plus brefs délais et au plus tard le premier juin en ce qui concerne le gel d'hiver prévu au paragraphe *j* de l'article 24 de la Loi.

12. L'avis de dommages peut être formulé verbalement ou par écrit. L'avis formulé verbalement est acceptable s'il est confirmé par écrit.

13. L'avis de dommages doit être formulé à une époque qui puisse permettre à la Régie d'effectuer les constatations d'usage.

(b) against the harmful effects of drought and the formation of ice in the soil and freezing of the soil during the months of November to April, contemplated in paragraphs *e* and *j* of section 24 of the Act, for the years of production referred to in section 2 of this Regulation.

7. During planting years, flood is an accepted cause of loss, provided it occurs while the insurance is in force and is an exceptional occurrence caused by one of the forces of nature listed in section 24 of the Act.

8. The insurance protects 70% of the insurable value of the strawberry fields and raspberry fields.

However, by way of exception, the insurable value of strawberry fields in their second year of production is established at 50% of the insurable value of those in their first year and, during the planting years of strawberry fields and raspberry fields, protection is limited to the provisions of section 19 of this Regulation.

Division IV

INSURABLE VALUE

9. The amount of the insurable value is the product of the average yield multiplied by the unit price and by the area planted.

10. A producer who wishes to insure his strawberry field or raspberry field must, before 1 October, make application to that effect to the Régie and pay the required assessment.

Division V

NOTICE OF DAMAGE

11. As soon as the insured discovers that any of the forces of nature contemplated in section 6 of this Regulation causes damage to his field, he must notify the Régie thereof as soon as possible and not later than 1 June in the case of winter freezing provided for in paragraph *j* of section 24 of the Act.

12. The notice of damage may be given verbally or in writing. To be accepted, the notice of damage given verbally must be confirmed in writing.

13. The notice of damage must be given at a time when it is possible for the Régie to make routine investigations.

14. L'avis de dommages doit indiquer la culture endommagée, l'étendue affectée et la cause de perte.

15. L'assuré qui néglige de donner un avis de dommages dans la forme et le délai prescrits ne peut réclamer le paiement d'une indemnité.

14. The notice of damage must describe the crop affected, the extent of the damage and the cause of the loss.

15. The insured who fails to give notice of damage in the prescribed form and within the required time cannot claim payment of an indemnity.

Section VI

EXPERTISE ET INDEMNITÉ

16. En cas de perte, l'indemnité à laquelle l'assuré a droit est établie d'après la différence entre la valeur assurée et la valeur réelle de la fraisière ou framboisière après dommages tels que déterminés par expertise.

17. Lorsque la perte est due à une cause autre que la sécheresse l'expertise est exécutée par un inspecteur selon la méthode individuelle d'échantillonnage dans le champ, décrite pour les fraisières à l'annexe A et pour les framboisières à l'annexe B.

Lorsque la perte a été causée par la sécheresse, l'expertise est exécutée par un inspecteur en vue d'établir le pourcentage moyen de perte de la région affectée.

18. Lorsque les méthodes d'échantillonnage décrites à l'article précédent ne peuvent être exécutées, la Régie peut expertiser par tout autre moyen lui permettant de contrôler et d'évaluer la perte.

19. Si des dommages, supérieurs à 10%,surviennent durant les années d'implantation, ils donnent droit à des paiements de compensation basés sur des travaux exécutés au préalable, selon les taux à l'acre, ou à l'hectare, déterminés à l'annexe C.

20. Le présent règlement entre un vigueur à la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil.

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE D'UNE FRAISIÈRE

Annexe A

1. Le principe de base est de déterminer 5 sites de 50 pieds de long sur lesquels on comptera le nombre de plants-mères.

* On comptera également le nombre de feuilles sur les 5 derniers plants-mères.

---

* Puisque l'on connaît la distance entre les plants, le décompte se fera plus rapidement en comptant seulement les plants manquants.

Division VI

APPRAISAL AND ENDEMNITY

16. In the event of loss, the indemnity to which the insured is entitled is determined according to the difference between the insured value and the actual value of the strawberry field or raspberry field after damage as determined by appraisal.

17. Where the loss is due to a cause other than drought, the appraisal is made by an inspector according to the method of individual sampling in the field, as described in Schedule A for strawberries and in Schedule B for raspberries.

Where the loss is due to drought, the appraisal is made by an inspector for the purpose of establishing the average percentage loss in the region affected.

18. Where the sampling methods described in the preceding section cannot be carried out, the *Régie* may make the appraisal by any other method that allows inspection and evaluation of the loss.

19. If, during planting years, damage occurs in a proportion greater than 10%, there is a right to compensation payments based on the work already carried out, according to the rates per acre or par hectare, as given in Schedule C.

20. This Regulation shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

METHOD OF SAMPLING A STRAWBERRY FIELD

Schedule A

1. The basic principle is to select 5 sites 50 feet long on which are counted the number of stools.

* The number of leaves on the last 5 stools is also counted.

---

* As the distance between the plants is known, the count may be made more quickly by counting only the missing plants.

2. LOCALISATION DES SITES

a) l'ordonnée:
déterminer la superficie approximative du champ à échantillonner et le multiplier par 40.

b) l'abscisse:
choisir au hasard un chiffre parmi le nombre de rangs pour le rang de départ, pour les autres sites on procédera par intervalle régulier.

3. Pour calculer l'espacement entre les rangs, mesurer à partir du centre d'un rang au centre du onzième rang en suivant une trajectoire perpendiculaire aux rangs et diviser par 10 ou par tout autre décompte concordant selon le cas.

2. FIXING THE SITES

(a) ordinate:
the approximate area of the field to be sampled is determined and this figure is multiplied by 40.

(b) abscissa:
the row where sampling is begun is chosen at random; for the other sites samples are taken at regular intervals.

3. The distance between the rows is calculated by measuring from the centre of one row to the centre of the eleventh row therefrom along a line perpendicular to the rows and dividing this figure by ten or by any other corresponding factor, as the case may be.

MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE D'UNE FRAMBOISIÈRE

Annexe B

1. Le principe de base est de déterminer 5 sites de 10 pieds de long sur lesquels on comptera le nombre de tiges.

2. LOCALISATION DES SITES

a) l'ordonnée:
déterminer la superficie approximative du champ à échantillonner et le multiplier par 40.

b) l'abscisse:
choisir au hasard un chiffre parmi le nombre de rangs pour le départ, pour les autres sites on procédera par intervalle régulier.

3. Pour calculer l'espacement entre les rangs, mesurer à partir du centre d'un rang au centre du onzième rang en suivant une trajectoire perpendiculaire aux rangs et diviser par 10 ou par tout autre décompte concordant selon le cas.

METHOD OF SAMPLING A RASPBERRY FIELD

Schedule B

1. The basic principle is to select 5 sites 10 feet long on which are counted the number of canes.

2. FIXING THE SITES

(a) ordinate:
the approximate area of the field to be sampled is determined and this figure is multiplied by 40.

(b) abscissa:
the row where sampling is begun is chosen at random; for the other sites samples are taken at regular intervals.

3. The distance between the rows is calculated by measuring from the centre of one row to the centre of the eleventh row therefrom along a line perpendicular to the rows and dividing this figure by ten or by any other corresponding factor, as the case may be.

Annexe C

Montants alloués pour paiements de compensation (80% des frais encourus)

Travaux exécutés	Taux à l'acre	Taux à l'hectare
Labour	$ 7.00	$ 17.50
Hersage	1.50	3.75
Fertilisation	65.00	162.50
Plants	280.00	700.00
Sarclage	10.00	25.00
Pesticides	90.00	225.00

1647-o

Schedule C

Amounts allotted for compensation payments (80% of costs incurred)

Work carried out	Rate per acre	Rate per hectare
Plowing	$ 7.00	$ 17.50
Harrowing	1.50	3.75
Fertilization	65.00	162.50
Plants	280.00	700.00
Weeding	10.00	25.00
Pesticides	90.00	225.00

1647-o

AVIS

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE
(1974, c. 31)

**Fraisières et framboisières —
Prix unitaires et taux de cotisation**

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi pour l'assurance des fraisières et des framboisières les prix unitaires et taux de cotisation suivants:

1) Prix unitaires:

a) pour les fraisières

i) de première année de production	$1,200. l'acre $2,965. l'hectare
ii) de deuxième année de production	$ 600. l'acre $1,483. l'hectare
b) pour les frambroisières	$ 800. l'acre $1,977. l'hectare

2) Taux de cotisation:

Fraisières et framboisières	$ 24.00 l'acre $ 59.00 l'hectare

A/ N.B. Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

B/ N.B. Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque le producteur signe sa demande d'assurance avant le 30 septembre de l'année où la protection sera en vigueur. Cet escompte est calculé à raison de 2% par mois complet de paiement, par anticipation, sans toutefois dépasser le 30 septembre de l'année où la protection sera en vigueur.

Le vice-président et directeur général adjoint,
JEAN BLANCHET.

1647-o

NOTICE

CROP INSURANCE ACT
(1974, c. 31)

**Strawberry fields and raspberry fields —
Unit prices and assesment rates**

Notice is given in accordance with section 28 of the Crop Insurance Act (1974, c. 31) that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* has fixed the following unit prices and assessment rates:

(1) Unit prices:

(a) for strawberry fields

(i) in the first year of production	$1,200. per acre $2,965. per hectare
(ii) in the second year of production	$ 600. per acre $1,483. per hectare
(b) for raspberry fields	$ 800. per acre $1,977. per hectare

(2) Assesment rates:

Strawberry fields and raspberry fields	$24.00 per acre $59.00 per hectare

A/ N.B. The assessment rates indicated above represent the part payable by the insured, that is, 50% of the total premium.

B/ N.B. There be a discount on the assessment payable where the producer signs his application for insurance prior to 30 Septembre of the year during which the protection will be in force. This discount shall be computed at the rate of 2% per complete month of advance payment, without however, going beyond 30 September of the year during which the protection will be in force.

JEAN BLANCHET,
Vice-President and Assistant General Manager.

1647-o

AVIS

LOI DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
(L.Q., 1968, c. 66)

Avis est par la présente donné que l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec a modifié le règlement général 17.b relatif à l'engagement du personnel de l'Université du Québec, de ses universités constituantes, écoles supérieures, instituts de recherche et autres unités régies par des commissions créées en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec comme suit:

1) Les articles 1, 2, 3 et 4 du règlement général 17.b sont remplacés par les suivants:

Article 1

Compte tenu des dispositions du présent règlement, le Conseil d'administration d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec, régit par règlements internes, par protocoles ou par conventions collectives adoptés en vertu des articles 42 ou 56 de la Loi de l'Université du Québec, l'engagement du personnel à son emploi.

Article 2

Toute personne à l'emploi d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec est engagée au titre de l'une des catégories suivantes:

a) le personnel d'enseignement ou de recherche,

b) le personnel de cadre,

c) le personnel professionnel,

d) le personnel technique et de bureau,

e) le personnel ouvrier.

Article 3

Toute convention collective ou toute entente faite entre une université constituante, école supérieure, institut de

NOTICE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ACT
(S.Q., 1968, c. 66)

Notice is hereby given that the Board of Governors of the Université du Québec has amended by-law 17.b governing the engagement of staff for the Université du Québec, its constituent universities, superior schools, research institutes and other units governed by committees set up under section 22 of the Université du Québec Act as follows:

(1) . Section 1, 2, 3 and 4 of by-law 17.b are replaced by the following:

Section 1

Contingent upon the provisions of this by-law, the board of directors of a constituent university, superior school, research institute or other unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act regulates the hiring of staff in its service by means of internal administration by-laws, by protocols or by labour conventions adopted under sections 42 or 56 of the Université du Québec Act.

Section 2

Anyone employed by a constituent university, superior school, research institute or other unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act is hired into one of the following categories:

(a) the teaching and research staff,

(b) executive or management staff,

(c) professionial staff,

(d) technical and office staffs,

(e) workers.

Section 3

Collective agreement or understanding between a constituent university, superior school, research institute or other

recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec et un syndicat, association ou groupe d'employés de telle institution doit, pour être valide, être signée par les officiers autorisés des dites unités et le président de l'Université du Québec.

unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act, and an association or group of employees of such an institution must, in order to be valid, be signed by authorized officers of the said units and the President of the Université du Québec.

Article 4

Les conditions de travail des employés de cadre de l'Université du Québec, d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec sont celles qui apparaissent à l'annexe VIII du présent règlement et qui en font partie, le tout sans préjudice au droit d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec de prévoir des conditions particulières de travail pour ces mêmes employés, sous réserve que celles-ci ne soient pas plus avantageuses que celles prévues par l'annexe VIII du présent règlement.

Section 4

Employment conditions for managerial employees of the Université du Québec, a constituent university, superior school, research institute or other unit governed by a committee set un under section 22 of the Université du Québec Act are those set forth in Appendix VIII of this by-law. The Appendix VIII of this by-law and both in no way prejudice the right of any constituent university, superior school, research institute and other unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act to provide special employment conditions for its employees, provided such conditions are not superior to those provided for in Appendix VIII of this by-law.

2) L'annexe VIII dudit règlement est remplacée par la suivante:

(2) Appendix VIII of the said by-law by the following:

Annexe VIII

Protocole relatif aux conditions de travail des employés de cadre de l'Université du Québec, d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche et autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec.

Appendix VIII

Protocol dealing with employment conditions for managerial employee of the Universit du Québec, a constituent univesity, superior school, research institute or other unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act.

Article 1

But du protocole

1.01 Objet: ce règlement a pour objet de régir les conditions de travail applicables aux employés de cadre de l'Université du Québec, des universités constituantes, écoles supérieures, instituts de recherche et des autres unités régies par des commissions créées en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec.

Section 1

Object of the protocol

1.01 The object of this protocol is to govern employment conditions for managerial employees of the Université du Québec, constituent universities, superior schools, research institutes and other units governed by committees set up under section 22 of the Université du Québec Act.

Article 2

Définitions des termes

2.01 Dans le présent protocole, les expressions et termes suivants désignent:

a) « Université »: l'Université du Québec, une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou une unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec, selon le cas;

b) « Comité exécutif »: le Comité exécutif de l'Université du Québec, d'une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou d'une unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec, selon le cas ou, dans les cas où tel comité n'existe pas, le conseil d'administration;

c) « employé de cadre »: toute personne occupant une fonction désignée comme telle par le Comité exécutif;

d) « supérieur hiérarchique »: personne occupant une fonction désignée comme telle par le Comité exécutif;

e) « supérieur immédiat »: la personne occupant le poste au niveau d'autorité immédiatement supérieur à celui de l'employé;

f) « programme de rémunération des cadres »: désigne le programme adopté de temps à autre par résolution de l'Assemblée des gouverneurs et prévoyant certaines modalités pour l'évaluation des postes de cadres et la rémunération de leur titulaire.

Section 2

Definition of terms

2.01 In this protocol the following expressions mean:

(a) "Université": means the Université du Québec, a constituent university, superior school, research institute or a unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act, as applicable;

(b) "Executive committee": means the executive committee of the Université du Québec, a constituent university, superior school, research institute or of a unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act, as applicable. Where there is no such committee, the expression means the board of directors;

(c) "managerial employee": means anyone filling a position designated as such by the executive committee;

(d) "line supervisor": means anyone designated as such by the executive committee;

(e) "immediate supervisor": means that person filling a position at a level of authority immediately above that of the employee;

(f) "managerial employee salary scale": means a salary scale adopted from time to time by a Board of Governors resolution and providing certain means of appraising managerial positions and their incumbents.

Article 3

Pratiques et responsabilités professionnelles

3.01 L'employé de cadre fournit à l'Université, d'une manière exclusive, toute activité reliée aux responsabilités qui lui sont confiées par l'Université. Celle-ci s'efforcera d'utiliser d'une manière optimale la compétence de son personnel de cadre.

3.02 L'Université et l'employé de cadre respectent l'éthique propre à l'exercice de chaque fonction. Toute information que l'employé de cadre possède relativement à l'exercice de sa fonction est confidentielle.

Section 3

Professional practices and responsabilities

3.01 A managerial employee shall provide the University exclusively with work related to the responsabilities which are entrusted to him by the University and the latter shall do its utmost to make optimum use of each managerial employee's capabilities.

3.02 The University and the managerial employee shall abide by the code of ethic governing the practice of any office. All information that the managerial employee possesses regarding the practice of his duties in confidential.

3.03 L'Université ne doit exercer aucune influence venant en conflit avec les règles de l'art, de l'efficacité, de l'économie et de la technique dans l'élaboration et la mise en oeuvre des travaux relevant de la compétence d'un employé de cadre.

3.04 Tout document technique préparé pour l'Université par un employé de cadre ou sous sa direction doit être signé par lui; il en porte la responsabilité professionnelle. Cependant, l'utilisation de la teneur de tel document reste la prérogative de l'Université qui en demeure propriétaire et en porte la responsabilité comme usager.

3.05 Nonobstant le paragraphe précédent, aucun employé de cadre n'est tenu de signer un document technique qu'il ne peut endosser au plan professionnel, ni modifier un document technique qu'il a signé et qu'il croit exact sur le plan professionnel.

3.03 The University shall exert no ingluence whatever that runs counter to the rules of art, efficiency, thrift and technique in implementing and carrying out any project for which a managerial employee is responsible.

3.04 Any document prepared by or under the direction of a managerial employee shall be signed by him since he is professionally responsible therefor. However, the use of such document's contents remain the University's prerogative: the document remains University property and it assumes responsibility for the use of same.

3.05 Notwithstanding the foregoing paragraph, no managerial employee may be obliged to sign a technical document that professional ethics forbid him to endorse, nor can he alter a technical document he has sighed and believes to be professionally correct.

Article 4

Non discrimination

4.01 L'Université ou l'employé de cadre ne doit, directement ou indirectement, exercer de menace, contrainte, discrimination ou distinction injuste contre un employé ou tout autre employé de cadre à cause de son origine ethnique, de ses croyances, de son sexe, de sa langue ou de ses opinions.

4.02 À l'intérieur comme à l'extérieur de l'Université, il est reconnu à tout employé de cadre jouissance de ses libertés politiques, dans le respect de ses obligations envers l'Université.

Section 4

No discrimination

4.01 The Univessity or managerial employee shall not, directly or indirectly, threaten, restrain or discriminate an employee on the grounds of origin, creed, sex, language or opinions.

4.02 Every managerial employee has the right to political freedom inside or outside the University, provided he respects his commitments to the University.

Article 5

Contrat d'engagement

5.01 Sujet au droit de l'Université de résilier un contrat pour cause:

a) un employé de cadre est embauché pour un contrat d'une année commençant le 1er juin et prenant fin le 31 mai suivant. Toutefois, le contrat d'un employé de cadre embauché avant le 1er janvier prend fin le 31 mai de l'année courante, et le contrat d'un employé de cadre embauché après le 1er janvier prend fin le 31 mai de l'année suivante;

b) suite à une évaluation par le supérieur immédiat, approuvée par le supérieur hiérarchique, le contrat de l'employé de cadre est renouvelé, s'il y a lieu, pour une durée d'une année additionnelle;

Section 5

Hiring contract

5.01 Subject to the University's right to cancel a contract for valid reason:

(a) A managerial employee is hired for a one-year contract beginning June 1 and ending May 31. However, the contract of a managerial employee hired prior to January 1 expires on May 31 of the current year; the contract of a managerial employee hired after January 1 expires on May 31 of the following year;

(b) Following the appraisal by the immediate supervisor, approved by the line supervisor, a managerial employee's contract shall be renewed if applicable for the duration of an additional year;

c) à l'expiration du deuxième contrat, suite à une évaluation par le supérieur immédiat, approuvée par le supérieur hiérarchique, le contrat est renouvelé, s'il y a lieu, pour une durée de 2 ans;

d) après le troisième contrat, suite à une évaluation par le supérieur immédiat, approuvée par le supérieur hiérarchique, le contrat de l'employé de cadre est renouvelé pour une durée de cinq ans à moins qu'il n'ait reçu l'avis de non renouvellement prévu au paragraphe 5.02. Sujet aux mêmes conditions, tout renouvellement ultérieur s'effectue pour de périodes successives de cinq (5) ans.

5.02 L'Université donnera un avis écrit de non renouvellement de trois mois avant l'expiration d'un contrat d'un an et de six mois dans le cas d'un contrat de deux ans ou plus, s'il y a lieu. L'avis indiquera les raisons du non renouvellement.

5.03 L'employé de cadre qui quitte le service de l'Université doit donner, avant son départ, un avis écrit d'un mois, excluant la période de ses vacances, à moins d'entente avec son supérieur hiérarchique.

5.04 L'Université peut exiger avant l'embauche d'un employé de cadre un examen médical par un médecin de son choix.

5.05 Le Comité exécutif de l'Université du Québec peut autoriser un Comité exécutif à accorder à un employé de cadre, pour des raisons exceptionnelles, un contrat dont la durée ou les avantages excèdent ceux prévus au présent protocole.

De même, le Comité exécutif de l'Université du Québec peut autoriser le président à accorder à un employé de cadre de l'Université du Québec, pour des raisons exceptionnelles, un contrat dont la durée ou les avantages excèdent ceux prévus au présent protocole.

Article 6

Sécurité d'emploi

6.01 Après avoir terminé un troisième contrat sans avoir reçu l'avis prévu au paragraphe 5.02, l'employé de cadre bénéficie de la sécurité d'emploi.

Pendant la durée d'un contrat, ou après avoir terminé un troisième contrat sans avoir reçu l'avis prévu au paragraphe 5.02, un employé de cadre ne peut être mis à pied par suite de changements administratifs, techniques ou d'une réorganisation du travail.

c) after the third contract, following the immediate supervisor's appraisal, approved by the line supervisor, the contract shall be renewed, if applicable for a third term lasting two years;

d) after the third contract, following the immediate supervisor's appraisal, approved by the line supervisor, a managerial employee's contract shall be renewed for a duration of five years unless he has received the renewal notice provided for at paragraph 5.02. Subject to the same conditions, all subsequent renewals are for successive five-years periods.

5.02 The University shall give 3 months notice of non-renewal prior to the expiry date of a 1-year contract and 6 months notice for a contract covering 2 or more years. The notice shall state the reasons for non-renewal.

5.03 Unless other arrangements have been made with his line supervisor, a managerial employee who leaves the University's service shall give 1 month notice prior to termination of employment. This month does not include vacation leave.

5.04 Before hiring a managerial employee, the University may request a physical examination by a physician of its choice.

5.05 In exceptional instances, the Université du Québec's Executive committee may authorize an Executive committee to grant a managerial employee a contract with duration and benefits superior to those provided by the protocol.

Likewise, in exceptional instances, the Université du Québec Executive committee may authorize the president to grant a managerial employee a contract with duration and benefits superior to those provided by the protocol.

Section 6

Job security

6.01 After completion of a third contract without receiving the notice provided for at paragraph 5.02, the managerial employee is entitled to job security.

During the term of a contract, or after completion of a third contract without receiving the notice provided for at paragraph 5.02, a managerial employee cannot be laid off as a result of administrative or technical change or work reorganization.

Cependant, pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, un employé de cadre doit accepter d'être affecté à une autre emploi ou de se recycler selon les conditions exigées par l'Université, en autant qu'il ait les aptitudes requises ou, selon le cas, de retourner à son département ou à l'Université dont il est en congé.

L'employé de cadre déplacé avant d'avoir terminé un troisième contrat, suivant les dispositions du deuxième alinéa, ne voit pas son traitement diminuer pendant la durée de son contrat et bénéficie des dispositions du paragraphe 10.01. Si l'employé de cadre ainsi déplacé a terminé un troisième contrat, son salaire ne peut être diminué pendant la durée de son emploi et, il bénéficie des dispositions du paragraphe 10.01, s'il y a lieu.

Si un employé de cadre ayant acquis la sécurité d'emploi décide de quitter l'Université en raison de changements administratifs, techniques ou d'une réorganisation du travail, il recevra une compensation minimale ainsi calculée: un (1) mois par année de service jusqu'à concurrence de six (6) mois.

Tout employé de cadre qui atteint l'âge de cinquante-cinq (55) ans et qui a travaillé au moins dix (10) ans à l'Université bénéficie de la sécurité d'emploi et son traitement ne peut être diminué pendant la durée de son emploi à l'Université.

6.02 L'employé de cadre sera prévenu au moins six mois à l'avance de la fermeture ou de l'abolition de son poste. Cet avis pourra être concurrent, s'il y a lieu, à l'avis de non renouvellement de contrat.

Article 7

Perfectionnement

7.01 L'Université reconnaît l'importance d'assurer le perfectionnement des employés de cadre y compris le recyclage et elle s'engage à le refléter dans son programme annuel de développement des ressources humaines.

Article 8

Affichage

8.01 L'Université affiche tout poste de cadre vacant ou nouvellement créé à l'Université du Québec, dans une université constituante, école supérieure, institut de recherche ou autre unité régie par une commission créée en vertu de l'article 22 de la Loi de l'Université du Québec, et susceptible de constituer un avancement dans la carrière entreprise par un employé de cadre, le tout en conformité avec les règlements de l'Université.

However, to be entitled to the provisions of the preceeding subparagraph, a managerial employee shall agree to another assignment or other pertinent training at University conditions, provided he has the required aptitudes or, as applicable, return to the department or University from which he is on leave.

A managerial employee who is re-assigned before completing a third contract cannot, according to the provisions of the second subparagraph, have his salary lowered for the duration of his contract and is covered by the provisions of paragraph 10.01. If a managerial employee so deplaced has completed a third contract, his salary cannot be lowered for the duration of his employment and he is entitled to the provisions of paragraph 10.01, if applicable.

If a managerial employee having obtained job security decides to leave the University as a result of administrative or technical change or work reorganization, he shall receive a minimal compensation so calculated: one (1) month for each year of service, to the amount of six (6) months.

Any managerial employee who reaches age fifty-five (55) and has worked at least ten (10) years at the University is entitled to job security and his salary cannot be lowered for the duration of his employment at the University.

6.02 A managerial employee shall be given at least 6 months notice before his position is either cancelled or abolished. Such notice may coincide with the non-renewal notice.

Section 7

Career development

7.01 The University acknowledges the importance of providing its managerial employees with career development facilities, including vocational rehabilitation, and promises to reflect it in its annual programme of development of human ressources.

Section 8

Posting

8.01 In accordance with University by-laws, the University shall post all managerial vacancies or opening at the Université du Québec, in a constituent university superior school, research institute, or unit governed by a committee set up under section 22 of the Université du Québec Act, and likely to be an advancement in a managerial employee's career.

8.02 L'Université s'engage à appliquer pour toute vacance à un poste de cadre le principe de l'affichage et à favoriser la promotion interne. Le titre et le contenu des fonctions ainsi que les qualifications exigées des candidats pour chacun des postes de cadre doivent être clairement décrits au moment de l'affichage.

8.03 L'Université remet à chaque employé de cadre une description de ses fonctions.

8.02 In the case of managerial vacancies, the University promises to apply the posting principle and thus foster internal promotions. The position title, description of duties and required qualifications for each managerial position shall be accurately described at time of posting.

8.03 The University gives to each managerial employee a description of his duties

Article 9

Mécanisme du règlement des plaintes

9.01 Toute plainte relative à l'interprétation et à l'application du présent protocole est soumise et réglée conformément aux dispositions du présent article.

9.02 L'employé de cadre peut soumettre par écrit sa plainte à son supérieur immédiat dans les quinze jours ouvrables de l'événement qui a donné lieu à la plainte ou de la connaissance de l'événement qui donne assise à sa plainte, s'il établit qu'il en a eu une connaissance objective postérieure.

9.03 À défaut de réponse quinze jours après la date de la réception de la plainte ou si la réponse ne satisfait pas l'employé, celui-ci peut s'adresser par écrit à son supérieur hiérarchique, s'il y a lieu, dans les cinq jours suivants. Le supérieur hiérarchique a quinze jours pour fournir une réponse.

9.04 Dans les cinq jours suivants le délai prévu au paragraphe 9.03, l'employé de cadre peut, s'il n'a pas obtenu de réponse ou si la réponse n'est pas satisfaisante, s'adresser par écrit au Comité exécutif qui doit donner sa réponse dans les trente jours suivants. Le plaignant peut se faire entendre au Comité exécutif s'il en fait la demande.

9.05 L'employé de cadre qui s'estime lésé par une décision de l'Université qui modifie ses conditions de travail autres que celles prévues au présent protocole peut utiliser le présent mécanisme.

9.06 La décision du Comité exécutif est finale et sans appel.

Section 9

Grievance procedure

9.01 Any grievance relative to the interpretation and application of this protocol shall be presented and settled according to the provisions of this section.

9.02 A managerial employee may present his grievance to his immediate supervisor within 15 working days of the event that gave rise to the complaint or the knowledge of the event which give base to his complaint, if he proves that he had objective knowledge of it before hand.

9.03 Should no reply be supplied 15 days after the complaint was received or if the reply is not satisfactory to him, the employee may apply in writing to his line supervisor, if applicable, within 5 days. The line supervisor has 15 days to reply.

9.04 If he has received no reply or if the reply is not satisfactory to him, the managerial employee may, in the 5 days following the time limit provided for in paragraph 9.03, apply in writing to the Executive committee. The latter shall provide a reply within 30 days. The plaintiff may be heard by the Executive committee if he makes a request.

9.05 The managerial employee, who feels wronged by a decision of the University which alter his working conditions other than those provided in this protocol, may resort to the present mecanism.

9.06 The Executive committee's decision shall be final and binding.

Article 10

Traitement

10.01 Chaque année, en date du 1er juin, la courbe pour la rémunération des cadres est révisée conformément aux dispositifs prévus à cet effet dans le programme de rémunération des cadres.

Section 10

Pay

10.01 Each June 1st, salary increase rates shall be reviewed according to the applicable provisions of the managerial employee salary scale.

10.02 Chaque année, en date du 1er juin, l'employé de cadre reçoit, s'il y a lieu, une augmentation de sa rémunération conformément aux dispositifs prévus à cet effet dans le programme de rémunération des cadres.

10.03 L'Université défraie le coût de la cotisation à une corporation professionnelle ou le coût d'un permis provincial, pour tout employé de cadre dont la fonction exige, de par la Loi et/ou de par les conditions posées par l'Université lors de l'engagement, l'appartenance à cette corporation professionnelle ou la possession de ce permis provincial, selon le cas.

Article 11

Vacances annuelles

11.01 L'employé de cadre a droit au cours des douze mois qui suivent chaque année contractuelle, à des vacances annuelles dont la durée est de vingt jours ouvrables. Pour toute partie d'année d'emploi, les vacances sont calculées au prorata du nombre des mois courus. Après quinze ans de service, il a droit à des vacances annuelles d'une durée de vingt-cinq jours ouvrables.

La période de vacances de l'employé de cadre est établie après entente avec son supérieur hiérarchique.

11.02 En cas de cessation définitive d'emploi en cours d'année, l'employé de cadre visé qui n'a pas pris ses vacances recevra une indemnité de vacances au prorata du nombre de mois courus.

11.03 Le droit aux vacances au 1er juin d'une année donnée expire au 31 mai de l'année suivante à moins d'entente écrite avec son supérieur hiérarchique. Nonobstant ce qui précède, le crédit de vacances au 1er juin d'une année donnée ne peut excéder quarante jours ouvrables.

Article 12

Jours fériés et chômés

12.01 L'employé de cadre a droit aux congés qui sont accordés à l'ensemble du personnel de l'Université.

Article 13

Congés pour cause de maladie

13.01 L'employé de cadre absent en raison de maladie ou d'accident bénéficie d'un congé de maladie sans perte de traitement jusqu'à ce que s'appliquent les dispositions de l'assurance-salaire.

10.02 Each June 1st, a managerial employee may be granted a salary increase in accordance with the applicable provisions of the managerial employee salary scale.

10.03 The University pays the cost of dues to a professional corporation or a provincial permit for all managerial employee whose duties require, by law and/or by conditions laid down by the Univertity at the time of the engagement the adherence to this professional corporation or the possession of this provincial permit, as applicable.

Section 11

Annual vacation leave

11.01 During the 12 months following each contract year, a managerial employee is entitled to 20 working days annual vacation leave. For each part-year employment, vacation leave is computed on the basis of the number of months worked. After 15 years service, he is entitled to 25 working days' annual vacation leave.

A managerial employee shall schedule his vacation period after agreement with his line supervisor.

11.02 Should his employment definitely terminate during a given year, the managerial employee concerned who has not taken his vacation leave shall be granted vacation pay on the basis of the number of months worked.

11.03 Entitlement to vacation leave on June 1st of a given year expires on May 31 of the following year unless written arrangements are made with his line supervisor. Notwithstanding the foregoing, vacation credit on June 1st of a given year shall not exceed 40 working days.

Section 12

Designated holidays

12.01 Managerial employees are entitled to all holidays granted to all other university personnel.

Section 13

Sick leave

13.01 A managerial employee who is absent due to illness or accident shall be granted sick leave with pay until salary insurance coverage becomes effective.

13.02 L'Université se réserve le droit d'exiger un certificat médical pour toute absence pour cause de maladie ou d'accident.

13.02 The university reserves the right to request a medical certificate to cover any absence due to illness or accident.

Article 14

Congés sociaux

14.01 Tout employé de cadre a droit dans certaines circonstances particulières à un congé avec traitement, dit congé social et selon entente avec son supérieur hiérarchique.

Section 14

Special leave

14.01 After agreement with his line supervisor, every managerial employee shall be entitled to special leave with pay in certain special circumstances.

Article 15

Congé sans solde

15.01 Le Comité exécutif peut, sur demande du cadre et avec l'approbation du supérieur hiérarchique, accorder un congé sans solde aux conditions qu'il détermine.

15.02 Durant la période de congé sans solde, l'employé de cadre peut continuer de bénéficier du régime d'assurance-maladie et d'assurance-vie ainsi que du régime de retraite, à condition d'assumer la totalité des coûts ou versements.

Section 15

Leave without pay

15.01 Upon application by the managerial employee and approval by the line supervisor, the Executive committee may grant special leave without pay at conditions it may determine.

15.02 While on leave without pay, a managerial employee may continue to participate in life insurance, health insurance and pension plans provided he assumes the entire cost of contributions thereto.

Article 16

Participation aux affaires publiques

16.01 Une employé de cadre désirant se porter candidat à une élection au niveau scolaire, municipal, provincial ou fédéral obtient sur demande au Comité exécutif un congé sans solde n'excédant pas 40 jours civils.

16.02 L'employé de cadre élu à une élection provinciale ou fédérale doit, pour maintenir son emploi à l'Université, obtenir un congé sans solde selon les dispositions du paragraphe 15.01.

16.03 L'employé de cadre défait à une élection provinciale, fédérale, municipale au scolaire reprend, à la fin du congé sans solde qui lui a été accordé en vertu du paragraphe 16.01, la fonction qu'il occupait.

Section 16

Public office

16.01 Any managerial employee who wishes to seek office in a school, municipal, provincial or federal election may request and be granted by the Executive committee vacation leave without pay for no more than 40 calendar days.

16.02 A managerial employee who is elected in a provincial or federal election must, to keep his position at the University, be granted a leave without pay, according to the provisions of paragraph 15.01.

16.03 A managerial employee who is defeated in a provincial, federal municipal or school election shall resume his duties after special leave expenses that has been granted to him according to paragraph 16.01.

Article 17

Assurances collectives

17.01 Des assurances collectives sont en vigueur pour les employés de cadre aux conditions décrites dans les ententes à cet effet. La participation y est obligatoire.

Article 18

Régime de rentes

18.01 Le régime de rentes des employés de cadre est régi par l'annexe VII du présent règlement.

Article 19

Dispositions transitoires

19.01 Les amendements au protocole des cadres apportés par l'Assemblée des gouverneurs le 29 janvier 1975 entrent en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Les employés de cadre dont le contrat expire le 31 mai 1975 seront assujettis auxdits amendements si leurs contrats sont appelés à se renouveler le 1er juin 1975 et si l'avis de renouvellement est requis pour une date ultérieure à l'entrée en vigueur duprésent amendement.

Les autres employés de cadre dont le contrat se renouvelle au cours des prochaines années continuent de bénéficier pour le reste de la durée de leur présent contrat, en plus desdits amendements, du dispositif à l'ancien paragraphe 10.01 qui se lisait comme suit:

« Tout employé de cadre a droit, en date du 1er juin de chaque année, à une augmentation de son traitement égale à l'augmentation du coût de la vie telle que déterminée par Statistiques Canada pour la période du 1er avril au 31 mars précédent. Toutefois, le taux de cette augmentation ne doit pas excéder la moitié du taux d'augmentation de la masse salariale des cadres ».

Article 20

Congé de maternité

20.01 À l'occasion d'une maternité l'Université accorde un congé à toute employée de cadre avec une rémunération des deux-tiers (2/3) de son salaire pour une période de huit (8) semaines.

Le secrétaire général de l'Université,
ME FRANÇOIS LORIOT, LL.D.

1642-o

Section 17

Group insurance plans

17.01 Group insurance plans are available to managerial employees at the conditions outlined in the pertinent agreements; participation to it is compulsory.

Section 18

Pension plan

18.01 The pension plan for managerial employees is governed by Appendix VII of this by-law.

Section 19

Transitory provisions

19.01 These amendements shall become effective on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*. Managerial employees whose contracts expire on May 31, 1975 are governed by these amendements if their contracts are due for renewal on June 1, 1975 and if the renewal notice is required after this amendement's effective date.

Other managerial employees whose contracts are scheduled for renewal during the next few years shall continue to be governed for their contract term, over and above these amendements by former paragraph 10.01 which read as follows:

''Each June 1st, a managerial employee is entitled to a pay increase equal to the cost of living increase compiled and reported by Statistics Canada for the period covering the previous April 1st to March 31. However, the rate of such increase shall not exceed one half the increase rate for all managerial employees taken as a whole''.

Section 20

Maternity leave

20.01 In the event of maternity, the University grants a leave to all managerial employees with payment of two-third (2/3) of her salary, for a period of eight (8) weeks.

ME FRANÇOIS LORIOT, LL.D.,
The secretary general of the University.

1642-o

Projets de règlement

PROJET DE MODIFICATION

Accessoires de mode — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des accessoires de mode dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret 99 du 29 janvier 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Remplacer les noms apparaissant dans l'énumération des parties contractantes par ce qui suit:

« D'UNE PART,

L'Association des Manufacturiers de l'Industrie des Accessoires de mode Inc.,

ET D'AUTRE PART,

Conseil du District associé de la province de Québec et la région de l'Est de l'Ontario, de l'Union internationale des Ouvriers du Vêtement pour dames. »

2. Remplacer l'article IV par le suivant:

« **IV. TAUX DE SALAIRES MINIMAUX:**

a) Les salariés qualifiés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

		À compter du 1er août 1978
Brodeur à la machine « Bonnaz » (Mécanicien Bonnaz)	$5.10	$5.40
Plisseur et patronnier (Faiseur de patrons)	4.65	4.95
Aide-plisseur	4.25	4.55
Mécanicien de machines spéciales	4.10	4.40
Mécanicien et presseur de nervures	4.10	4.40
Imprimeur à la main (étampeur)	4.10	4.40

Draft Regulations

DRAFT AMENDMENT

Fashion Accessories — Montréal

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act, the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the fashion accessories industry in the Montréal region, rendered obligatory by Decree 99 of January 29, 1948, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision the following amendments to the said decree:

1. The names appearing in the listing of the contracting parties shall be replaced by the following:

"ON THE ONE PART,

The Fashion Accessories Manufacturers Association Inc.;

AND ON THE OTHER PART,

Miscellaneous District Council of the Province of Québec and Eastern Ontario Region of the International Ladies Garment Workers' Union."

2. Section IV shall be replaced by the following:

"**IV. MINIMUM WAGE RATES:**

(a) Skilled employees in the crafts listed below shall receive the following minimum hourly wage rates:

		As of August 1, 1978
Bonnaz Embroidery Operator	$5.10	$5.40
Pleater and Pattern Maker	4.65	4.95
Assistant Pleater	4.25	4.55
Special Machine Operator	4.10	4.40
Pin Tuck Operator & Presser	4.10	4.40
Stamper	4.10	4.40

Perleur au crochet	4.10	4.40
Brodeur à la main	4.10	4.40
Ouvrier d'atelier (employé général)	4.10	4.40
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	4.10	4.40
Brodeur à la machine automatique à têtes multiples	4.10	4.40

Crochet Beader	4.10	4.40
Hand Embroidery Worker	4.10	4.40
Floor Helper (General Hand)	4.10	4.40
Covered Button and Buckle Maker	4.10	4.40
Multihead Automatic Machine Embroidery Worker	4.10	4.40

b) **Réduction des salaires:** Il n'est pas permis de réduire les salaires dont le taux de salaire est actuellement plus élevé que le minima mentionné ci-dessus;

c) Le travail à la pièce est interdit;

d) Tout employeur doit payer à ses salariés la majoration suivante:

À compter du 1er août 1978: Une majoration additionnelle de $0.30 l'heure

Cependant, tous les employeurs qui on payé lesdites majorations, en tout ou en partie, depuis le 1er août 1976, doivent être crédités pour telles majorations.

e) Les taux de salaires payés aux salariés qualifiés ne doivent jamais être inférieurs aux taux minimaux établis par le présent décret. »

3. Remplacer l'article XI par le suivant:

« **XI. APPRENTIS:**

a) Sauf en ce qui a trait aux brodeurs à la machine « Bonnaz », le nombre d'apprentis travaillant dans tout atelier ne doit jamais dépasser quinze pourcent (15%) du nombre des salariés;

b) Un apprenti est un salarié qui, après 2 mois de travail dans l'industrie comme débutant, est entraîné pour apprendre un des métiers de l'industrie tel que défini aux présentes;

c) Afin d'aider l'industrie dans son programme d'apprentissage, le salaire de base pour tous les débutants est et sera le taux de salaire minimum de la province de Québec, lequel au moment des présentes est de $3.15 l'heure, et est sujet à changer selon les changements dudit taux de salaire minimum de la province de Québec;

d) Les débutants et les apprentis seront payés comme suit:

(b) **Prohibition to Reduce Wages:** It shall be forbidden to reduce the wages of employees presently receiving a rate of pay higher than the aforesaid minimum;

(c) Piece work shall be prohibited;

(d) Every employer shall pay his employees the following increase:

As of August 1, 1978: an additional increase of $0.30 per hour.

However, employers who have paid all or part of the above increase to their employees since August 1, 1976, shall be credited for such increase.

(e) In no case shall wage rates to skilled employees be less than the minimum provided for in this decree''

3. Section XI shall be replaced by the following:

''**XI. APPRENTICES:**

(a) Save for Bonnaz operators, apprentices shall not exceed 15% of the number of employees in any shop;

(b) An apprentice is an employee who after 2 months' employment in the Industry as a beginner, is being trained to learn any one craft in the Industry as defined hereinafter;

(c) In order to help the Industry in its training program, the starting rate for all beginners is and shall be the minimum wage rate of the Province of Québec, which at the time of this amendment is $3.15 per hour and subject to change according to changes in the minimum wage rates of the Province of Québec.

(d) Beginners and apprentices shall be paid as follows:

Á l'entrée en vigueur:

	Stagiaires	*Après 2 ms.*	*Après 4 ms.*	*Après 6 ms.*	*Après 9 ms.*	*Après 12 ms.*	*Après 15 ms.*	*Après 18 ms.*	*Après 21 ms.*	*Après 24 ms.*
Ouvrier d'atelier	$3.15	3.22	3.69	4.10						
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	3.15	3.22	3.69	4.10						
Brodeur à la main	3.15	3.22	3.69	4.10						
Perleur au crochet	3.15	3.22	3.69	4.10						
Brodeur à la machine automotique à têtes multiples	3.15	3.22	3.69	4.10						
Aide-plisseur	3.15	3.22	3.60	3.97	4.25					
Mécaniciens de machines spéciales	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Presseur de nervures	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Imprimeur à la main (étampeur)	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Brodeur à la machine « Bonnaz » (mécanicien Bonnaz)	3.15	3.22	3.30	3.50	3.70	3.90	4.10	4.30	4.50	4.70

As of the enforcement:

	Trainees	*After 2 ms*	*After 4 ms*	*After 6 ms*	*After 9 ms*	*After 12 ms*	*After 15 ms*	*After 18 ms*	*After 21 ms*	*After 24 ms*
Floor Helper	$3.15	3.22	3.69	4.10						
Covered Button and Buckle Maker	3.15	3.22	3.69	4.10						
Hand Embroidery Worker	3.15	3.22	3.69	4.10						
Crochet Beader	3.15	3.22	3.69	4.10						
Multihead Automatic Machine Watcher	3.15	3.22	3.69	4.10						
Assistant Pleater	3.15	3.22	3.60	3.97	4.25					
Special Machine Operator	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Pin Tuck Presser	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Stamper	3.15	3.22	3.46	3.70	3.94	4.10				
Bonnaz Opetator	3.15	3.22	3.30	3.50	3.70	3.90	4.10	4.30	4.50	4.70

À compter du 1er août: 1978:

	Stagiaires	*Après 2 ms.*	*Après 4 ms.*	*Après 6 ms.*	*Après 9 ms.*	*Après 12 ms.*	*Après 15 ms.*	*Après 18 ms.*	*Après 21 ms.*	*Après 24 ms.*
Ouvrier d'atelier	$3.15	3.22	3.84	4.40						
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	3.15	3.22	3.84	4.40						
Brodeur à la main	3.15	3.22	3.84	4.40						
Perleur au crochet	3.15	3.22	3.84	4.40						
Brodeur à la machine automatique à têtes multiples	3.15	3.22	3.84	4.40						
Aide-plisseur	3.15	3.22	3.70	4.17	4.55					
Mécanicien de machines spéciales	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Presseur de nervures	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Imprimeur à la main (étampeur)	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Brodeur à la machine « Bonnaz » (mécanicien Bonnaz)	3.15	3.22	3.40	3.70	4.00	4.25	4.51	4.85	5.12	5.40

As of August 1, 1978:

	Trainees	*After 2 ms.*	*After 4 ms.*	*After 6 ms.*	*After 9 ms.*	*After 12 ms.*	*After 15 ms.*	*After 18 ms*	*After 21 ms.*	*After 24 m.*
Floor Helper	$3.15	3.22	3.84	4.40						
Covered Button and Buckle Maker	3.15	3.22	3.84	4.40						
Hand Embroidery Worker	3.15	3.22	3.84	4.40						
Crochet Beader	3.15	3.22	3.84	4.40						
Multihead Automatic Machine Watcher	3.15	3.22	3.84	4.40						
Assistant Pleater	3.15	3.22	3.70	4.17	4.55					
Special Machine Operator	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Pin Tuch Presser	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Stamper	3.15	3.22	3.45	3.78	4.10	4.40				
Bonnaz Operator	3.15	3.22	3.40	3.70	4.00	4.25	4.51	4.85	5.12	5.40

e) Après vingt-quatre (24) mois, on doit faire subir un examen de qualification au brodeur à la machine « Bonnaz » pour déterminer sa qualification. S'il obtient son certificat, il a droit alors au taux de salaire établi pour le « brodeur à la machine Bonnaz »;

f) Seulement les brodeurs à la machine « Bonnaz » (mécaniciens Bonnaz) verront au fonctionnement d'une machine à broder « Bonnaz » ayant ou non une manette enclenchée. »

4. Remplacer l'article XII par le suivant:

« **XII.**

a) Aucun travail ne sera permis les jours de fêtes suivants: le jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, le vendredi-saint, la fête de la Reine tel que décrété par proclamation, fête de la Saint-Jean-Baptiste, jour de la Confédération, fête du Travail, l'Action de Grâces et le jour des scrutins aux élections générales du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial ou de la Ville de Montréal;

b) Tout salarié a droit de recevoir une indemnité égale à une journée de salaire au taux normal, pour le jour de l'An, le lendemain du jour de l'An, le vendredi-saint, la fête de la Reine tel que décrété par proclamation, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâces et le jour des scrutins aux élections générales du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial ou de la Ville de Montréal, peu importe que le jour férié tombe un samedi, un dimanche ou pendant la période de vacances;

c) Pour bénéficier de l'indemnité afférente à ces jours fériés, un salarié doit travailler dans l'industrie depuis une période d'au moins trente (30) jours avant lesdits jours fériés.

d) L'indemnité afférente au jour férié est la suivante: le salarié payé sur une base horaire doit recevoir son taux horaire;

e) Lorsqu'un salarié s'absente au cours d'une semaine dans laquelle tombe un jour férié, il doit toucher pour le jour férié, une indemnité déterminée de la façon suivante:

1) Pour une journée complète d'absence, 80% de l'indemnité prévue à l'article XII, paragraphe *d*;

2) pour 2 journées complètes d'absence, 60% de l'indemnité prévue à l'article XII, paragraphe *d*;

(e) After 24 months, a bonnaz operator shall be examined as to competency. If granted a competency card, he shall be entitled to the wage rate established for bonnaz operators;

(f) Only bonnaz operators shall operate a bonnaz embroidery machine, whether or not the handle is frozen.''

4. Section XII shall be replaced by the following:

''**XII.**

(a) No work shall be performed on the following general holidays: New Year's Day, the day after New Year's Day, Good Friday, the Queen's Birthday as decreed by proclamation, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and general election Day, whether it be Federal, Provincial of Montréal Municipal Elections;

(b) Every employee shall be entitled to receive a pay equal to one day of work at his regular rate for New Year's Day, the day after New Year's Day, Good Friday, the Queen's Birthday as decreed by proclamation, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and a general election Day, whether it be Federal, Provincial or Municipal Elections, regardless if the holiday falls on a Saturday, Sunday or during the vacation period;

(c) To qualify for holiday pay, an employee shall work in the Industry for at least 30 days before the said holidays.

(d) The holiday pay shall be as follows: the employee paid on an hourly basis shall receive his hourly rate;

(e) When an employee is absent during the week in which a holiday falls, he shall receive holiday pay established as follows:

(1) For an entire day's absence, 80% of the remuneration provided for in section XII, subsection *d*;

(2) For 2 complete days' absence, 60% of the remuneration provided for in section XII, subsection *d*;

3) pour 3 journées complètes d'absence, 40% de l'indemnité prévue à l'article XII, paragraphe *d*;

4) pour plus de 3 journées complètes d'absence, aucune indemnité;

5) la perte de temps causée par la maladie d'un salarié, par un licenciement, par un jour férié, ou par une fête religieuse, n'est pas réputée une absence aux fins de cet article. »

5. Ajouter l'article XIII-A suivant:

« **XIII-A. CONDITIONS SANITAIRES DANS L'ATELIER:**

Les employeurs s'engagent à garder leurs ateliers dans une condition sanitaire parfaite quant à la propreté et à la ventilation, et à fournir gratuitement à tous les salariés de l'eau potable, en tout temps. Les salariés s'engagent à coopérer afin de sauvegarder les exigences sanitaires. »

6. Remplacer l'article XV par le suivant:

« **XV. CONGÉS PAYÉS:**

Tout salarié régi par le présent décret a droit à un congé annuel payé d'une durée minimum de 2 semaines consécutives, après une année complète d'emploi.

Conséquemment, il a droit à un montant équivalent à 4% de la rémunération qu'il a gagnée pendant sa période d'emploi de chaque année, basée sur ses gains annuels. Ce montant de 4% est également payable au salarié lors de la cessation de son emploi pour le compte d'un employeur.

Tout salarié qui a droit à des vacances annuelles payées de 4% devra recevoir un montant additionnel de 2% pour une troisième (3e) semaine de vacances payées, pourvu qu'il soit employé par l'employeur pendant une année complète et qu'il soit employé à la fin de novembre de cette année, sauf pour maladie, période de relâche, mise à pied, grossesse, ou autre raison bonne et suffisante. Une telle troisième semaine de vacances devra être prise débutant le jour de Noël de chaque année et tous les ateliers sous la juridiction de ce décret devront être fermés pendant ladite semaine.

Tout salarié engagé par l'employeur depuis les cinq (5) dernières années consécutives avant le 1er décembre 1976, et de toute année subséquente, sauf pour maladie, période de relâche, mise à pied, grossesse ou autre raison bonne et suffisante, devra recevoir un montant additionnel de 2% pour une quatrième semaine (4e) de vacances payées, pourvu qu'il soit employé, par l'employeur à la fin de novembre de cette année, sauf pour maladie, période de relâche, mise à pied, grossesse, ou autre raison bonne et suffisante. Une telle quatrième semaine de vacances devra être payée pendant le mois de décembre de chaque année.

(3) For 3 complete days' absence, 40% of the remuneration provided for in section XII, subsection *d*;

(4) For more than 3 complete days' absence, no remuneration is given;

(5) Any time lost due to sickness, layoff, holiday or religious holiday shall not be considered as an absence for the purpose of the section."

5. The following section XIII-A shall be added:

"**XIII-A. SANITARY CONDITIONS IN SHOPS:**

The employee agree that their shops will be kept in perfect sanitary conditions as to cleanliness and ventilation, and that they shall supply employees with free drinking water at all times. The employees will cooperate to maintain sanitary requirements."

6. Section XV shall be replaced by the following:

"**XV. VACATION WITH PAY:**

Every employee covered by this decree shall be entitled to an annual vacation with pay for a minimum duration of 2 consecutive weeks, after one full year's employment.

Therefore, he shall be entitled to a sum equivalent to 4% of his wage earned during his employment period each year based on his annual earnings. The said sum of 4% shall be likewise payable when the employee quits his employment.

Every employee entitled to an annual vacation with pay of 4% shall receive an additional 2% for a 3rd week of annual vacation with pay provided he is employed by the employer for one full year and is employed at the end of November of that year, except for illness, slowdown, layoff, pregnancy or other good or sufficient reason. Such 3rd week of vacation shall be taken beginning on Christmas Day of each year and all shops under the jurisdiction of this decree shall be closed for the said week.

Every employee hired by the employer for the last 5 consecutive years prior to December 1, 1976, and to any subsequent year, except for illness, slow-down, layoff, pregnancy, or other good and sufficient reason shall receive an additional 2% for a 4th week's vacation with pay provided he is employed by the employer by the end of November of that year except for illness, slow-down, layoff, pregnancy, or other good and sufficient reason. Such 4th week of vacation shall be paid during the month of December of each year.

La période de vacances de l'été comprend les deux dernières semaines de juillet commençant le troisième lundi de juillet et pendant cette période, aucun employeur ne peut faire exécuter du travail compris dans le champ d'application industriel du présent décret, et aucun salarié ne peut exécuter ce travail. »

7. Remplacer l'article XVII par le suivant:

XVII. DURÉE DU DÉCRET:

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1979. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de juin de l'année 1979 ou de toute année subséquente. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis à la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 30 novembre 1977.

1640-o

The summer vacation period each year shall be taken the last weeks of July, beginning with the 3rd Monday of July and during the said period no employer shall have any work performed falling within the industrial jurisdiction of this decree and no employee shall perform any such work.''

7. Section XVII shall be replaced by the following:

''XVII. TERM OF THE DECREE:

This decree shall remain in force until July 31, 1979. It is then automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during June of 1979 or of any subsequent year.''

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, 30 November 1977.

1640-o

PROJET DE RÈGLEMENT

LOI DES MAÎTRES ÉLECTRICIENS
(S.R.Q., 1964, c. 153)

Avis de modifications aux règlements de la corporation des maîtres électriciens du Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes que le Conseil de la Corporation des maîtres électriciens du Québec a adopté les modifications, dont le texte se trouve ci-dessous, à ses règlements. Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi des maîtres électriciens du Québec (S.R.Q., 1964, c. 153), lesdites modifications seront soumises pour l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration de trente (30) jours suivant la date de la publication du présent avis.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

Modifications aux règlements refondus (1968) de la Corporation des maîtres électriciens du Québec

1. L'article 3 des règlements est modifié en remplaçant les deux dernières phrases de l'alinéa *b* par les suivantes:

« fait une demande d'admission accompagnée du dépôt de la somme ou d'un chèque de cent cinquante dollars ($150.00) à titre d'honoraires d'inscription avec, en outre, le montant de la cotisation annuelle. Si le candidat n'est pas admis, le montant de la cotisation lui sera remboursé, les frais d'inscription demeurant acquis à la Corporation pour couvrir ses frais. »

2. L'article 3 des règlements est également modifié en remplaçant l'avant-dernier paragraphe intitulé « reprise d'examen » par le suivant:

Reprise d'examen

« Tout individu, qui a échoué les examens prescrits par le comité des membres ou qui n'a pas réussi l'un d'entre eux, doit attendre une période d'au moins deux mois à la suite de son premier échec avant de se présenter de nouveau à la séance d'examen (s); une période d'au moins six mois à la suite d'un second échec; une période d'au moins un an à la suite de tout échec ultérieur. »

DRAFT REGULATION

MASTER ELECTRICIANS ACT
(R.S.Q., 1964, c. 153)

Notice of amendments to the by-laws of the Corporation of Master Electricians of Québec

The Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the Council of the Corporation of Master Electricians of Québec has adopted amendments to its by-laws, a copy of which is attached hereto. Pursuant to section 13 of the Master Electricians Act of Québec (R.S.Q., 1964, c. 153), the said amendments shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council upon expiry of the thirty (30) days following the date of publication of this notice.

PAUL-ÉMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

Amendments to the revised by-laws (1968) of the Corporation of Master Electricians of Québec

1. Article 3 of the by-laws is amended by replacing the last two lines of paragraph *b* by the following:

"Fill in an application form for admission accompanied by a deposit or a cheque for the sum of one hundred and fifty dollars ($150.00) for the registration fee in addition to the amount of the annual membership fee. Should the candidate not be admitted, the membership fee shall be refunded to him; the registration fee is retained to cover the expenses incurred by the Corporation."

2. Article 3 of the by-laws is also amended by replacing the second last paragraph entitled "Supplemental Examination" by the following:

Supplemental Examination

"Any individual failing to pass the examination prescribed by the Membership Committee or who has not passed one of them, must wait for a period of at least two months following his first failure before sitting again for examinations; a period of at least six months following a second failure; a period of at least one year following any subsequent failure."

3. L'article 18 des règlements est modifié en ajoutant la phrase suivante:

.« Cependant, le terme des administrateurs élus ne peut être reporté ou renouvelé plus de trois fois consécutives. »

4. L'article 141 des règlements est modifié en ajoutant les nouveaux paragraphes 20 et 21 suivants:

« **20.** **a)** le fait de ne pas indemniser ses clients dans le cas de fraude, malversation ou détournement de fonds;

b) le fait de ne pas rembourser au fonds d'indemnisation de la Corporation une indemnité que celle-ci a payée à un bénéficiaire en raison de son fait. »

« **21.** le fait d'omettre sciemment de payer son employé conformément aux législations existantes, de ne pas effectuer les prélèvements requis ou de ne pas transmettre aux autorités concernées les rapports exigés. »

5. L'article 144 est modifié en remplaçant à la deuxième ligne le mot « Montréal » par les mots « Ville d'Anjou ».

1640-o

3. Article 18 of the by-laws is amended by adding the following sentence:

''However, the term for elected administrators may not be carried over or renewed more than three consecutive times.''

4. Article 141 of the by-laws is amended by adding the following new paragraphs 20 and 21:

''**20.** **(a)** The fact for a member of not indemnifying his clients in case of fraudulent misuse or misappropriation of funds;

(b) The fact for a member of not reimbursing to the Corporation indemnity fund the indemnity paid to a beneficiary on his account.''

''21. The fact for a member of deliberately omitting to pay his employee in accordance with existing legislation and of not deducting required sums or of not transmitting required records to the authorities concerned.''

5. Article 144 is amended by replacing in the second line the word ''Montreal'' by the words ''Ville d'Anjou''.

1640-o

PROJET DE MODIFICATION

Métallurgie — Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Pierre-Marc Johnson, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, c. 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la métallurgie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret 973 du 30 juin 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Ajouter les mots « les soudeurs » au sous-paragraphe 1 du paragraphe *c* de l'article 2, de façon à ce que le texte se lise comme suit:

« **c) Professionnel:** Le champ d'application professionnel du présent décret comprend tout salarié employé dans l'industrie de la métallurgie, y compris les outilleurs, les traceurs en mécanique, les soudeurs, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs ou ouvriers d'établi, les mécaniciens de marine, les préposés aux machines, les forgerons, les menuisiers d'atelier métallurgique, chaudronniers ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article 4. »

2. Remplacer l'article 3 par le suivant:

« **3. DURÉE DU TRAVAIL:**

a) Équipe de jour: Le nombre d'heures de la semaine normale de travail de jour est de 40 heures. Ces heures sont distribuées entre 7 h et 18 h du lundi au vendredi inclusivement.

b) Équipe de nuit: La nuit, les heures de travail sont fixées entre les heures normales de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Le nombre d'heures de la semaine de travail de nuit est de 40 heures.

La durée maximale d'une nuit de travail est de 10 heures. Toutefois, la majorité des heures effectuées doit l'être à l'intérieur de la nuit de travail.

c) Équipes supplémentaires: Dans les établissements où il y a le régime de trois équipes, les heures de travail sont les suivantes: de minuit à 8 h, de 8 h à 16 h et de 16 h à minuit.

DRAFT AMENDMENT

Metal Trades — Québec

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Pierre-Marc Johnson, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the metal trades in the Québec region rendered obligatory by Decree 973 of June 30, 1948, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree:

1. The word "welders" shall be added to subparagraph (1) of paragraph *c* of section 2, so that the text reads as follows:

"**(c) Vocational:** The vocational jurisdiction of this decree includes any employee working in the metal industry, including tool-makers, mechanical tracers, welders, machinists, fitter-machinists, bench-workers, marine mechanics, machine operators, blacksmiths, metal-work joiners, boilermakers and other employees for whom wage rates are provided for in section 4."

2. Section 3 shall be replaced by the following:

"**3. HOURS OF WORK:**

(a) Day Shift: The number of day shift hours in a standard workweek shall be 40 hours. These hours shall be scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. from Monday to Friday inclusively.

(b) Night Shift: Nightly working hours are scheduled between the end and beginning of the day shift's standard working hours. The number of night-shift hours in a standard workweek is 40 hours.

A night's work shall not exceed 10 hours. Moreover, the majority of working hours shall be scheduled within the work night.

(c) Supplementary Shifts: In establishments where there is a three-shift system, working hours shall be as follows: from midnight to 8:00 a.m. from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. and 4:00 p.m. to midnight.

Nonobstant les autres stipulations du présent décret, les heures supplémentaires dans le cas de ces équipes entraînent le paiement:

i) du taux majoré de 50% pour les 4 premières heures et demie (4½) en dehors des heures normales de ces équipes;

ii) du taux majoré de 100% au-delà des 4 premières heures et demie (4½) mentionnées à l'alinéa précédent. »

3. Remplacer l'article 4 par le suivant:

« **4. TAUX DE SALAIRES:**

a) **Taux de salaires minimaux:** les taux de salaires minimaux sont les suivants:

Notwithstanding the other provisions of this decree, overtime hours for these shifts are paid:

(i) at time and one half for the first 4½ hours outside the standard hours for these shifts;

(ii) at double time outside the 4½ hours mentioned in the preceding paragraph.''

3. Section 4 shall be replaced by the following:

''**4. WAGE RATES:**

(a) **Minimum Wage Rates:** Minimum wage rates are as follows:

	A l'entrée en vigueur du décret		*À compter du 1er juin 1978*		*À compter du 1er juin 1979*	
	Zones		*Zones*		*Zones*	
Métiers:	*I*	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
A) Compagnon (compagnons-métiers):						
Outilleur	7.45	7.40	8.34	8.29	9.26	9.21
Traceur en mécanique	7.24	7.19	8.11	8.06	9.01	8.96
Soudeur en général (au chalumeau et à l'arc électrique)	7.01	6.96	7.85	7.80	8.72	8.67
Machiniste général	7.01	6.96	7.85	7.80	8.72	8.67
Soudeur au chalumeau ou à l'arc électrique	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Mécanicien métal en feuilles	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Machiniste sur tour, fraiseuse	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Mécanicien de marine	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Mécanicien ajusteur	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Mouleur	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Chaudronnier	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55

	À l'entrée en vigueur du décret		*À compter du 1er juin 1978*		*À compter du 1er juin 1979*	
	Zones		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
Tuyauteur (mécanicien en tuyauterie)	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Trempeur	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Pantographeur	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Peintre	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Polisseur	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Menuisier d'atelier mécanique	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Forgeron	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
A-1) Apprentis — tous les métiers:						
1re année	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
2e année	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
3e année	4.58	4.53	5.26	5.21	6.02	5.97
4e année	4.87	4.82	5.54	5.49	6.30	6.25
5e année, 1er semestre	5.17	5.12	5.85	5.80	6.57	6.52
après 54 mois	5.61	5.56	6.28	6.23	7.00	6.95
après 66 mois	6.03	5.98	6.69	6.64	7.41	7.36

	As of the enforcement of the decree		As of June 1, 1978		As of June 1, 1979	
	Zones		Zones		Zones	
Trades	I	II	I	II	I	II
(A) Journeyman (Journeyman-trades):						
Toolmaker	7.45	7.40	8.34	8.29	9.26	9.21
Mechanical tracer	7.24	7.19	8.11	8.06	9.01	8.96
General welder (acetylene and electric arc)	7.01	6.96	7.85	7.80	8.72	8.67
General machinist	7.01	6.96	7.85	7.80	8.72	8.67
Acetylene or electric arc welder	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Sheet-metal mechanic	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Lathe, milling machine operator	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Marine mechanic	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Fitter machinist	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Caster	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Boilermaker	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Pipe mechanic	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Temperer	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Pantographer	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Painter	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Polisher	6.91	6.86	7.74	7.69	8.60	8.55
Machine-shop joiner	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Blacksmith	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18

	As of the enforcement of the decree		*As of June 1, 1978*		*As of June 1, 1979*	
	Zones		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
(A-1) Apprentices-all trades:						
1st year	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
2nd year	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
3rd year	4.58	4.53	5.26	5.21	6.02	5.97
4th year	4.87	4.82	5.54	5.49	6.30	6.25
5th year, 1st six months	5.17	5.12	5.85	5.80	6.57	6.52
After 54 months	5.61	5.56	6.28	6.23	7.00	6.95
After 66 months	6.03	5.98	6.69	6.64	7.41	7.36

Les chaudronniers, monteurs, mécaniciens de machines à vapeur et soudeurs, ainsi que leurs aides, qui travaillent à l'extérieur d'un établissement métallurgique à la réparation de chaudières et de réservoirs doivent recevoir les taux de salaires minimaux suivants:

Boilermakers, erectors, steam engineers and welders, and their helpers working outside a metal working establishment on the repair of boilers and tanks shall receive the following minimum wage rates:

	À l'entrée en vigueur du décret		*À compter du 1er juin 1978*		*À compter du 1er juin 1979*	
	Zones		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
Métiers:						
Chaudronnier	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Monteur	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Mécanicien de machines à vapeur	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Soudeur	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Aide	6.20	6.15	6.90	6.85	7.62	7.57
B) Compagnons « B » (Compagnons-stage):						
Assembleur	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Préposé aux machines	5.96	5.91	7.68	7.63	7.42	7.37
Magasinier en charge	6.28	6.23	7.03	6.98	7.81	7.76
Magasinier	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
Découpeur	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Vérificateur	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
Expéditeur	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
B-1) Stagiaires:						
a) Assembleurs, préposés aux machines et découpeurs						
1re année, 1er semestre	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
1re année, 2e semestre	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
2e année	4.58	4.53	5.26	5.21	6.02	5.97
3e année	4.87	4.82	5.54	5.49	6.30	6.25
4e année	5.29	5.24	5.97	5.92	6.69	6.64
5e année	5.83	5.78	6.51	6.46	7.23	7.18

	À l'entrée en vigueur du décret		À compter du 1er juin 1978		À compter du 1er juin 1979	
	Zones		Zones		Zones	
	I	II	I	II	I	II
b) Magasinier, vérificateur, expéditeur						
1re année	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
2e année	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
3e année	4.74	4.69	5.42	5.37	6.18	6.13
4e année	5.36	5.31	6.04	5.99	6.76	6.71
5e année	5.86	5.81	6.53	6.48	7.25	7.20
c) Divers						
Conducteur de camion	5.94	5.89	6.65	6.60	7.39	7.34
Aide	5.80	5.75	6.50	6.45	7.22	7.17
Manoeuvre	5.50	5.45	6.16	6.11	6.84	6.79

	As of the enforcement of the decree		As of June 1, 1978		As of June 1, 1979	
	Zones		Zones		Zones	
	I	II	I	II	I	II
Trades:						
Boilermaker	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Erector	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Steam engineer	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Welder	7.31	7.26	8.14	8.09	9.00	8.95
Helper	6.20	6.15	6.90	6.85	7.62	7.57
B) Journeymen "B" (Journeymen-training):						
Assembler	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Machine operator	5.96	5.91	7.68	7.63	7.42	7.37
Storeman in charge	6.28	6.23	7.03	6.98	7.81	7.76
Storeman	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
Cutter	6.62	6.57	7.41	7.36	8.23	8.18
Checker	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
Shipper	6.17	6.12	6.91	6.86	7.68	7.63
(B-1) Trainees:						
(a) Assembler, machine operator and cutter						
1st year, 1st six months	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
1st year, 2nd six months	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
2nd year	4.58	4.53	5.26	5.21	6.02	5.97
3rd year	4.87	4.82	5.54	5.49	6.30	6.25
4th year	5.29	5.24	5.97	5.92	6.69	6.64
5th year	5.83	5.78	6.51	6.46	7.23	7.18

of the decree	*As of the enforcement* *As of June 1, 1978*		*As of June 1, 1979*			
	Zones		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
(b) Storeman, checker, shipper						
1st year	4.13	4.08	4.83	4.78	5.61	5.56
2nd year	4.31	4.26	5.00	4.95	5.77	5.72
3rd year	4.74	4.69	5.42	5.37	6.18	6.13
4th year	5.36	5.31	6.04	5.99	6.76	6.71
5th year	5.86	5.81	6.53	6.48	7.25	7.20
(c) Miscellaneous						
Truck driver	5.94	5.89	6.65	6.60	7.39	7.34
Helper	5.80	5.75	6.50	6.45	7.22	7.17
Labourer	5.50	5.45	6.16	6.11	6.84	6.79

b) Rémunération:

1) Chef d'équipe: Un chef d'équipe en charge de deux (2) hommes ou plus en dehors de l'usine a droit à une prime de $0.40 l'heure en sus de son taux de salaire prévu au décret.

2) Équipe de nuit: Tout salarié faisant partie d'une équipe de nuit a droit à une prime de $0.40 l'heure, et de $0.45 à compter du 1er juin 1978, en sus de son taux de salaire prévu au décret.

3) Tout salarié exécutant simultanément plus d'une fonction ou métier faisant l'objet du présent décret, doit recevoir le salaire établi pour la fonction ou le métier le mieux rémunéré.

Toutefois, si ce salarié exerce une seule fonction ou un seul métier au moins 5 jours ouvrables consécutifs, il doit être rémunéré au taux établi pour cette fonction ou métier. »

4. Remplacer l'article 5 par le suivant:

« **5. HEURES SUPPLÉMENTAIRES:**

a) Tout travail exécuté dans l'un des cas suivants entraîne une majoration de salaire de 50%:

1) Après huit (8) heures dans la même journée, sauf le temps de transport qui est rémunéré à taux simple;

(b) Wages:

(1) Shift leader: A shift leader responsible for 2 employees or more outside the shop shall be entitled to a $0.40 per hour premium in addition to his wage rate provided for in the decree.

(2) Night Shift: Any employee working on a night shift shall be entitled to a $0.40 per hour premium, and to $0.45 as of June 1, 1978, in addition to his wage rate provided for in the decree.

(3) Any employee working simultaneously at two occupations or trades covered by this decree shall be paid at the rate established for the highest paid occupation or trade.

However, if the said employee works at a single occupation or trade at least 5 consecutive working days, he shall be paid at the rate established for such trade or occupation."

4. Section 5 shall be replaced by the following:

"**5. OVERTIME:**

(a) Time and a half shall be paid for the work performed in one of the following cases:

(I) After 8 hours during the same day, except for the transportation time that is paid at straight time;

2) en plus du nombre d'heures de la semaine normale de travail;

3) en dehors des heures normales spécifiées à l'article 3;

4) pour les équipes de nuit, les quatre premières heures et demie (4½) qui suivent la fin des heures normales de leur équipe;

5) pour les équipes de jour, entre 7 h 30 et 12 h, le samedi, sauf qu'il s'agit d'heures supplémentaires déjà en cours alors qu'un salarié est déjà rémunéré au taux double;

6) pour les équipes de nuit, entre 7 h 30 et 12 h le samedi, sauf s'il s'agit d'heures supplémentaires déjà en cours alors qu'un salarié est déjà rémunéré au taux double.

b) Tout travail exécuté le dimanche ou dans l'un des cas suivants entraîne une majoration de salaire de 100%:

1) Pour les équipes de jour, tout travail exécuté à compter de la cinquième heure et demie (5½) suivant la fin de sa journée régulière de travail et le début de la journée normale suivante; sauf le temps de transport qui est rémunéré à taux simple;

2) pour les équipes de nuit, à compter de la cinquième heure et demie (5½) suivant la fin de leur équipe habituelle et le début de leur équipe habituelle suivante; sauf le temps de transport qui est rémunéré à taux simple;

c) Nonobstant l'article 3, l'horaire de travail des camionneurs pourra être fixé entre 4 h et 17 h à condition de ne pas excéder la durée de la journée normale de travail. Tout travail excédant cette durée entraîne une majoration de salaire de 50%;

d) **Jour fériés, chômés et payés:** Tout employeur doit accorder à ses salariés les jours fériés, chômés et payés suivants, s'ils coïncident avec une journée normale de travail: le jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de l'Action de Grâces, le jour de Noël et le 26 décembre.

Nonobstant ce qui précède, dans les cas où le jour de Noël et le 26 décembre tombent successivement un samedi et un dimanche, l'un de ces congés successifs est reporté au lundi suivant qui est réputé un jour férié, chômé et payé. De plus, si la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération ou ces deux fêtes tombent un samedi ou un dimanche, chacun de ces congés est reporté à un autre jour qui est réputé jour férié, chômé et payé.

(2) in addition to the number of hours in the standard workweek;

(3) over and above the standard hours mentioned in section 3;

(4) for night shifts, the first 4½ hours following the end of the standard hours of their shift;

(5) for day shifts, between 7:30 a.m. and noon, on Saturdays, except if overtime is already being worked for which the employee is being paid double his rate;

(6) for night shifts, between 7:30 a.m. and noon on Saturdays, except if overtime is already being worked for which the employee is being paid double his rate.

(b) Double time shall be paid for the work performed on Sundays or in one of the following cases:

(1) For day shifts, any work performed as of the 5th and a half hour following the end of his standard workday and the beginning of the next regular workday; save for the transportation time that is paid at straight time;

(2) for night shifts, as of the 5th and a half hour following the end of their regular shift and the beginning of their next regular shift; save for the transportation time that is paid at straight time;

(c) Notwithstanding section 3, the work schedule for truck drivers may be scheduled between 4:00 a.m. and 5:00 p.m. on condition that the duration of the standard workday is respected. Time and a half shall be paid for any work exceeding that duration.

(d) **General Holidays with Pay:** Any employer shall grant to his employees the following general holidays with pay if they occur on a standard workday: Ney Year's Day, January 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

Notwithstanding the preceding, when Christmas Day and December 26 fall successively on a Saturday and a Sunday, one of these successive holidays shall be postponed to the following Monday which shall be considered as a general holiday with pay. Moreover, if St. John the Baptist Day, Canada Day or these 2 holidays fall on a Saturday or a Sunday, each of these holidays shall be postponed to another day which shall be considered as a general holiday with pay.

L'indemnité afférente à chacun des jours ci-dessus doit être égale au salaire normal d'une journée normale de travail, ce qui comprend le montant indiqué à l'alinéa 2 du paragraphe *b* de l'article 4.

Pour bénéficier d'un jour férié, chômé et payé, un salarié doit avoir été au travail la journée ouvrable complète qui précède ce jour et la journée ouvrable complète qui le suit.

Un employeur peut avancer ou reporter un jour férié à un autre jour s'il obtient l'approbation écrité des $^2/_3$ de ses salariés assujettis au décret et présents au moment de cette demande.

Tout salarié qui, après avoir quitté l'établissement est rappelé au travail doit recevoir une indemnité minimale égale à 2 heures de travail, soit au taux normal, soit au taux majoré de 50% ou au taux majoré de 100% suivant les dispositions applicables des articles 3 et 5. Le salarié ainsi appelé pour des raisons de sécurité est rémunéré selon les mêmes dispositions que le premier salarié rappelé au travail.

e) Disposition spéciale relative aux salaires:

a) Paiement des salaires: les salaires doivent être payés chaque semaine dans tous les établissements assujettis au présent décret. À ce salaire doivent être joints les renseignements suivants:

1) le nom et le prénom de l'employé;

2) la période de paie;

3) les heures régulières et le temps supplémentaire;

4) les différentes déductions de façon distincte;

5) le montant brut;

6) le montant net.

b) Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordannance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum avec ses modifications actuelles ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer. »

5. Remplacer les sous-paragraphes 3) et 4) du paragraphe *b* de l'article 6 par les suivants:

« 3) Tout salarié qui, au 1er janvier de chaque année, justifie de 8 ans de services continus chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de 15 jours

Holiday pay for each of the above days shall be equal to the regular wage for one regular workday, and shall include the amount indicated in paragraph 2 of subsection *b* of section 4.

To be entitled to a general holiday with pay, the employee shall be at work the complete working day preceding the holiday and the complete working day following the holiday.

An employer may bring forward or postpone a holiday to another day if he obtains the written approval of $^2/_3$ of his employees covered by the decree and present at the time of such request .

After having left the establishment, every employee who is called back to work shall receive a minimum pay equal to 2 hours of work either at the regular rate or at time and one half, or at double time, according to the applicable provisions of sections 3 and 5. The employee thus called for security reasons is paid according to the same provisions as the first employee called back to work.

(e) Special Provision respecting Wages:

(a) Payment of Wages: Wages shall be paid each week in all establishments covered by this decree. The pay shall include the following particular:

(1) the employee's complete name;

(2) the pay period;

(3) the standard hours and overtime hours;

(4) all deductions listed separately;

(5) the gross wage;

(6) the net wage.

(b) Notwithstanding any other provision of the decree, the employer shall pay the employee at least the minimum weekly remuneration which would be payable to him according to Ordinance Number 4, 1972 of the Minimum Wage Commission with its present amendments or to any further ordinance which could amend or replace it.''

5. Paragraphs (3) and (4) of subsection *b* of section 6 shall be replaced by the following:

''**(3)** Any employee who, on January 1 of each year, has 8 years' continuous service with the same employer, shall receive a vacation whose duration shall be 15 working

ouvrables. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, cette rémunération inclut l'indemnité de congé.

4) Tout salarié qui, au 1er janvier de chaque année, justifie de 19 ans de services continus chez un même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de 20 jours ouvrables. L'indemnité afférente à ce congé est égale à 8% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, cette rémunération inclut l'indemnité du congé. »

6. Changer la date du « 31 mai 1977 » pour celle du « 31 mai 1980 », relativement à la durée du décret, de façon à ce que le texte se lise comme suit:

« Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mai 1980. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, entre le 60e et le 30e jour avant l'expiration de toute année subséquente. »

7. Abroger les dispositions qui apparaissent en regard de la rubrique « Paiement des salaires », à la fin du décret.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre par intérim,
PAUL-ÉMILE BERGERON.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 30 novembre 1977.

1640-o

days. The vacation pay shall be equal to 6% of the employee's total wage during the qualifying period including holiday pay.

(4) Any employee who, on January 1 of each year, has 19 years' continuous service with the same employer shall receive a vacation whose duration shall be 20 working days. The vacation pay shall be equal to 8% of the employee's total wage during the qualifying period including holiday pay."

6. The date "May 31, 1977" shall be replaced by "May 31, 1980" relating to the term of the decree so that the text shall read as follows:

"This decree shall remain in force until May 31, 1980. It is then automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives written notice to the contrary to the Minister of Labour and Manpower and to the other contracting party between the 60th and the 30th day prior to the expiration of any subsequent year."

7. The provisions at the end of the decree relating to the "Payment of Wages" shall be deleted.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

PAUL-EMILE BERGERON,
Acting Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, 30 November 1977.

1640-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le président de l'Office des professions du Québec donne avis par les présentes, conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), que le Bureau de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec a adopté, en vertu de l'article 90 du Code des professions, le « Règlement concernant la publicité », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

Le président de l'Office des professions du Québec,
ANDRÉ DESGAGNÉ.

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Chairman of the Québec Professions Board hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that the Bureau of the Professional Corporation of Town Planners of Québec made, pursuant to section 90 of the Professional Code, the "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

ANDRÉ DESGAGNÉ,
Chairman of the Québec Professions Board.

Règlement concernant la publicité

Code des professions
(1973, c. 43, a. 90)

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.02 Les éléments qu'un urbaniste peut mentionner dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

Section 2

RAISON SOCIALE

2.01 Un urbaniste ne peut offrir et/ou dispenser ses services professionnels autrement que sous son nom ou sous le nom de ou des urbaniste(s) auxquel(s) il est associé ou pour lesquels il travaille.

2.02 Le nom de l'urbaniste patron peut être suivi de l'expression « et associés ».

Regulation respecting advertising

Professional Code
(1973, c. 43, s. 90)

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.02 The items that a town planner may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are those described in this Regulation.

Division 2

FIRM NAME

2.01 A town planner may only offer or give his professional services under his own name or under the name of a town planner or town planners with whom he is associated or for whom he works.

2.02 The name of the senior town planner may be followed by the expression "and partners".

2.03 Tout firme d'urbanisme est tenue de faire approuver sa raison sociale par le Bureau.

2.03 Every firm of town planners must submit its firm name for approval by the Bureau.

Section 3

LA CARTE PROFESSIONNELLE

3.01 Un urbaniste peut se prévaloir de la publicité mentionnée à la présente section à la condition d'inscrire sur sa carte professionnelle:

a) son nom;

b) sa profession; et

c) l'adresse de son bureau et son numéro de téléphone.

3.02 Sous réserve de l'article 3.01, un urbaniste ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

a) le nom de ses associés, la mention « et associés » après son nom et les noms des urbanistes ou autres professionnels à son emploi;

b) ses spécialités connexes à l'urbanisme;

c) ses titres académiques et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle;

d) son numéro de téléphone et ses heures de service;

e) le symbole graphique de la corporation;

f) le nom et le symbole graphique de son employeur ou de sa société; et

g) le titre de sa fonction.

3.03 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres par 11 centimètres.

Division 3

PROFESSIONAL CARD

3.01 A town planner may avail himself of the advertising referred to in this Division provided that he enter on his professional card:

(a) his name;

(b) his profession; and

(c) the address of his office and his telephone number.

3.02 Subject to section 3.01, a town planner shall not enter on his professional card anything other than:

(a) the names of his partners, the mention "and partners" after his name and the names of town planners or other professionals working for him;

(b) his specialties related to town planning;

(c) his academic titles and, where applicable, his membership in another professional corporation;

(d) his telephone number and business hours;

(e) the graphic sign of the corporation;

(f) the name and graphic sign of his employer or partnership; and

(g) the title of his position.

3.03 The professional card shall not measure more than 6 centimetres by 11 centimetres.

Section 4

LES MOYENS D'INFORMATION

4.01 Un urbaniste peut publier ou permettre que soit publiée dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce à condition d'y inscrire ce qui est indiqué à l'article 3.01. Cette annonce peut aussi contenir tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02.

Division 4

INFORMATION MEDIA

4.01 A town planner may publish or allow to be published an advertisement in newspapers, magazines, periodicals, directories, or in any other printed matter, provided the items mentioned in section 3.01 are entered thereon. Such advertisement may also contain all or part of that indicated in section 3.02.

Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro.

4.02 À l'occasion de l'ouverture de son bureau, de son entrée dans un bureau existant ou de sa première inscription au tableau de la corporation, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un urbaniste peut publier une annonce contenant sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé, ni dans plus de 2 numéros d'un même journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés.

4.03 Tout publicité à la radio et à la télévision est interdite.

The said advertisement shall not, however, exceed one square decimetre and appear more than once in the same issue.

4.02 Upon the opening of his office, his taking up a position in an existing office, his first entry on the roll of the corporation, or upon appointment to a position connected with the practice of the profession, a town planner may publish an advertisement containing a photograph of himself and certain biographical notes in newspapers, magazines, periodicals, directories or other printed matter.

Such advertisement shall not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter, nor in more than 2 issues of the same newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter.

The photograph authorized in the first paragraph may not exceed 64 square centimetres.

4.03 Any radio or television advertising is forbidden.

Section 5

LA PAPETERIE

5.01 Un urbaniste peut utiliser de la papeterie professionnelle à condition d'y inscrire ce qui est indiqué à l'article 3.01. Il peut inscrire aussi tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02.

Division 5

STATIONERY

5.01 A town planner may use professional stationery provided the items indicated in section 3.01 are entered thereon. He may also enter all or part of that indicated in section 3.02.

Section 6

L'ENSEIGNE

6.01 L'urbaniste peut placer une enseigne sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau ou sur le terrain où est érigé cet immeuble ou sur un panneau annonçant un projet auquel il a participé, à condition que cette enseigne contienne ce qui est indiqué à l'article 3.01. Cette enseigne peut aussi contenir tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02.

Si l'immeuble où est situé son bureau se trouve à un carrefour, l'urbaniste peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

6.02 À l'intérieur de son bureau, l'urbaniste peut placer à la vue du public une enseigne à condition que celle-ci contienne ce qui est indiqué à l'article 3.01. Cette enseigne peut aussi contenir tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02.

Division 6

SIGN

6.01 The town planner may post a sign on one of the outer walls of the building in which his office is located, on the land on which such building is erected, or on a plate advertising a project in which he has participated, provided such sign contains that indicated in section 3.01. Such sign may also contain all or part of that indicated in section 3.02.

If the building in which his office is located is at a crossroads, the town planner may post such sign on the walls or on the land facing each of the converging roads.

6.02 Inside his office, the town planner may post a sign in public view provided it contains that indicated in section 3.01. Such sign may also contain all or part of that indicated in section 3.02.

6.03 Les enseignes autorisées en vertu de la présente section ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

6.03 The signs authorized under this Division may not exceed 25 square decimetres.

Section 7

LE SYMBOLE GRAPHIQUE DE LA CORPORATION

7.01 La corporation est représentée par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et contenant les éléments suivants: un soleil stylisé entouré des mots « Corporation professionnelle des urbanistes du Québec ».

7.02 Lorsqu'un urbaniste reproduit le symbole graphique de la corporation pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.

Division 7

GRAPHIC SIGN OF THE CORPORATION

7.01 The corporation is represented by a graphic sign in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and containing the following elements: a stylized sun surrounded by the words "Corporation professionnelle des urbanistes du Québec".

7.02 When a town planner reproduces the graphic sign of the corporation for advertising purposes, he must ensure that the sign is in conformity with the original kept by the secretary of the corporation and that it does not exceed 25 square decimetres.

Section 8

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

8.01 Un urbaniste offrant ses services au public autrement que sous une raison sociale conforme à l'article 2.01 peut continuer de le faire pendant une période de 3 ans après l'entrée en vigueur du présent règlement.

8.02 Un urbaniste dont le bureau, à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, arbore une enseigne non conforme aux exigences de la section 6, peut laisser une telle enseigne en place pour une période n'excédant pas 12 mois après l'entrée en vigueur du présent règlement.

Division 8

TRANSITIONAL PROVISIONS

8.01 A town planner offering his services to the public under a firm name not in conformity with section 2.01 may continue to do so for a period of 3 years after the coming into force of this Regulation.

8.02 A town planner at whose office there is a sign, on the date of the coming into force on this Regulation, that is not in conformity with the requirements of Division 6, may leave such sign in place for a period not exceeding 12 months after the coming into force of this Regulation.

Section 9

DISPOSITION FINALE

9.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1643-o

Division 9

FINAL PROVISION

9.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1643-o

Errata

Gazette officielle du Québec, partie 2, vol. 109, no 21, 8 juin 1977. — Modèle de rapport d'infraction au code de la route, à la Loi des autoroutes ou à un règlement adopté en vertu de l'une ou l'autre de ces lois.

Remplacer le modèle apparaissant à la page 2679 par le suivant:

Errata

Québec Official Gazette, Part 2, Vol. 109, No. 21, 8 June 1977. — Forms for making reports on offences against the Highway Code, the Autoroutes Act or a regulation adopted under either of these Acts.

Replace the form on page 2679 by the following:

AUTOROUTES

INFRACTION(S) AUX RÈGLEMENTS DE LA CIRCULATION
VIOLATION(S) OF HIGHWAY CODE AND REGULATIONS

☐ L ☐ CE ☐ RN ☐ CH

CONTREVENANT / *OFFENDER* ☐ N° de dossier / *File No.*

A
Route / *Hwy* | Endroit de l'infraction / *Place of violation* | Code mun. *Code*
Comté / *County* | Dist. jud. *Dist* | Date de l'infraction / *Violation date* | Heure / *Time*
CONDUCTEUR (nom, prénoms) / *DRIVER (name, given names)* | M. F
Adresse / *Address*

B
Ville, village / *Town, village* | Comté / *County* | Province
Code postal / *Postal code* | Permis de conduire / *Driver's licence* | Date de naissance / *Date of birth* | Province
PROPRIÉTAIRE (nom, prénoms) / *OWNER (name, given names)*

C
Adresse / *Address*
Ville, village / *Town, village* | Comté / *County* | Province
Code postal / *Postal code* | Réservé au B.J.C.R. | Date de naissance / *Date of birth* | Province

D
VÉHICULE / *VEHICLE*
Type | An / *Yr* | Marque / *Make* | N° d'immatriculation / *Registration No.* | Province | An / *Yr*

INFRACTIONS NOTÉES / *VIOLATIONS NOTED*

E
FEUX / *LIGHTS*
☐ 1) Délimitation *Width clearance* ☐ 2) Indicateur de direction *Luminous turn indicator* ☐ 3) Identification *Identification* ☐ 4) Latéraux *Side* ☐ 5) Phares *Headlights*
☐ 6) Plaques *Markers* ☐ 7) Feux rouges arrières *Rear red lights* ☐ 8) Recul *Back-up* ☐ 9) Réflecteurs *Reflectors* ☐ 10) Autres *Others*

EQUIPEMENT / *EQUIPMENT*
☐ 11) Essuie-glace *Wipers* ☐ 12) Freins d'urgence *Emergency brakes* ☐ 13) Garde-boue *Fenders* ☐ 14) Klaxon *Horn*
☐ 16) Plaques *Markers* ☐ 17) Pneus *Tires* ☐ 18) Silencieux *Muffler* ☐ 19) Autres *Others*

DOCUMENTS ☐ 20) Permis de conduire *Driver's licence* ☐ 21) Certificat d'immatriculation *Registration certificate* ☐ 22) Autres *Others*

H
ZONE / *AREA* ☐ Campagne *Open country* ☐ Industrielle *Industrial* ☐ Commerciale *Commercial* ☐ Résidentielle *Residential* ☐ École *School*
TEMPS / *WEATHER* ☐ Clair *Clear* ☐ Nuageux *Cloudy* ☐ Brumeux *Foggy* ☐ Pluie *Rain* ☐ Neige *Snow* ☐ Grésil *Hail*
ETAT DE LA ROUTE / *ROAD CONDITIONS* ☐ Sèche *Dry* ☐ Mouillée *Wet* ☐ Boueuse *Muddy* ☐ Enneigée *Snowy* ☐ Glacée *Icy*
PRESENCE SUR LA ROUTE / *PRESENCE ON THE ROAD* ☐ Aucune *None* ☐ Même sens *Same way* ☐ En rencontre *Oncoming* ☐ Transversale *Cross road* ☐ Piéton(s) *Pedestrian(s)* ☐ Cycliste(s) *Cyclist(s)*

I
INFORMATIONS ADDITIONNELLES / *OTHER PARTICULARS*

IMPORTANT

VOUS AVEZ **48 HEURES POUR FAIRE CORRIGER** LES IRRÉGULARITÉS CI-HAUT ET **POUR VOUS PRÉSENTER** AVEC CE BILLET, LE VÉHICULE AUTOMOBILE ET OU LES DOCUMENTS PERTINENTS À UN BUREAU DE SURVEILLANCE ROUTIÈRE **À DÉFAUT** DE QUOI, VOUS SEREZ PASSIBLE DE PROCÉDURES JUDICIAIRES

*YOU HAVE **48 HOURS TO HAVE THE ABOVE NOTED DEFECTS CORRECTED AND TO REPORT** WITH TICKET AND MOTOR VEHICLE AT ANY HIGHWAY PATROL OFFICE **FAILING WHICH** YOU WILL BE LIABLE TO JUDICIAL PROCEEDINGS*

J'atteste que toutes les informations mentionnées ci-dessus sont conformes aux faits
I hereby, certify that all the above mentionned is true to fact

Code d'unité / *Detachment No.* | Signature du policier / *Officer's signature* | Matricule / *Regimental No.*

1653-o

Gazette officielle du Québec, **Partie 2, vol. 109, no 39, 28 septembre 1977 A.C. 2846-77 du 24 août 1977.**

SAC À MAIN — PROVINCE

1. Au poste 5, dans la version anglaise de l'article VI, apparaissant à la page 5084, au 6e paragraphe, 1re phrase, on doit lire «Employees shall be paid for all waiting time during daily working hours as of the first hour.» La 2e phrase est abrogée.

2. Au poste 7, dans la version anglaise de l'article VIII, apparaissant à la page 5085, 1er paragraphe, on doit lire «Employers shall list the following particulars on the employee's pay envelope or on a separate earning's statement;» abroger «When payment is made in cash» apparaissant au début de cette phrase.

3. Au poste 10, article XIII, paragraphe *(g)*, version anglaise, 2e ligne, ajouter après les mots «the employee» les mots suivants: «other than the one assigned to the manufacture of bottle bags shall receive 0.8% of 1% of his total gross pay as a supplementary vacation payment.»

4. Au poste 13, page 5089, article XIX, version anglaise, changer le paragraphe y apparaissant pour le suivant: «This decree remains in force until December 31, 1978. It is automatically renewed form year to year thereafter, unless one of the contracting parties give to the Minister of Labour and Manpower a written notice to the contrary during November of 1978 or of any subsequent year. Copy of this notice shall also be filed with the other contracting parties.»

1640-o

Québec Official Gazette, **Part 2, Vol. 109, No. 39, September 28, 1977, O.C. 2846-77 of August 24, 1977.**

HANDBAG — PROVINCE

1. Item 5, in the English version of section VI, appearing on page 5084, in the 6th subsection, 1st sentence, shall read "Employees shall be paid for all waiting time during daily working hours as of the first hour." The 2nd sentence shall be deleted.

2. Item 7, in the English version of section VIII, appearing on page 5085, 1st subsection, shall read "Employers shall list the following particulars on the employee's pay envelope or on a separate earning's statement;" The words "When payments is made in cash" appearing at the beginning of the sentence shall be deleted.

3. Item 10, section XIII, subsection *(g), in the English version, 2nd line, after the words "the employee" the following words shall be added: "other than the one assigned to the manufacture of bottle bags receive 0.8% to 1% of his total gross pay as a supplementary vacation payment.*

4. Item 13, page 5089, section XIX, in the English version, the paragraph appearing in that section shall be changed by the following: "This decree remains in force until December 31, 1978. It is automatically renewed from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the Minister of Labour and Manpower a written notice to the contrary during November of 1978 or of any subsequent year. Copy of this notice shall also be filed with the other contracting parties."

1640-o

CHARTE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
(1966/67, c. 129)

Modification des statuts

1. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 19 octobre 1977, 109e année, no 42, p. 5465.

L'article 1 de cette modification est remplacé par le suivant:

« **1.** En remplacant les premiers et deuxième alinéas de l'article 27.03 par les suivants:

« Le corps professoral se compose de trois catégories de professeurs de carrière: les titulaires, les agrégés et les adjoints. A la Faculté de médecine, le corps professoral se compose en outre des professeurs de clinique titulaires, agrégés ou adjoints. Les professeurs sont nommés par le conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par les règlements de l'assemblée universitaire. »

« Le personnel enseignant d'une faculté, d'un département *ou* d'un centre de recherche, comprend outre le corps professoral, *les professeurs et chercheurs invités, les attachés de recherche*, les chargés d'enseignement, les chargés de cours et toute autre catégorie déterminée par l'autorité compétente. Ils sont nommés ou engagés par le Conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par les règlements de l'Université. »

2. *Gazette officielle du Québec*, Partie 2, 19 octobre 1977, 109e année, no 42, p. 5466.

L'article 6 de cette modification devrait se lire ainsi:

« **6.** En abrogeant le sous-paragraphe *g* de l'article 28.08. »

1642-o

CHARTER OF THE UNIVERSITE DE MONTREAL
(1966/67, c. 129)

Amendments to statutes

1. *Québec Official Gazette*, Part 2, 19 October 1977, Vol. 109, No. 42, p. 5465.

Section 1 of this amendment is replaced by the following:

"**1.** By replacing the first and second paragraphs of section 27.03 by the following:

"The teaching body is made up of three categories of regular professors: full, associate and assistant professors. In the *Faculté de médecine*, the teaching body also includes full, associate or assistant clinic professors. Professors are appointed by the Board following consultations and recommendations held in such manner as the university assembly determines by-law.

"The teaching staff of a faculty, a department *or* a research centre includes, in addition to the teaching body, *visiting professors, visiting research professors, research associates*, instructors, lecturers and persons of such other category as is determined by the competent authority. They are appointed or hired by the Board following consultations and recommendations held in such manner as the university assembly determines by-law."

1642-o

INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**

Abréviations: A — Abrogé
N — Nouveau
M — Modifié

Règlements — Lois	Enregistrement No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Accessoires de mode - Montréal (Loi des décrets de convention collective, 1973, c. 43)			6239	Projet
Administration financière, Loi de l'... - Contrats de services du gouvernement (1970, c. 17)	Règ. 77-619	21-10-77	6157	N
Aide sociale, Loi de l'... - Règlement (1969, c. 63)	Règ. 77-655	04-11-77	6179	M
Aides visuels (Loi de l'assurance-maladie, 1970, c. 37)	Règ. 77-706	23-11-77	6207	M
Assurance-maladie, Loi de l'... - Régie de l'assurance-maladie du Québec - Règ. no 1 (1970, c. 37)	Règ. 77-578	03-10-77	6153	M
Assurance-maladie, Loi de l'... - Règlements (1970, c. 37)	Règ. 77-706	23-11-77	6207	M
Assurance-récolte, Loi sur l'... - Fraisières et framboisières (1974, c. 31)	Règ. 77-671	15-11-77	6219	Avis
Assurance-récolte, Loi sur l'... - Fraisières et framboisières - Prix unitaires et taux de cotisation (1974, c. 31)			6227	Avis
Autoroutes, Loi des... - Rapport d'infraction (S.R. 1964, c. 134)	Règ. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Charges rémunérées à honoraires (Régimes de retraite des fonctionnaires, S.R. 1964, c. 14)	Règ. 77-679	15-11-77	6187	N
Code de la route - Rapport d'infraction (S.R. 1964, c. 231)	Règ. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Code des professions - Urbanistes - Publicité (1973, c. 43)			6261	Projet
Contrats de services du gouvernement (Loi de l'administration financière, 1970, c. 17)	Règ. 77-619	21-10-77	6157	N
Convention de la Baie James et du Nord québécois, Loi approuvant la... - Émission d'obligations en paiement partiel de la considération due aux termes de la Convention (1976, c. 46)	Règ. 77-713	23-11-77	6215	
Cour supérieure du district de Montréal - Règles de pratique en matière civile	Règ. 77-690	18-11-77	6203	M

INDEX — suite

Règlements — Lois	Enregistrement No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Émission d'obligations en paiement partiel de la considération due aux termes de la Convention ..... (Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, 1976, c. 46)	Règ. 77-713	23-11-77	6215	
Employés de garages - Drummond ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-681	15-11-77	6189	M
Employés de garages - Mauricie ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-682	15-11-77	6195	M
Fraisières et framboisières ..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)	Règ. 77-671	15-11-77	6219	Avis
Fraisières et framboisières - Prix unitaires et taux de cotisation ..... (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, c. 31)			6227	Avis
Jalonnement - Bonaventure - Soustraction ..... (Loi des mines, 1965 sess. 1, c. 34)	Règ. 77-660	04-11-77	6183	
Maîtres électriciens, Loi des - Règlements ..... (S.R. 1964, c. 154)			6247	Projet
Métallurgie - Québec ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)			6249	Projet
Mines, Loi des... - Soustraction au jalonnement - Bonaventure ..... (1965 sess. 1, c. 34)	Règ. 77-660	04-11-77	6183	
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la... - Producteurs de bois - Bas Saint-Laurent - Fonds de roulement ..... (1974, c. 36)	Règ. 77-546	14-09-77	6149	N
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la... - Producteurs d'oeufs - Quotas ..... (1974, c. 36)	Règ. 77-691	21-11-77	6205	M
Motoneige - Règ. 7.L ..... (Loi des transports, 1972, c. 55)	Règ. 77-661	04-11-77	6185	M
Pêche commerciale - Subventions et paiements ..... (Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce, S.R. 1964, c. 206)	Règ. 77-659	04-11-77	6181	M
Producteurs de bois - Bas Saint-Laurent - Fonds de roulement ..... (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, c. 36)	Règ. 77-546	14-09-77	6149	N

INDEX — Fin

Règlements — Lois	Enregistrement No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Producteurs d'oeufs - Quotas ..... (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, c. 36)	Règ. 77-691	21-11-77	6205	M
Rapport d'infraction ..... (Loi des poursuites sommaires, S.R. 1964, c. 35)	Règ. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Régie de l'assurance-maladie du Québec - Règ. no 1 ..... (Loi de l'assurance-maladie, 1970, c. 37)	Règ. 77-578	03-10-77	6153	M
Régime de retraite des fonctionnaires - Charges rémunérées à honoraires ..... (S.R. 1964, c. 14)	Règ. 77-679	15-11-77	6187	N
Règles de pratique de la Cour supérieure du dictrict de Montréal en matière civile.....	Règ. 77-690	18-11-77	6203	M
Sac à main - Province ..... (Loi des décrets de convention collective, S.R. 1964, c. 143)	Règ. 77-485	26-08-77	6267	Erratum
Soustraction au jalonnement - Bonaventure..... (Loi des mines, 1965 sess. 1, c. 34)	Règ. 77-660	04-11-77	6183	
Transports, Loi des... - Règ. 7.L - Motoneige ..... (1972, c. 55)	Règ. 77-661	04-11-77	6185	M
Université de Montréal, Charte de l'... - Statuts ..... (1966/67, c. 129)	Règ. 77-555	20-09-77	6269	M
Université du Québec, Loi de l'... - Règlement général 17.b ..... (1968, c. 66)			6229	Avis
Urbanistes - Publicité ..... (Code des professions, 1973, c. 43)			6261	Projet

INDEX **Statutory Instruments (Regulations)**

Abbreviations: A — Abrogated
N — New
M — Modified

Regulations — Statutes	Registration No.	Registration Date	Page	Comments
Agreement concerning James Bay and Northern Québec, Act approving the... - Issue of Debentures as partial payment for the consideration payable under the Agreement ..... (1976, c. 46)	Reg. 77-713	23-11-77	6215	
Autoroutes Act - Forms for reports on offences ..... (R.S. 1964, c. 134)	Reg. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Civil Service Superannuation Plan - Offices remunerated on a fees basis ..... (R.S. 1964, c. 14)	Reg. 77-679	15-11-77	6187	N
Commercial fishing - Subsidies and payments ..... (Industry and Commerce Department Act, R.S. 1964, c. 206)	Reg. 77-659	04-11-77	6181	M
Crop Insurance Act - Strawberry fields and raspberry fields ..... (1974, c. 31)	Reg. 77-671	15-11-77	6219	Notice
Crop Insurance Act - Strawberry fields and raspberry fields - Unit prices and assessment rates ..... (1974, c. 31)			6227	Notice
Egg producers - Quotas ..... (Farm Products Marketing Act, 1974, c. 36)	Reg. 77-691	21-11-77	6205	M
Farm Products Marketing Act - Egg producers - Quotas ... (1974, c. 36)	Reg. 77-691	21-11-77	6205	M
Farm Products Marketing Act - Wood producers - Lower St. Lawrence - Working fund ..... (1974, c. 36)	Reg. 77-546	14-09-77	6149	N
Fashion accessories - Montreal ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			6239	Draft
Financial Administration Act - Government service contracts ..... (1970, c. 17)	Reg. 77-619	21-10-77	6157	N
Forms for reports on offences ..... (Summary Convictions Act, R.S. 1964, c. 35)	Reg. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Garage employees - Drummond ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-681	15-11-77	6189	M
Garage employees - Mauricie ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-682	15-11-77	6195	M

INDEX — continued

Regulations — Statutes	Registration No.	Registration Date	Page	Comments
Government service contracts ..... (Financial Administration Act, 1970, c. 17)	Reg. 77-619	21-10-77	6157	N
Handbag - Province ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)	Reg. 77-485	26-08-77	6267	Erratum
Health Insurance Act - Québec Health Insurance Board - By-law No. 1..... (1970, c. 37)	Reg. 77-578	03-10-77	6153	M
Health Insurance Act - Regulations..... (1970, c. 37)	Reg. 77-706	23-11-77	6207	M
Highway Code - Forms for report on offences..... (R.S. 1964, c. 231)	Reg. 77-240	02-05-77	6265	Erratum
Issue of Debentures as partial payment for the consideration payable under the Agreement ..... (Act approving the Agreement concerning James Bay and Nothern Québec, 1976, c. 46)	Reg. 77-713	23-11-77	6215	
Master Electricians Act - By-laws ..... (R.S. 1964, c. 154)			6247	Draft
Metal trades - Québec ..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S. 1964, c. 143)			6249	Draft
Mining Act - Withrawal from staking - Bonaventure ..... (1965 sess. 1, c. 34)	Reg. 77-660	04-11-77	6183	
Offices remunerated on a fees basis ..... (Civil Service Superannuation Plan, R.S. 1964, c. 14)	Reg. 77-679	15-11-77	6187	N
Professional Code - Town Planners - Advertising..... (1973, c. 43)			6261	Draft
Québec Health Insurance Board - By-law No. 1 ..... (Health Insurance Act, 1970, c. 37)	Reg. 77-578	03-10-77	6153	M
Rules of practice of the Superior Court of the district of Montreal in civil matters.....	Reg. 77-690	18-11-77	6203	M
Snowmobiles - Reg. 7.L..... (Transport Act, 1972, c. 55)	Reg. 77-661	04-11-77	6185	M
Social Aid Act - Regulation ..... (1969, c. 63)	Reg. 77-655	04-11-77	6179	M
Staking - Bonaventure - Withdrawal..... (Mining Act, 1965 sess. 1, c. 34)	Reg. 77-660	04-11-77	6183	
Strawberry fields and raspberry fields ..... (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)	Reg. 77-671	15-11-77	6219	Notice

INDEX — Concluded

Regulations — Statutes	Registration No.	Registration Date	Page	Comments
Strawberry fields and raspberry fields - Unit prices and assessment rates ..... (Crop Insurance Act, 1974, c. 31)			6227	Notice
Superior Court of the district of Montreal - Rules of practice in civil matters	Reg. 77-690	18-11-77	6203	M
Town Planners - Advertising ..... (Professional Code, 1973, c. 43)			6261	Draft
Transport Act - Reg. 7.L - Snowmobiles ..... (1972, c. 55)	Reg. 77-661	04-11-77	6185	M
Université de Montréal, Charter of the... - Statutes ..... (1966/67, c. 129)	Reg. 77-555	20-09-77	6269	M
University of Québec Act - By-law 17.b ..... (1968, c. 66)			6229	Notice
Visual aids ..... (Health Insurance Act, 1970, c. 37)	Reg. 77-706	23-11-77	6207	M
Withdrawal from staking - Bonaventure ..... (Mining Act, 1965 sess. 1, c. 34)	Reg. 77-660	04-11-77	6183	
Wood producers - Lower St. Lawrence - Working fund .... (Farm Products Marketing Act, 1974, c. 36)	Reg. 77-546	14-09-77	6149	N

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 77-546		R.M.A.Q.	Producteurs de bois - Bas Saint-Laurent / *Wood producers - Lower St. Lawrence - Fonds de roulement / Working fund*	6149
Règ. 77-578	3197-77	Affaires sociales	Régie de l'assurance-maladie du Québec / *Québec Health Insurance Board* - Règ. no 1 / *By-law No. 1* (Mod. / *Amend.*)	6153
Règ. 77-619	3475-77	Finances	Contrats de services du gouvernement / *Government service contracts*	6157
Règ. 77-655	3669-77	Affaires sociales	Aide sociale / *Social Aid* - Règlement / *Regulation* - (Mod. / *Amend.*)	6179
Règ. 77-659	3715-77	Industrie et commerce	Pêche commerciale / *Commercial fishing* - Subventions et paiements / *Subsidies and payments*	6181
Règ. 77-660	3723-77	Richesses naturelles	Soustraction au jalonnement / *Withdrawal from staking* - Bonaventure	6183
Règ. 77-661	3730-77	Transports	Motoneige / *Snowmobile* - Règ. 7.L (Mod. / *Amend.*)	6185
Règ. 77-671	3763-77	R.A.R.Q.	Fraisières et framboisières / *Strawberry and raspberry fields - Assurance / Insurance*	6219
Règ. 77-679	3815-77	Fonction publique	Charges rémunérées à honoraires / *Offices remunerated on a fees basis*	6187
Règ. 77-681	3838-77	Travail et main-d'oeuvre	Employés de garages / *Garage employees* - Drummond (Mod. / *Amend.*)	6189
Règ. 77-682	3839-77	Travail et main-d'oeuvre	Employés de garages / *Garage employees* - Mauricie (Mod. / *Amend.*)	6195
Règ. 77-690		Justice	Règles de pratique de la Cour supérieure du district de Montréal en matière civile / *Rules of practice of the Superior Court of the district of Montreal in Civil matters* (Mod. / *Amend.*)	6203
Règ. 77-691		R.M.A.Q.	Producteurs d'oeufs / *Egg producers* - Quotas	6205
Règ. 77-706	3991-77	Affaires sociales	Assurance-maladie / *Health Insurance* - Règlements / *Regulations* (Mod. / *Amend.*)	6207

TABLE DES MATIÈRES — Fin / **TABLE OF CONTENTS** — Concluded

No d'enregistrement / Registration No.	A.C. / O.C.	Recommandé ou établi par / Recommended or made by	Titre du texte réglementaire ou autre document / Name of statutory instrument or other document	Page
Règ. 77-713	3967-77	Finances	Émission d'obligations en paiement partiel de la considération due aux termes de la Convention de la Baie James et du Nord québécois / *Issue of Debentures as partial payment for the consideration payable under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec*	6215

AVIS

Fraisières et framboisières - Assurance

Fraisières et framboisières - Prix unitaires et taux de cotisation

Université du Québec - Règlement général 17.b (Mod.)

NOTICE

Strawberry fields and raspberry fields - Insurance 6219

Strawberry fields and raspberry fields - Unit prices and assessment rates 6227

Université du Québec - By-law 17.b (Amend.) 6229

PROJET DE RÈGLEMENTS

Accessoires de mode - Montréal

Maîtres électriciens - Règlements

Métallurgie - Québec

Urbanistes - Publicité

DRAFT REGULATIONS

Fashion accessories - Montreal 6239

Master Electricians - By-laws 6247

Metal trades - Québec 6249

Town Planners - Advertising 6261

ERRATA

Règ. 77-240	1345-77	Justice	Rapport d'infraction / *Forms for report on offences* 6265
Règ. 77-485	2846-77	Travail et main-d'oeuvre	Sac à main / *Handbag* - Province (Mod. / *Amend.*) 6267
Règ. 77-555			Université de Montréal - Statuts / *Statutes* - (Mod. / *Amend.*) 6269

nouveautés

Maintenant disponible
la **CINQUIÈME TRANCHE** du

Rapport de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec (Rapport DORION)

Min. Terres et Forêts

Les frontières septentrionales

Vol. 1: Rapport des commissaires
Québec, 1971. 202 p., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2906-6
EOQ 3176, broché **$ 3.00**

Vol. 2: Mémoires et prise de position
Québec, s.d. 44 p., 28 cm & **Les iles littorales et du large du Nouveau-Québec: description et valeur économique** par Michel Brochu
120 p., bibl., 23 cm (en pochette)
ISBN 0-7754-2907-4
EOQ 3180, broché **$ 3.00**

Vol. 3: Études
Québec, s.d. 335 p., ill., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2908-2
EOQ 3181, broché **$ 5.00**

Vol. 4: Documentation et annexes
Québec, 1971. 282 p., bibl., 28 cm
ISBN 0-7754-2909-0
EOQ 3182, broché **$ 3.50**

Les frontières méridionales

Vol. 1: Rapport des commissaires
Québec, 1971. 172 p., ill., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2910-4
EOQ 3183, broché **$ 2.50**

Vol. 2: Documentation et annexes
Québec, 1971. 206 p., bibl., 28 cm
ISBN 0-7754-2911-2
EOQ 3184, broché **$ 2.50**

La Frontière dans le golfe du Saint-Laurent

Vol. 1: Rapport des commissaires
Québec, 1972. 294 p., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2912-0
EOQ 3185, broché **$ 3.50**

Vol. 2: Mémoires et prises de position
Québec, 1972. 128 p., 28 cm
ISBN 0-7754-2913-9
EOQ 3186, broché **$ 2.00**

Vol. 3: Études:
(1) Le fédéralisme et les accroissements territoriaux
par Jacques Brossard
Québec, 1970. 105 p., 28 cm
ISBN 0-7754-2914-7
EOQ 3187, broché **$ 2.00**

Vol. 3: Études:
(2) Le statut des eaux du golfe
par Jacques-Yvan Morin
Québec, 1970. 143 p., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2915-5
EOQ 3188, broché **$ 2.50**

Vol. 3: Études:
(3) Le territoire du Québec et le golfe
par Henri Brun
Québec, 1970. 98 p., bibl., 28 cm
ISBN 0-7754-2916-3
EOQ 3189, broché **$ 2.00**

Vol. 3: Études:
(4) La théorie des eaux historiques et le régime juridique du golfe Saint-Laurent en droit interne et international
Tome I
par François Loriot
Québec, 1972. 320 p., cartes, 28 cm
ISBN 0-7754-2917-1
EOQ 3190, broché **$ 4.50**

Vol. 3: Études:
(4) La théorie des eaux historiques et le régime juridique du golfe Saint-Laurent en droit interne et international
Tome II
par François Loriot
Québec, 1972. 705 p., bibl., 28 cm
ISBN 0-7754-2918-X
EOQ 3191, broché **$ 4.50**

Vol. 4: Documentation
Québec, 1972. 154 p., bibl., 28 cm
ISBN 0-7754-2919-8
EOQ 3192, broché **$ 2.50**

Vol. 5: Annexes
Québec, 1972. 81 p., 28 cm
ISBN 0-7754-2920-1
EOQ 3193, broché **$ 1.50**

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1283, BOUL. CHAREST OUEST
QUÉBEC G1N 2C9

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1283 ouest, boulevard Charest
Québec G1N 2C9

Canada Post Postage paid / Postes Canada Port payé
Third class / Troisième classe
Permis No. 107
Québec

ISSN 0033-5983

Où se procurer les publications vendues par le Gouvernement du Québec

Commandes postales

L'Éditeur officiel du Québec
1283, boul. Charest ouest
Québec
G1N 2C9

Librairies de l'Éditeur officiel du Québec

Québec:
Place Sainte-Foy
Tél.: 643-8035

Montréal:
150, rue Sainte-Catherine ouest
Tél.: 873-6101

Cité parlementaire:
Centre administratif "G"
Rez-de-chaussée
Tél.: 643-3895

Hull:
662, boul. Saint-Joseph
Tél.: 770-0111

Trois-Rivières:
418, rue des Forges
Tél.: 375-4811

Librairies dépositaires:

Amos:
Librairie Querbes
241, 1ère Avenue ouest
Tél.: 732-5201

Montréal:
Wilson & Lafleur
39, rue Notre-Dame ouest
Tél.: 288-7153

Toronto (Ontario):
Librairie Garneau Ltée
1253, Bay Street
Tél.: 923-4678

Chicoutimi:
Librairie Régionale Inc.
461, rue Racine est
Tél.: 549-1767

Valleyfield:
Librairie Boyer
10, rue Nicholson
Tél.: 373-6211

Rouyn:
Service Scolaire
150, Perreault est
Tél.: 764-5166

Joliette:
Librairie René Martin Inc.
598, Saint-Viateur
Tél.: 759-2822

Rimouski:
EBEQ
150, Ave. de la Cathédrale
Tél.: 723-8521

Sept-Iles:
Communication-Québec
660, boul. Laure
Tél.: 968-2806

Sherbrooke:
Librairie Dussault
Carrefour de l'Estrie
Tél.: 569-9957
Université de Sherbrooke:
Tél.: 569-9460